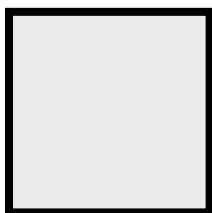


# **COMMUNE DE VILLY LE MOUTIER**

## **Plan Local d'Urbanisme**



## **Modification**



---

## **Rapport de présentation**

---

- PLU approuvé le 27 février 2008
- Modification approuvée le 11 juin 2013

# COMMUNE DE VILLY LE MOUTIER

## Modification du PLU

### RAPPORT DE PRESENTATION

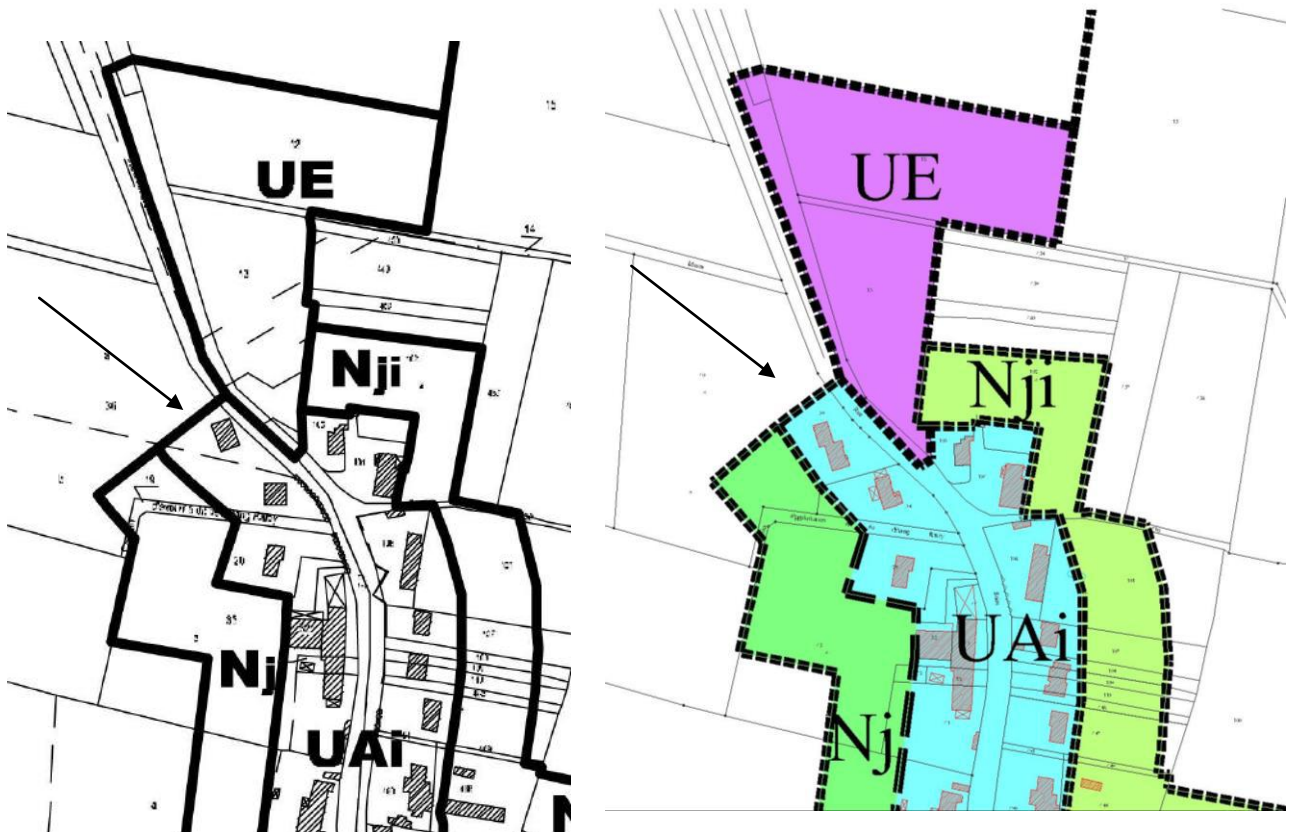
Le Plan Local d'urbanisme a été modifié pour deux raisons principales :

- d'une part, pour corriger deux petites aberrations du plan de zonage qui ne recoupe pas le plan cadastral du village,
- d'autre part, pour mettre en harmonie et simplifier un règlement parfois compliqué, avec les pratiques courantes des constructions modernes.

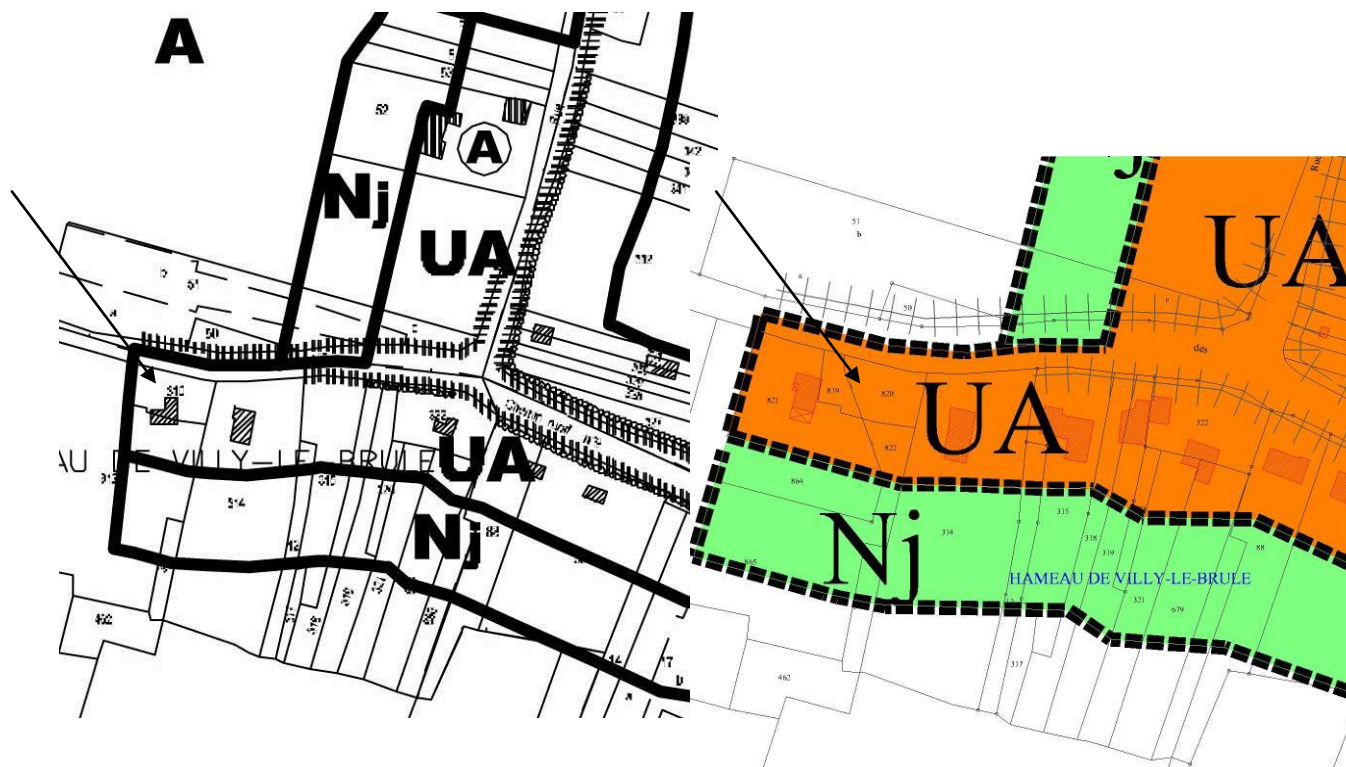
#### I- Corrections du plan de zonage

Deux constructions ont été réalignées sur le plan cadastral nouveau, informatisé:

Il s'agit de la parcelle n° 39 « Au Village » : maison construite en 2001 (PC02170801D0005)



Et de la parcelle n° 821 au hameau de « Villy le Brûlé » : maison construite en en 2005 sur les parcelles 821, 819 et 864 (PC 02170805D0004).



La modification du PLU ajuste donc ces deux constructions sur le plan cadastral de la commune.

## II- Adaptations du règlement

### II-1 Dispositions générales

- L'article R 111-4 du code de l'urbanisme a été remplacé par le L123-1-13 pour ce qui concerne le stationnement exigé lors de la construction de logements locatifs avec un prêt aidé de l'Etat.
- Pour l'application de l'article 35-11 de la Loi sur l'Eau c'est la Communauté de Communes de Nuits Saint Georges qui est concernée et non la commune.
- Dans le chapitre sur la division du territoire en zones (page 6) il faut lire les secteurs UA<sub>i</sub> et UA<sub>li</sub> à la place du seul secteur UA1.
- Dans la dénomination des zones agricoles inondables et humides il faut lire les secteurs Ai Ah Ni Nh et Neh (élevage) et non Nei pour le « secteur de jardins inondables ».

- Dans la dénomination des zones agricoles et naturelles il faut lire le secteur Nji pour le secteur de jardins inondables et non le secteur Nii.
- Dans la dénomination des zones agricoles et naturelles il faut lire le secteur Njh et non Nii pour le secteur de jardins humides.

## II-2 Zones UA, UE, UF, A, N

- UA 3 – A3 – N3 : Le non accès sur la RD115, pour des motifs de sécurité, est supprimé (atteinte au principe du droit d'accès des riverains à une voie publique ouverte à la circulation).
- UA7 – UE7 –UF7 - A7 : Les règles d'implantation sont simplifiées. Les nouvelles dispositions reprennent la règle  $L=H/2 >3$  m. D'autre part, l'alignement des toitures par rapport à la rue est supprimé.
- 
- UA6 – UE6 – UF6 – UF6 – A6 : Les constructions sont autorisées soit à l'alignement soit avec un recul minimum de 4 m. Toutefois, dans la zone A les constructions à l'alignement ne sont pas autorisées. D'autre part, l'alignement des toitures par rapport à la rue est supprimé.
- UA11 – UE11 – UF11 –A11 –N11 : La règle générale d'une largeur égale au 2/3 de la hauteur pour les ouvertures et menuiseries est abandonnée en raison des difficultés que cela pose pour les portes de garage. De même l'aspect des portes de garage est abandonné (planches larges verticales sans hublot). Enfin, le recul d'au moins quinze centimètres des volets roulants par rapport au nu de la façade est supprimé. La réglementation des clôtures est simplifiée et leur hauteur limitée à 2 mètres. D'autre part, l'alignement des toitures par rapport à la rue est supprimé.
- UA11 – UE11 –UF11 –A11 –N11 : Les couvertures en ardoises ne sont plus pérennisées mais les couvertures de couleur grise sont autorisées.
- UA11 – UE11 – UF11 –A11 – N11 : Les dispositions concernant les clôtures sont abandonnées sauf lorsqu'elles concernent les éléments paysagers à protéger au titre des articles L123.1.7 du code de l'urbanisme.
- UA11 – UE11 – UF11 – A11 –N11 : la pente minimum de 30° est abandonnée pour les bâtiments annexes de même que l'orientation du faîtage dans le sens de la plus grande dimension du bâtiment.
- UA 11 – UE11 – EF11 – A11 – N11 : L'article est complété de façon à favoriser la mise en œuvre des principes d'économie d'énergie.
- UE 11 : Les dispositions sur l'orientation du faîtage, si possible parallèle ou perpendiculaire à la voie sont supprimées en raison de leur difficulté d'application.



- UF6 : Les dispositions de cet article sont simplifiées. Il est prévu la possibilité d'une implantation à l'alignement ou d'un recul minimum de 4 m avec la reconstruction à l'identique après sinistre.
- UE 11 – A11 : Le blanc et les tons bois ne sont plus interdits pour les volets roulants.
- A6 : Les dispositions de cet article sont simplifiées : les constructions seront implantées avec un retrait minimum de 4 m par rapport au domaine public. Toutefois les reconstructions après sinistre sont admises sur l'emprise des fondations antérieures. D'autre part, l'alignement des toitures par rapport à la rue est supprimé.
- Vocation de la zone N : le secteur Nji est cité deux fois.
- N2 : Les bâtiments annexes dans les secteurs Nji et Njh sont limités à 15 m<sup>2</sup> au lieu de 6 m<sup>2</sup>.

**Ces adaptations au document d'urbanisme de VILLY LE MOUTIER :**

- **ne portent pas atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durable.**
- **ne réduisent pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, ou une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels.**
- **ne comportent pas de graves risques de nuisance.**

**COMMUNE DE VILLY - LE - MOUTIER  
- COTE D'OR -**

**PLAN LOCAL D'URBANISME**



**2.1. RAPPORT DE PRESENTATION : DOCUMENT PRINCIPAL**

PLU approuvé le

---

Etude réalisée par C. Ausseur Dolléans, architecte-urbaniste et Arpents Paysages

**INTRODUCTION : RAPPEL DES OBJECTIFS DE LA COMMUNE**

**1ERE PARTIE : LE DIAGNOSTIC**

**I. LES DONNEES SOCIO-ECONOMIQUES ET TECHNIQUES**

**I.1. Localisation de la commune**

**I.2. Les différentes structures auxquelles appartient la commune.**

**I.3. La démographie**

**I.4. Le logement et l'habitat**

**I.5. Activités et emplois**

**I.6. Agriculture**

**I.7. Services, équipements et commerces**

**I.8. Les réseaux techniques**

**II. LE DIAGNOSTIC SPATIAL**

**II.1. Géologie et relief et climat**

**II.2. Hydrologie**

**II.3. Espaces, milieux et paysages naturels**

**II.4. Patrimoine archéologique et historique**

**II.5. Les infrastructures**

**II.6. L'implantation du bâti sur le territoire de la commune**

**II.7. Le village de Villy le Moutier**

**II.8. Le hameau de Longvay**

**II.9. Le hameau de Villy le Brûlé**

**II.10. Eléments identitaires de l'urbanisme traditionnel**

**III. LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE**

## **2EME PARTIE : PRESENTATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

### **I. LES GRANDES ORIENTATIONS DU PADD**

### **II. PRESENTATION ET JUSTIFICATION DU ZONAGE ET DU REGLEMENT**

#### **II.1. Les zones A et N et les espaces boisés classés**

#### **II.2. Les zones urbaines**

#### **II.3 Les emplacements réservés**

#### **II.4. Les éléments, secteurs et constructions protégés au titre de l'article L.123.1.7° et L.430.1 du code de l'urbanisme**

#### **II.5. La prise en compte des orientations du PADD par le zonage et le règlement du PLU**

### **III. LES INCIDENCES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT**

## 1<sup>ère</sup> PARTIE : DIAGNOSTIC ET ENJEUX

La commune de Villy le Moutier a décidé d'engager l'élaboration de son PLU par une délibération du Conseil municipal du 2 décembre 2003, avec pour objectifs :

- de gérer l'architecture du village et des hameaux,
- de trouver un bon compromis sur le nombre d'habitants.

La commune s'était dotée en décembre 1992 d'un MARNU ou modalités d'application du RNU qui n'avait plus aucune valeur juridique.

Ce diagnostic du PLU a été réalisé à partir :

- d'un travail d'analyse documentaire,
- d'un travail de terrain,
- de réunions de travail avec les élus de la commune,
- de réunions de travail avec les partenaires institutionnels de la commune et notamment la DDE ; le Conseil général, la Chambre d'agriculture, l'architecte des bâtiments de France, les syndicats intercommunaux techniques.



**I.  
LES DONNEES  
SOCIO-ECONOMIQUES  
ET TECHNIQUES**

## I. 1. LOCALISATION DE LA COMMUNE

---

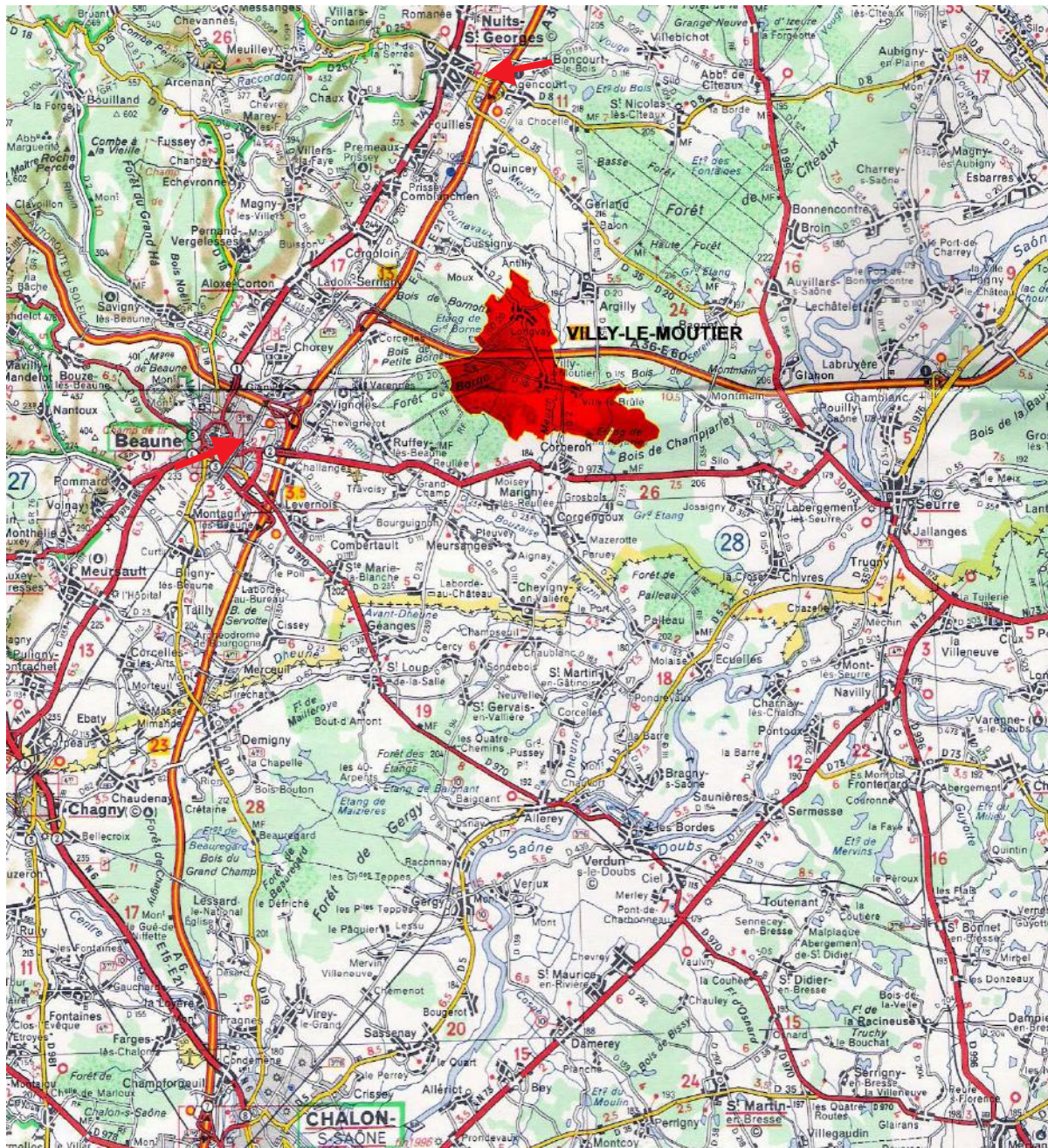
La commune de Villy le Moutier est située :

- au sud du canton de Nuit Saint Georges,
- à égale distance de Nuits Saint Georges (11 kilomètres) et de Beaune (12 kilomètres),
- à proximité d'une sortie de l'autoroute 31.

### **LES ENJEUX LIES A LA LOCALISATION DE LA COMMUNE**

***=> .La proximité de Beaune et de Nuits Saint Georges, alors que l'urbanisation de ces villes arrivent à saturation, et que le terrain à Villy le Moutier a une meilleure disponibilité en termes de surface et un coût bien moins élevé, attire une population de plus en plus nombreuse.***

# Localisation de la commune de Villy le Moutier / Côte d'Or



La commune de Villy-le-Moutier est située à l'extrême Sud du Canton de Nuit Saint Georges.

Elle est à 12 Km seulement au Nord/Est de Beaune et à proximité d'une sortie de l'A31.

Elle est donc dans la zone d'influence de cette ville et est soumise à des pressions d'urbanisation.



## I. 2. LES STRUCTURES AUXQUELLES APPARTIENT LA COMMUNE

---

### LE CANTON DE NUITS SAINT GEORGES

La commune fait partie du canton de Nuits Saint Georges qui regroupe 25 communes et comprend 14 382 habitants (chiffres 1999).

Le SIVOM du canton de Nuits saint Georges gère actuellement :

- le ramassage des ordures ménagères,
- l'entretien paysager des espaces publics
- le secrétariat de mairie,
- la surveillance du réseau d'assainissement.

### LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE NUITS SAINT GEORGES

Cette communauté de communes vient d'être constituée à la fin du mois de novembre 2004. Elle reprendra notamment les compétences du SIVOM

### LE SCOT DU PAYS BEAUNOIS

Le périmètre du SCOT (schéma de cohérence territoriale) du Pays Beaunois a été arrêté par le Préfet de Côte d'Or en décembre 2003. Il comprend les communes de deux cantons de Beaune et les communes du canton de Nuits Saint Georges.

La procédure n'a pas progressé depuis.

### **LES ENJEUX LIES AUX STRUCTURES AUXQUELLES APPARTIENT LA COMMUNE**

**=> La commune de Villy le Moutier, étant donné sa population peu nombreuse, dépend pour son fonctionnement de structures intercommunales qui associent des communes voisines.**

**=> Lorsque le SCOT du Pays Beaunois verra le jour, les mesures définies dans le PLU de la commune devront être conformes avec ses orientations.**

### **UNE POPULATION QUI A CESSÉ DE DECROÎTRE DEPUIS 1982**

La commune comptait 800 habitants en 1810 et n'a cessé de se dépeupler jusqu'en 1982 où les habitants n'étaient plus que 165.

La population croît depuis 1982, avec une accélération très forte ces dernières années :

- 191 habitants en 1990 soit une augmentation de 14% en 8 ans (26 habitants supplémentaires),
- 216 habitants en 1999 soit une augmentation de 13% en 9 ans (25 habitants supplémentaires)
- environ 300 habitants en 2004 soit une augmentation de 39% en 5 ans (84 habitants supplémentaires)

### **UNE AUGMENTATION PLUS IMPORTANTE QUE CELLE DU CANTON**

L'augmentation de la population de Villy le Moutier est très largement supérieure à celle de l'ensemble du canton de Nuits saint Georges, qui, bien que positive, décroît depuis 1982 :

- + 8% entre 1975 et 1982,
- + 7% entre 1982 et 1990,
- + 4% entre 1990 et 1999.

### **L'ARRIVÉE DE NOUVEAUX HABITANTS ET L'AUGMENTATION DES NAISSANCES**

Cette croissance est due à l'installation sur la commune de nouveaux habitants : 40 entre 1982 et 1999, 29 entre 1990 et 1999, une soixantaine depuis 2000. Elle est également due à une augmentation significative des naissances liée au rajeunissement de la population : 10 naissances entre 1982 et 1990, 14 entre 1990 et 1999, 27 entre 2000 et 2004.

### **UN SOLDE NATUREL DEVENU POSITIF**

Le solde naturel qui était encore négatif en 1999, c'est à dire comportait un nombre de décès supérieur au nombre de naissances (18 décès pour 14 naissances) , est devenu positif depuis 2 000 (27 naissances en 5 ans pour 9 décès).

Au vu cette augmentation récente du nombre de naissances et du nombre croissant d'enfants (en 1999, 26 enfants de moins de 10 ans, 21 en 1990 et 17 en 1982) qui s'équilibre avec le nombre de personnes âgées (en 1999, 20 personnes de plus de 75 ans), le solde naturel devrait continuer à s'équilibrer voire avoir tendance à être positif.

### **DES FAMILLES NOMBREUSES**

Les ménages comprennent en moyenne entre 2 et 3 personnes. Les familles avec des enfants sont des familles nombreuses : elles ont toutes 3 enfants ou plus ( sur le canton, 88% des familles ont 1 ou 2 enfants).

### **LES ENJEUX LIES A LA DEMOGRAPHIE**

***=> La commune souhaite contrôler son accroissement démographique, pour conserver son caractère rural et favoriser une intégration progressive des nouveaux habitants. Elle pencherait pour une augmentation maximum d'une dizaine d'habitants par an, soit à l'échéance du PLU dans 10 ans une centaine d'habitants supplémentaires. Cela revient à une augmentation d'environ 30% en 10 ans ce qui est déjà beaucoup !***

***=> Cette augmentation, au vu de la structure démographique actuelle de la commune et de son évolution serait fournie pour environ 20% par un solde naturel positif (on peut envisager sur 10 ans environ 40 naissances pour une vingtaine de décès) et pour 80% par l'arrivée de nouveaux habitants (environ 80 nouveaux habitants).***



## I.4.LE LOGEMENT ET L'HABITAT

---

### NATURE DES LOGEMENTS

Les logements sont tous des maisons individuelles ou des fermes. Il n'existe aucun immeuble collectif.

### AGE DES LOGEMENTS

Sur les 108 logements recensés en 1999 :

- 67 logements soit 62% des logements étaient anciens, c'est à dire construits avant 1949,
- 41 logements avaient été construits depuis, avec un rythme croissant :
  - \* 8 logements en 26 ans entre 1949 et 1974,
  - \* 7 logements en 6 ans entre 1975 et 1981,
  - \* 11 logements en 7 ans entre 1982 et 1989,
  - \* 15 logements en 10 ans entre 1990 et 1999.

Depuis cette date, il se construit environ 3 maisons par an soit 15 nouvelles maisons entre 2000 et 2004. Ces maisons neuves se sont réparties entre les trois groupements bâtis. Ce sont des constructions isolées. Il n'y a pas eu de lotissement.

L'ensemble du département de la Côte d'Or a été classée « zone à risques d'exposition au plomb par les peintures » par l'arrêté préfectoral du 12 mars 2004. A ce titre, les biens immobiliers de ce département voués à l'habitation, de construction antérieure à 1948 et en cours de mutation de propriété devront faire l'objet d'un « Etat des risques d'accessibilité au plomb (ERAP) » qui devra obligatoirement être annexé à l'acte de vente.

### STATUT D'OCCUPATION DES LOGEMENTS

Sur les 108 logements recensés en 1999, 84 sont des résidences principales (78%), 14 des résidences secondaires (13%) et il existe 10 logements vacants (9%). Depuis 1990, les logements vacants sont en diminution ( - 6) ainsi que les résidences secondaires (-1) alors que le nombre de résidences principales a beaucoup augmenté ( + 15)

Il existait en 1999 9 logements locatifs soit 10% des résidences principales.

D'autre part, la commune mène depuis 1999 une politique de création de petits logements locatifs à caractère « collectif », « à loyer modéré », à l'échelle de ses moyens et de la taille de la commune avec :

- la création depuis 1999 de deux appartements locatifs communaux (studio et F1) dans un bâtiment lui appartenant,

- le projet de créer 3 nouveaux appartements locatifs communaux dans les locaux que l'école doit libérer en 2010 lorsqu'elle sera regroupée au pôle scolaire d'Argilly.

#### **TAILLE DES LOGEMENTS**

Les logements sont grands : 53% ont 5 pièces et plus et 82% 4 pièces et plus. Il n'existe que 3 logements de moins de 3 pièces.

#### ***LES ENJEUX LIES AU LOGEMENT ET A L'HABITAT***

***=> Au vu des souhaits démographiques de la commune, il y aurait environ 80 nouveaux habitants à loger (hors naissances donc).***

***=> Au vu de la taille moyenne des ménages (entre 2 et 3 personnes) cela correspondrait à un peu plus d'une trentaine de nouveaux logements à créer.***

***=> 3 ou 4 de ces logements pourraient être créés dans la dizaine de logements encore vacants dans des maisons anciennes, mais la plupart devraient faire l'objet de constructions neuves.***

***=> La commune ne souhaite pas voir se créer des opérations d'ensemble type lotissement, mais préfère voir les constructions nouvelles s'implanter dans les dents creuses favorisant une bonne intégration de ces constructions neuves et de leurs habitants.***

### **UNE POPULATION ACTIVE TRES NOMBREUSE**

En 1999, la population active totale de Villy le Moutier était de 109 personnes soit 57% de la population. Elle est en forte augmentation par rapport à 1990 où elle n'était que de 65 personnes soit 39% de la population. Ce pourcentage est supérieur à la moyenne du canton (50% d'actifs).

### **UNE POPULATION QUI TRAVAILLE PRINCIPALEMENT A L'EXTERIEUR DE LA COMMUNE**

Seul 17 de ces actifs ont un emploi sur la commune ce qui est très peu.

Les habitants de Villy le Moutier travaillent essentiellement à Beaune mais aussi à Nuits Saint Georges ou dans d'autres communes du canton.

### **LES EMPLOIS SUR LA COMMUNE**

Ces emplois sont fournis par :

- neuf agriculteurs,
- un garage spécialisé dans la peinture de carrosserie de véhicules
- un maçon et un couvreur
- une activité de fabrique de piquets de vignes
- une coopérative agricole

### **LES ENJEUX LIES AUX ACTIVITES ET EMPLOIS**

**=> La commune souhaite maintenir ces emplois sur la commune, notamment les emplois liés à l'agriculture.**

### **UNE COMMUNE ESSENTIELLEMENT AGRICOLE**

La commune est essentiellement agricole, avec la moitié du territoire consacré à l'agriculture ('autre moitié est boisée).

Un remembrement a eu lieu en 1962 mais certaines petites parcelles n'ont pas été remembrées. Un remembrement partiel lié à la réalisation de l'autoroute A36 a été réalisé en 1982 et a concerné environ 200 hectares.

### **LES ACTIVITES AGRICOLES PRATIQUEES**

En 1990, il existait encore 18 exploitations en activité.

En 2004, il y a encore 9 agriculteurs dont :

- 1 producteur de cassis,
- 2 agriculteurs en polyculture élevage et céréales (maïs)
- 6 agriculteurs qui cultivent céréales et betteraves

Il y a également 3 agriculteurs-exploitants non résidents qui habitent des communes limitrophes et exploitent des terres sur la commune.

Un silo à grain a été construit en 1972 (Dijon céréales) au nord de Longvay le long de la D2. Sa capacité de stockage est inférieure à 500 tonnes et donc en-dessous des seuils concernés par la réglementation des installations classées.

## LA LOCALISATION DES BATIMENTS ARIQUES

On trouve sur le territoire de la commune:

- 3 fermes isolées,
- 4 fermes dans le hameau de Villy le Brûlé dont 1 ferme d'élevage.
- 7 fermes dans le village de Villy le Moutier dont 4 fermes d'élevage.

Les fermes d'élevage ont toutes un nombre de bêtes inférieur au seuil des installations classées. Elle sont donc soumises au règlement sanitaire départemental avec un périmètre inconstructible pour l'habitation de 25 mètres de rayon.

### **LES ENJEUX LIES A L'AGRICULTURE**

***L'agriculture est l'activité première de la commune, et à ce titre sont prioritaires :***

***=> la préservation des terres agricoles et notamment de certaines terres situées à proximité des groupements bâtis : l'identification de ces terres a été effectuée par les agriculteurs de la commune assistés par la chambre d'agriculture de Côte d'Or,***

***=> la préservation du caractère agricole des fermes qui sont dans la commune situées pour la plupart dans les groupements bâtis.***

***Devront être pris en compte dans le PLU:***

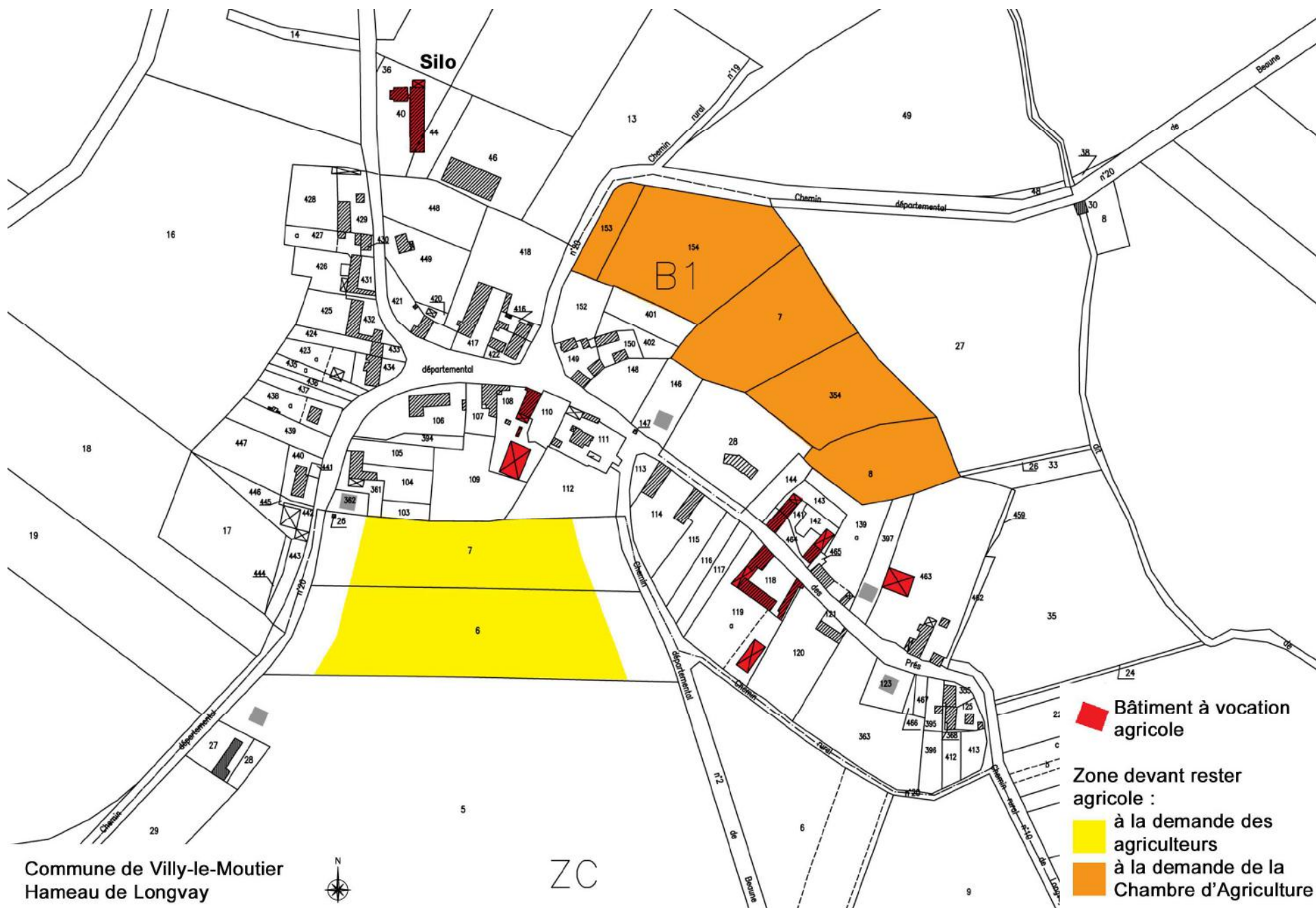
***=> la question de la circulation des engins agricoles,***

***=> la question de la compatibilité des 3 fermes d'élevage avec les zones habitées : existence d'un périmètre de 25 mètres de rayon inconstructible et impossibilité pour les élevages qui ne sont donc actuellement pas soumis à la réglementation des installations classées et situés à une distance de moins de 50 mètres d'habitations d'étendre leur activité de telle sorte qu'elles seraient soumises à la réglementation des installations classées.***













*Photo ci-dessus : Ferme isolée « du Bas du Breuil »*

### LES EQUIPEMENTS

La commune est associée à Argilly et à Gerland en regroupement pédagogique intercommunal (RPI). Villy le Moutier assure deux des classes de ce regroupement : CE1 et CE2. Le nombre d'enfants permet de maintenir l'école sur la commune. Les enfant rejoignent ensuite les collèges et lycées de Beaune ou de Nuits Saint Georges. L'école est située en face de la mairie, la cantine a lieu au rez-de-chaussée de la mairie qui a été agrandi à cet effet.

Le bâtiment de la mairie accueille également une salle des fêtes.

Au nord du village, le long de la D2, se trouve un terrain de loisirs avec un cabanon/buvette qui accueille fêtes, concerts, jeux de quille.

### LES COMMERCES ET SERVICES

Il n'existe aucun commerce ni services sur le territoire de la commune. Les habitants de la commune peuvent trouver tout ce dont ils ont besoin à Beaune (12 kilomètres) ou à Nuits Saint Georges (11 kilomètres).

Plusieurs commerces ambulants passent dans la commune dont une boulangerie-épicerie qui passe tous les 2 jours.

### ANIMATIONS

Fêtes organisées par les associations de la commune.

---

### **LES ENJEUX LIES AUX EQUIPEMENTS, SERVICES ET COMMERCEs**

***La commune n'a pas de projets particuliers en matière d'équipements, de services ou de commerces***

## Localisation des équipements





### **L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE**

La commune adhère au service des eaux du SIAEP du Pays Beaunois depuis 1954. L'alimentation en eau potable est assurée via des sources qui constituent des émergences de l'aquifère calcaire de la Côte et des puits en nappe profonde de Vignoles. La procédure d'autorisation et de protection de ces captages et de ces puits est en cours. Le réseau actuel est suffisant. Il a été renforcé et étendu en 1987 dans le hameau de Villy le Brûlé par la pose de canalisations assurant la défense incendie et le bouclage du réseau dans le hameau.

### **L'ALIMENTATION EN ELECTRICITE**

L'alimentation électrique de la commune est assurée par le SICECO. Un renforcement du réseau est en cours. Le syndicat d'électricité de Villebochot, sous la tutelle du SICECO s'occupe de l'éclairage public. Celui-ci fonctionne toute la nuit sur la commune pour des raisons de sécurité (cambriolages et circulation).

### **L'ASSAINISSEMENT**

Il n'existe pas de réseau d'assainissement collectif, mais la nature des sols se prête aisément aux techniques d'assainissement individuel.

La commune a mis en place une collecte des eaux usées qui doit être effectuée tous les deux ans. La procédure est la suivante : les habitants qui veulent faire vidanger leurs fosses septiques et toutes eaux viennent s'inscrire à la mairie qui a négocié un prix collectif très intéressant. Deux types d'assainissement individuels existent sur la commune en fonction de la nature des sols qui n'est pas le même sur tout le territoire, avec un lit filtrant horizontal ou vertical.

Le schéma d'assainissement de la commune ne comporte donc que de l'assainissement individuel, comme plusieurs communes du canton de Nuits Saint Georges. La communauté de communes de Nuits Saint Georges a compétence pour la surveillance et l'entretien de ce réseau.

### ***LES ENJEUX LIES AUX RESEAUX***

***La taille des parcelles devra permettre la réalisation de dispositifs d'assainissement individuel.***



## **II. LE DIAGNOSTIC SPATIAL**

### GEOLOGIE ET RELIEF

#### Le contexte

Le territoire de la commune de Villy le Moutier est situé pour sa partie nord dans la plaine de Citeaux et pour sa partie sud dans la plaine de Beaune. La plaine de Citeaux qui s'étend entre la Côte de Nuit et le Val de Saône est une terrasse marneuse humide traversée par la Vouge et le Meuzin qui recueillent les eaux des multiples ruisseaux et fossés de drainage. La plaine de Beaune est composée de hautes terrasses alluviales. Des cailloutis de pied de Côte s'y sont déposés donnant des sols assez bien drainés.

#### Les caractéristiques de la commune

La commune est située à cheval sur la vallée du Meuzin qui est orientée du nord au sud. Le coteau Est est particulièrement marqué et souligne cette grande direction.

### LE CLIMAT

La commune est située sur le pan oriental de la Bourgogne, qui, comme la vallée de la Saône, subit à la fois l'influence continentale venue de l'est par Belfort et du nord-est par Vesoul (vent froid en hiver et chaleur élevée en été) et l'influence méditerranéenne chaude par le couloir rhodanien, par le sud. Les écarts thermiques y sont importants entre les maximales de l'été et les minimales de l'hiver avec beaucoup de brouillard au fond des vallées et souvent au sud des orages violents (rencontre du froid venu du nord et de la chaleur du sud).

#### **LES ENJEUX LIES AU RELIEF**

***=> L'orientation nord/sud du relief du territoire naturel se retrouve au niveau des rivières, des fronts boisés et même au niveau des orientations des constructions.***

# Un territoire et des paysages orientés nord/sud





# Un territoire et des paysages orientés Nord/Sud (suite)

**Les grandes lignes du paysage sont dessinées par la rivière, la plaine cultivée, les fronts boisés et les coteaux dans une direction nord/sud**



*Photos ci-dessus : vues sur Villy-le-Moutier ; Le bâti est implanté dans cette même direction nord/sud que le sens de la vallée.*

*Photo ci-contre en bas : vue sur Villy-le-Brûlé ; les faîtages des toitures accompagnent la crête du coteau dans un sens nord/sud.*



### **LA RIVIERE « LE MEUZIN »**

Le Meuzin traverse la commune du nord au sud et coule entre le village et le hameau de Villy le Brûlé. Il existe encore un ancien gué de franchissement de la rivière à proximité de Villy le Brûlé.

### **Caractéristiques du bassin hydrologique**

Le Meuzin prend sa source à 320 mètres au nord ouest de Nuits Saint Georges sur la commune de l'Etang Vergy et se jette dans la Dheune à une altitude de 174,50 mètres après un parcours hydraulique de 35,9 kilomètres et une pente moyenne de 0,0115 mètre par mètre qui recouvre une réalité contrastée : forte pente en secteur montagneux et faible pente dans la plaine alluviale.

Son bassin versant couvre une superficie de 236 km<sup>2</sup>. Il traverse d'abord en amont, une zone montagneuse et encaissée avec des écoulements souterrains importants puis il traverse le talus de formation superficielle du vignoble de la Côte. Il gagne ensuite la plaine alluviale – où se situe la commune de Villy le Moutier - et s'écoule sur un lit d'alluvions quaternaires essentiellement calcaires au-dessus d'une couche très épaisse de marnes et d'argiles.

### **La gestion du Meuzin**

Le Meuzin est géré par le syndicat du Meuzin : aménagements, protection des berges et du gué. Il est demandé de laisser une bande enherbée de 10 mètres de part et d'autre de la rivière dans le cadre environnemental imposé aux agriculteurs.

### **La nappe souterraine du Meuzin**

Une partie du territoire de la commune est concerné par la nappe d'eau souterraine du Meuzin. Cette nappe est considérée comme prioritaire en ce qu'elle alimente des sources utilisées pour l'alimentation en eau potable. Elle doit être protégée de la pollution.

### **Une servitude de passage le long de la rivière**

La rivière est concernée par une servitude de passage de 4 mètres pour travaux d'utilité publique au profit du ministère de l'agriculture et de la forêt (*voir Annexe 4 Servitudes d'utilité publique*).

### **L'inondabilité générale de la vallée du Meuzin**

La rivière du Meuzin fait partie des cours d'eau identifiés par la Direction régionale de l'Environnement de Bourgogne (DIREN) dans l'Atlas des zones inondables de la Région Bourgogne publié en décembre 2001. Quatre crues importantes ont été relevées à la suite de pluies violentes : en juillet 1900, en

septembre 1965, en mai 1988 et en mars 2001. En période pluvieuse prolongée, les écoulements souterrains et la nappe phréatique sont saturés car la structure géologique du bassin versant ne permet pas un écrêtement des crues.

### **L'inondabilité du Meuzin sur le territoire de Villy le Moutier**

L'atlas des zones inondables fait apparaître les zones inondées par les crues centennales et décennales à l'échelle 1/12 500<sup>ème</sup>. Une partie du village de Villy le Moutier et du hameau de Villy le Brûlé sont concernées par les zones inondées par une crue centennale. La politique de protection des risques consiste notamment à préserver le libre écoulement des eaux et le champ d'expansion des crues afin de ne pas aggraver les risques d'inondations dans les zones situées en amont ou en aval.

### **Des secteurs très humides en limite des zones inondables du Meuzin**

La connaissance locale a complété ce constat en affirmant le caractère très humide des terrains situés en contre-bas de la RD2 ; à l'ouest du hameau de Villy le Brûlé qui ne sont inclus que partiellement dans les zones inondables de l'atlas. Il s'agit en particulier des parcelles bâties 745, 746, 747 du lieu dit « L'Essart » pour lesquelles les pompiers sont intervenus plusieurs fois ainsi que des parcelles non bâties 751, 752 et 725. Ces terrains sont saturés d'eau en cas de fortes pluies et, par conséquent, impropres à la mise en place des dispositifs d'assainissement individuel retenus par la commune dans son schéma d'assainissement.

### **LES ETANGS**

On trouve plusieurs étangs à l'ouest du territoire de la commune : un étang isolé, l'étang des Chintres et un « chapelet » de plusieurs étangs en bordure de forêt : l'étang du Grand Borne qui appartient au centre social de Dijon et accueille un camping, l'étang du petit Borne, l'étang Madame et l'étang Ferré. Ce chapelet d'étangs fait l'objet d'une ZNIEFF de type 1 de 48 ha (*Voir document détaillé : Annexe au rapport de présentation 2.2.4*)

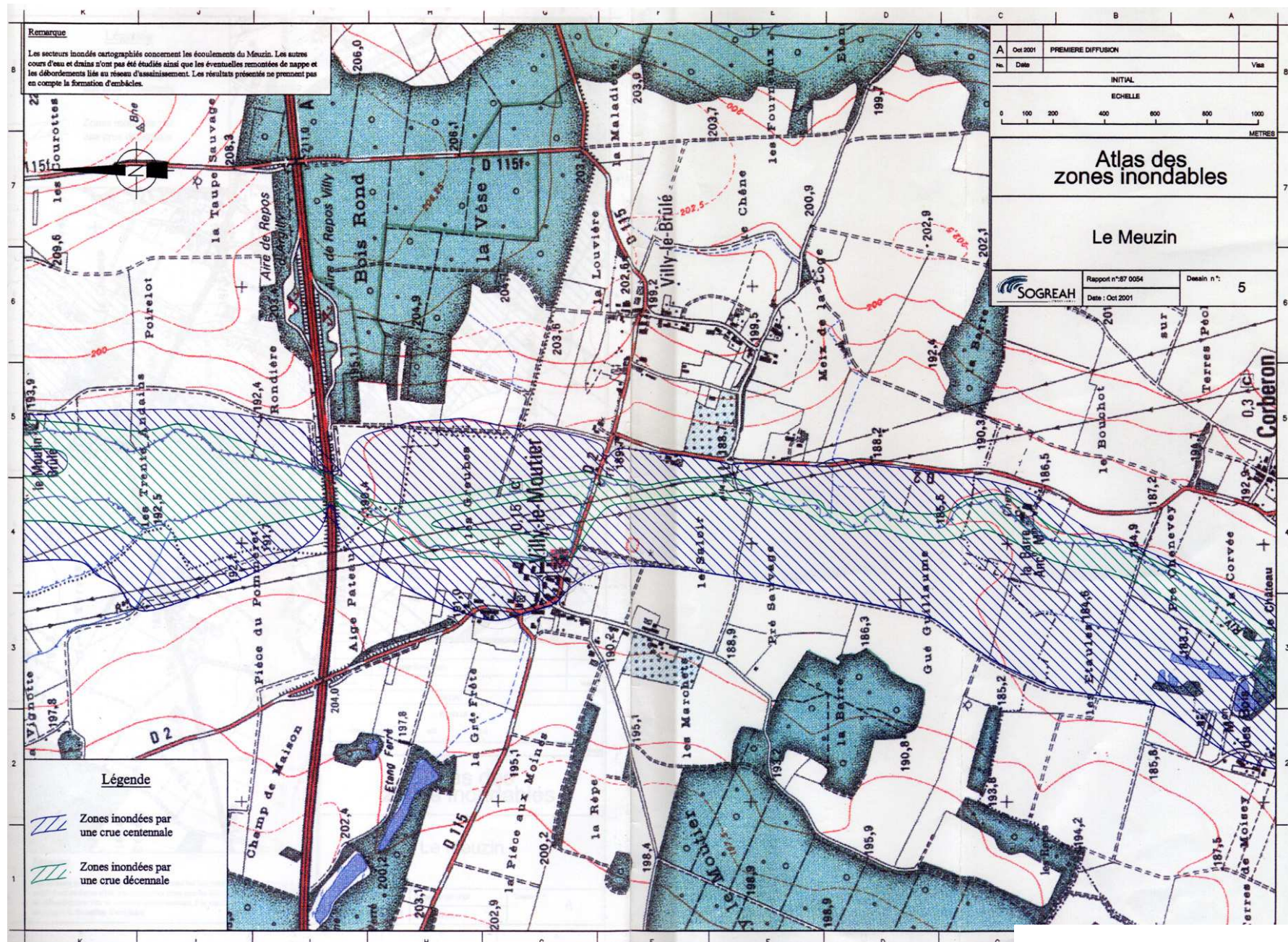
### **LES ENJEUX LIES A L'HYDROLOGIE**

***=> Il existe des secteurs inondables et des secteurs très humides dans la partie est du village de Villy le Moutier, à la limite ouest du hameau de Villy le Brûlé ainsi que dans les terrains non bâtis situés entre ces secteurs bâtis et le Meuzin. Ces contraintes devront être prises en compte dans la définition des zones constructibles et inconstructibles du PLU ainsi que dans le règlement des zones déjà construites.***

***=> La rivière du Meuzin constitue également une structure paysagère majeure de la commune ainsi que les éléments qui l'accompagnent : végétation, gué, moulin....***



# Les zones inondables





# Carte de la protection de la nappe souterraine du Meuzin



D.D.A.S.S. DE COTE D'OR

## CAPTAGES D'EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE PERIMETRES DE PROTECTION





Le territoire de la commune est d'une superficie de 2 013 hectares. Il est pour moitié occupé par les bois et pour moitié par les cultures.

### LES OCCUPATIONS NATURELLES DU SOL

#### Les bois

Le territoire de la commune est pour moitié couvert de bois dont 224 hectares sont des bois communaux soumis au régime forestier : les bois de Villy le Brûlé et les bois de Longvay. Ces bois font partie de massifs forestiers importants :

- le bois de Bornotte au nord-ouest,
- la forêt domaniale de Borne au sud-ouest ;
- la forêt domaniale de Citeaux à l'Est.

Ces bois sont très présents visuellement sur le territoire de la commune :

- ils enserrent ce territoire à l'est et à l'ouest, du nord au sud,
- ils constituent l'horizon de chacun des trois groupements bâtis à 600 ou 800 mètres des constructions.
- les jachères ont été localisées le long des bois.

Il existe environ 15 chasseurs ainsi que des associations de chasse.

#### - Les cultures

Ce sont essentiellement des céréales (maïs), mais aussi des betteraves, du colza et du cassis (60 hectares).

#### - Les prés et herbages

#### - Les jachères

Les jachères ont été localisées le long des bois sur une bande de 24 mètres, sur des terres peu rentables en raison du manque de lumière et d'eau. Cette disposition a un effet remarquable sur le plan paysager.

#### - Les étangs du Grand Borne.

Le fait que ces étangs soient insérés dans un vaste massif forestier favorise la présence de nombreux oiseaux d'eau.

## LES MILIEUX NATURELS PATRIMONIAUX

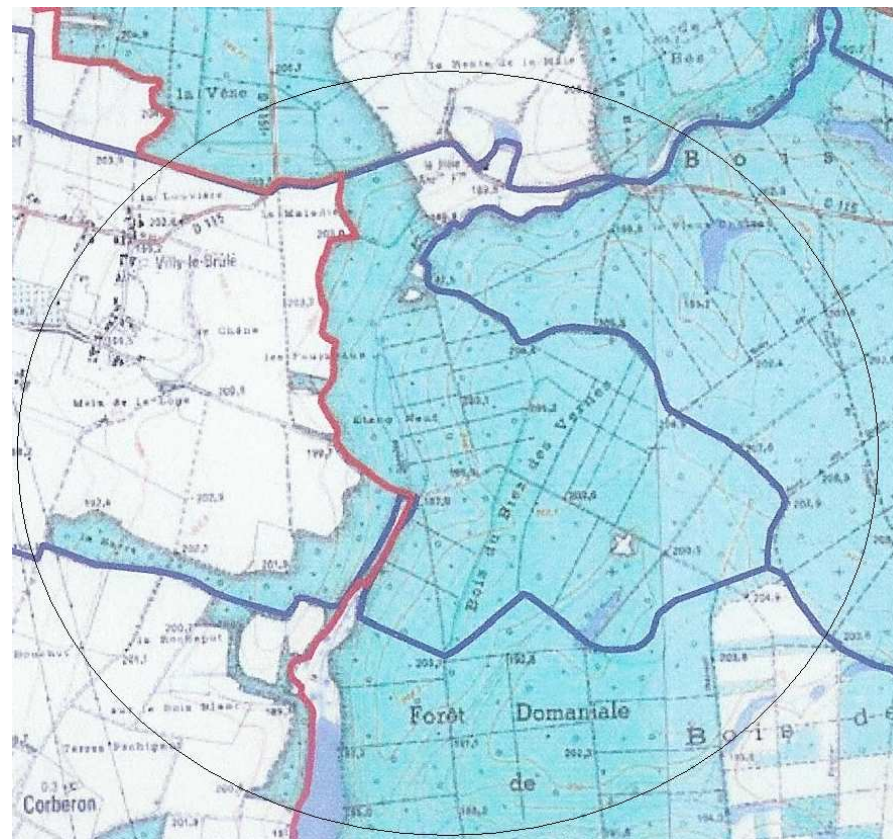
### Les deux sites Natura 2000 « Forêt de Citeaux et environs »

Les bois situés à l'est du territoire communaux : bois communaux de Villy le Brûlé ainsi que les « bois Rond » et les « bois du Biez des Vernes » sont inclus dans deux sites Natura 2000.

On trouve également à l'intérieur de ces sites Natura 2000, enclavée dans les bois et au milieu d'un petit secteur cultivé (cassis notamment), une ferme en activité, la Rente de Lée.

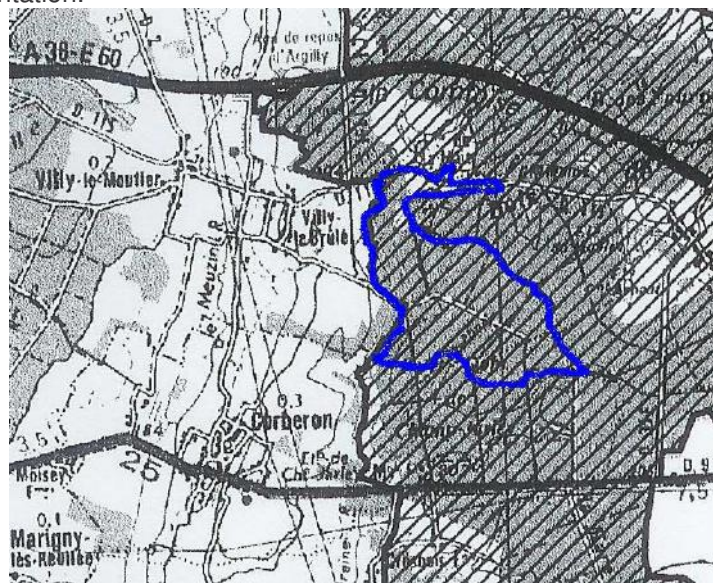
- **Le SIC (site d'intérêt communautaire) au titre de la Directive Habitat-Faune Flore FR 2601013 « Forêt de Citeaux et environs »** (Voir document détaillé : Annexe au rapport de présentation 2.2.2)

L'objectif principal assigné à ce site est le maintien de populations viables de crapaud sonneur à centre jaune et de fougère d'eau à quatre feuilles, ce qui est globalement garanti par le caractère forestier et la gestion actuelle conduite sur les massifs.



**La ZPS (zone de protection spéciale) au titre de la Directive Oiseaux FR2612007 « Forêt de Cîteaux et environs »** (Voir document détaillé : Annexe au rapport de présentation 2.2.3)

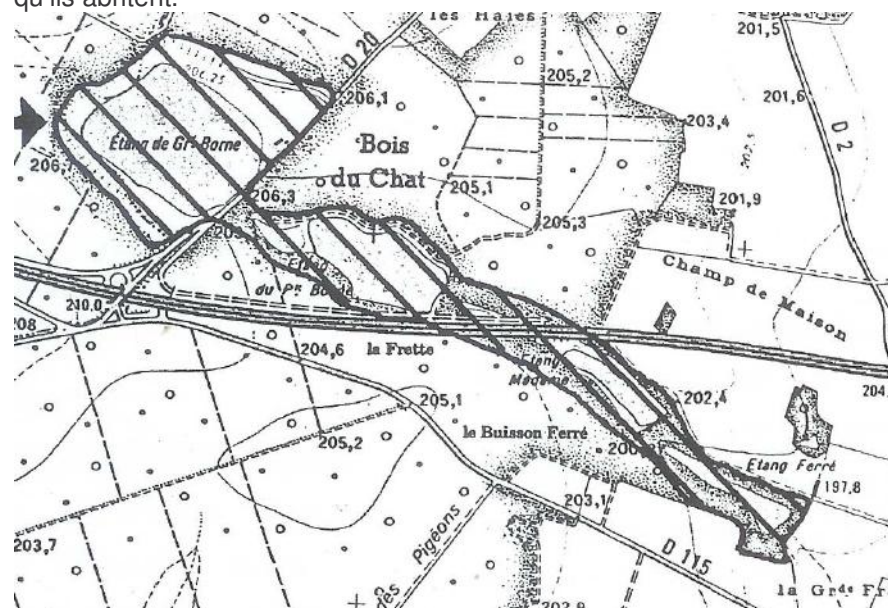
L'objectif principal assigné à ce site est le maintien d'oiseaux de la directive oiseaux tels que le picmar, le pic noir, le pic cendré, la cigogne noire, la Bondrée apivore, le héron pourpré et le busard des roseaux. Ce maintien nécessite la conservation ou la restauration mûre en futaies feuillues et de zones ouvertes intra forestières, assorti d'un contrôle de la fréquentation.



**La ZNIEFF de type I « Etang de Grand Borne »**

(Voir document détaillé : Annexe au rapport de présentation 2.2.4).

Il existe un chapelet d'étangs situés au nord de la forêt domaniale de Borne un chapelet d'étangs. Ces étangs ont fait l'objet d'un repérage au titre de l'inventaire ZNIEFF en raison de l'intérêt de la faune et de la flore qu'ils abritent.

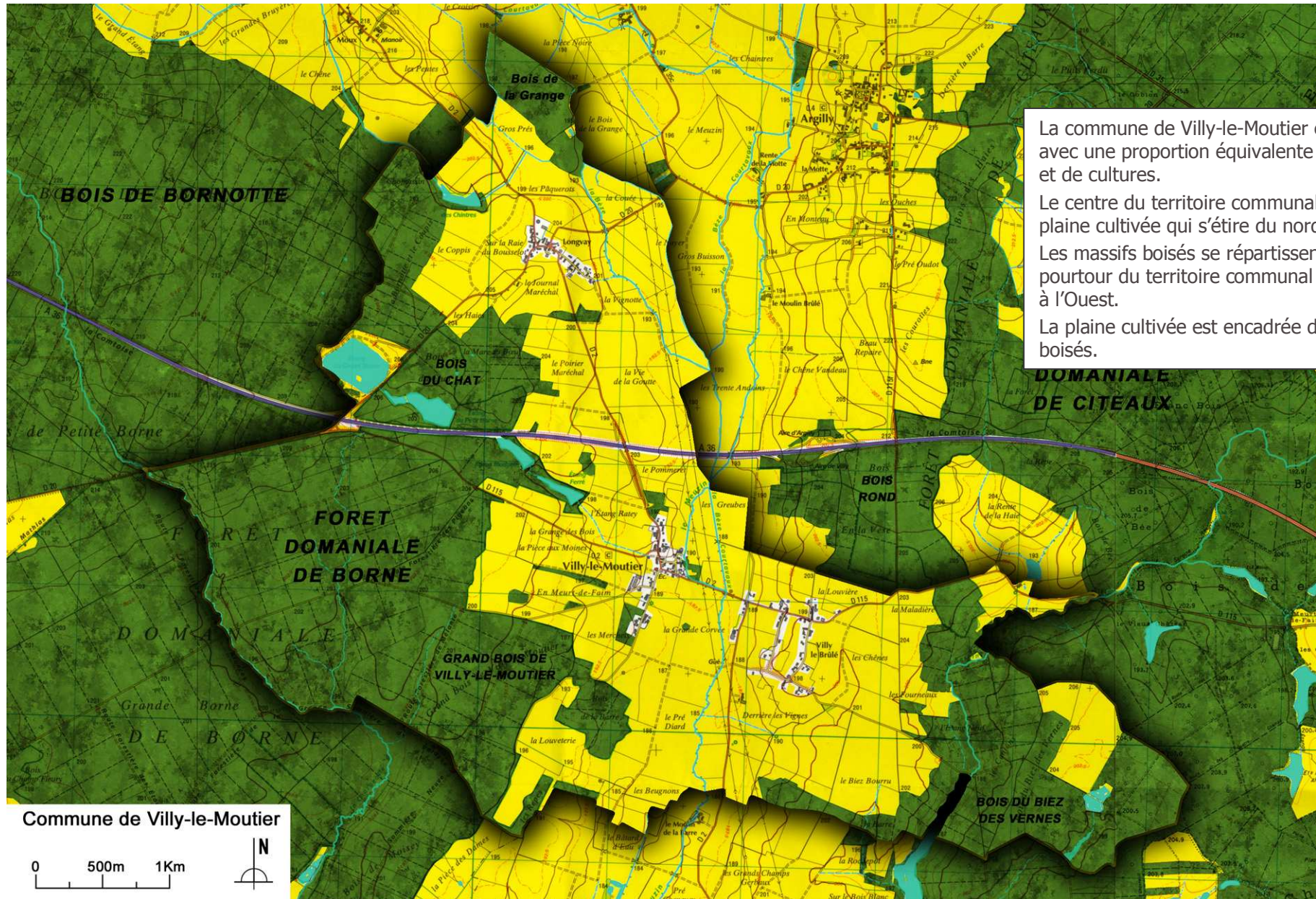


**LES ENJEUX LIES A LA PROTECTION DES ESPACES, DES MILIEUX ET DES PAYSAGES NATURELS**

- => La commune de Villy-Le-Moutier est une commune rurale dont la vocation agricole et forestière doit être préservée.
- => La qualité patrimoniale des milieux naturels les plus remarquables doivent être préservée.



# Un territoire cultivé et une forte présence des fronts boisés



La commune de Villy-le-Moutier est rurale, avec une proportion équivalente de bois et de cultures.

Le centre du territoire communal est une plaine cultivée qui s'étire du nord au sud. Les massifs boisés se répartissent sur le pourtour du territoire communal à l'Est et à l'Ouest.

La plaine cultivée est encadrée de fronts boisés.



# Un territoire cultivé et une forte présence des fronts boisés (suite)

## Cultures et bois



*Photo ci-dessus : vue sur les cultures à la sortie nord de Longvay au niveau du silo depuis la route, la D2*

*Photo ci-contre en haut : vue sur les cultures et les bois à la sortie nord de Villy-le-Moutier depuis la route, la D2 ; les fronts boisés sont très proches de l'espace urbanisé.*

*Photo ci-contre en bas : vue sur les bois à la sortie sud de Longvay depuis la route, la D20 ; le hameau de Longvay est entouré de bois au sud, à l'ouest et au nord.*





# Des formations végétales à préserver



*Photo ci-dessus : vue sur la lisière du boisement, forêt domaniale de Borne ; le traitement en jachère d'une emprise le long des bois crée une transition très harmonieuse avec les cultures.*

*Photo ci-contre en haut : vue sur l'alignement d'arbres situé sur le tronçon de route, à la fois D2 et D115, entre Villy-le-Moutier et Villy-le-Brûlé ; cet alignement accompagne la rivière du Meuzin et annonce l'entrée du bourg ; il représente un élément paysager intéressant.*

*Photo ci-contre en bas : un bosquet est situé près du gué ; il est un élément de repérage dans la plaine et crée un lieu ; ce bosquet est à préserver*





# Des éléments paysagers à valoriser

Un patrimoine naturel lié à l'eau peu mis en valeur



*Photo ci-dessus : vue sur l'étang du Grand Borne ;*

*Photo ci-contre en haut : vue sur le gué qui permet de traverser la rivière du Meuzin ; le gué témoigne d'une époque ancienne où la traversée des rivières n'était pas nécessairement liée à un pont.*

*Photo ci-contre en bas : vue sur l'église depuis le gué ; cette vue est belle et mérite d'être préservée et mise en valeur.*



### III.4. PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE ET HISTORIQUE

---

#### UNE EGLISE PROTEGEE AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES

La commune doit son nom à un ancien prieuré bénédictin établi sur son territoire au 11<sup>ème</sup> siècle et dont l'église du village constitue un témoin particulièrement intéressant.

Cette église qui date du 11<sup>ème</sup> siècle a été modifiée au 14<sup>ème</sup> et au 15<sup>ème</sup> siècle. Elle a été inscrite sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques le 26 mai 1926 . Elle présente également un intérêt archéologique.

#### TROIS SITES ARCHEOLOGIQUES RECENSES PAR LA DRAC

Par ailleurs, trois sites archéologiques ont été recensés sur le territoire de la commune par le service régional de l'archéologie de la DRAC :

- le site dit « Pièce de Pommeret » situé à l'est de la D2 entre l'A36 et Longvay : la photographie aérienne a révélé des fossés pouvant correspondre à des voies ou du parcellaire ancien.
- le site dit « Le saloir » situé au sud de la D2 à la sortie de Villy le Moutier, avec la présence de deux maisons fortes médiévales connues par les archives et reconnues par les photographies aériennes. La maison forte la plus au nord a été partiellement fouillée entre 1968 et 1970. Au nord de cette zone, un aménagement circulaire de type indéterminé a été repéré sur le cliché aérien ;
- le site dit « Ferme de la Haie » dont les bâtiments actuels sont situés sur une maison forte mentionnée en 1520.

#### LA VOIE ROMAINE

La D115 f qui emprunte le tracé rectiligne de l'ancienne voie romaine VR11 s'arrête à la limite du territoire de la commune. Son tracé se prolonge sur le territoire de la commune sous la forme de chemins à travers champs.

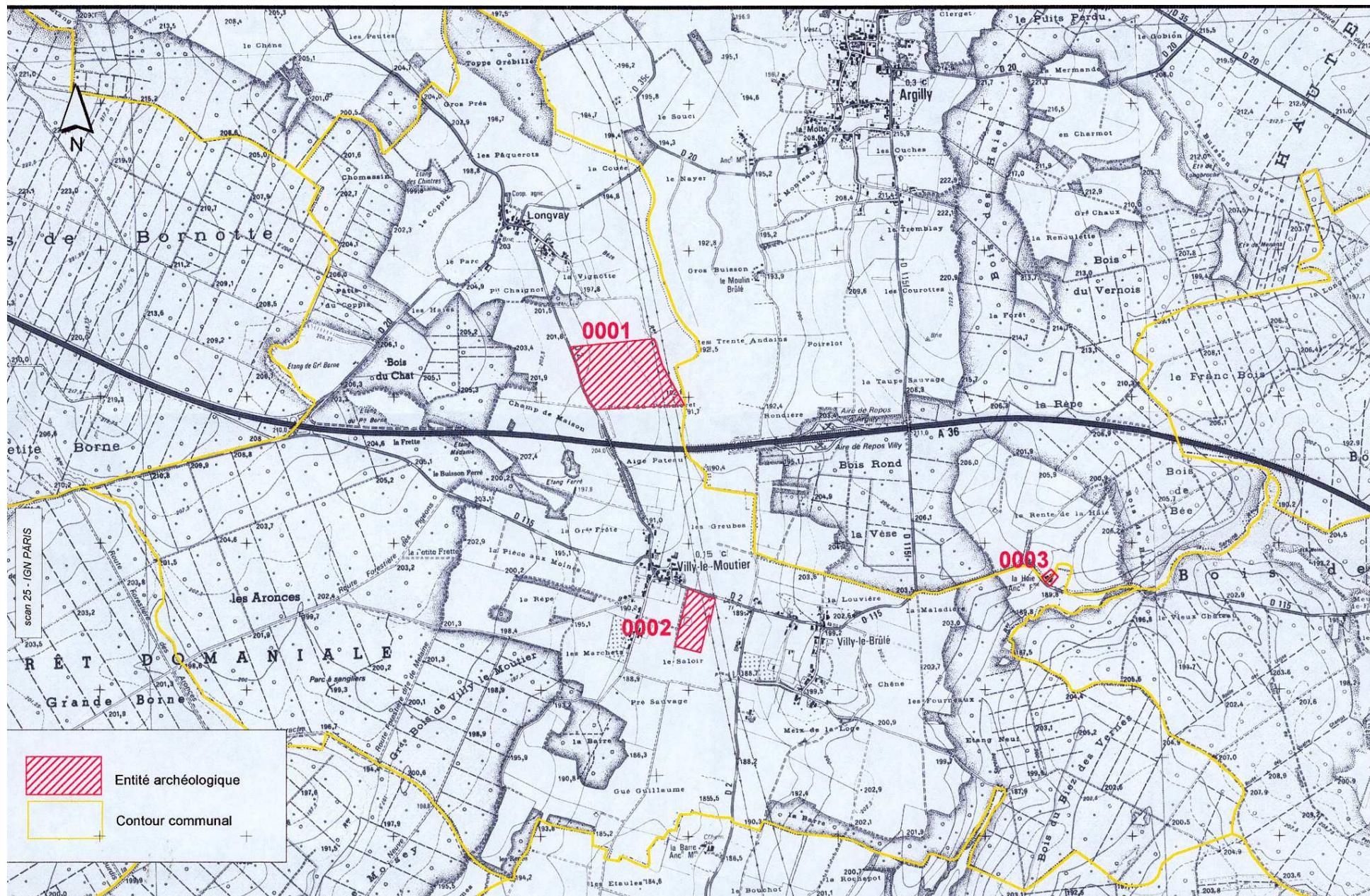
#### **LES ENJEUX LIES AUX SITES ARCHEOLOGIQUES ET HISTORIQUES**

**=> La protection et la mise en valeur de l'église et de ses abords**

**=> La conservation des sites archéologiques**



# Carte du contexte archéologique





### **L'AUTOROUTE A 36**

Le territoire de la commune est coupé en deux d'Est en Ouest par l'autoroute A 36. Cet autoroute isole le hameau de Longvay de Villy le Moutier et de Villy le Brulé. Il est classé en catégorie 3 pour les nuisances sonores et à ce titre les constructions et les installations sont interdites dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe de l'autoroute (exception faite des constructions ou installations ou services publics nécessaires à cette infrastructure, aux bâtiments agricoles et aux réseaux d'intérêt public).

### **LES LIGNES DE HAUTE TENSION**

Les lignes de haute tension orientées Nord -Sud sectionnent visuellement le territoire en deux. Les pylônes rapportent des revenus conséquents à la commune et font l'objet d'une servitude d'utilité publique.

### **LES ROUTES DEPARTEMENTALES**

Il existe trois routes départementales qui traversent le territoire de la commune :

#### **La route départementale RD2**

Orientée Nord-Sud, la RD2 se branche au Nord sur la RN74 à la hauteur de Corgoloin et au sud sur la D975 à la hauteur de Corberon. Elle traverse tout le territoire de la commune et y joue un rôle important en faisant le lien entre les 3 groupements bâtis de la commune : le hameau de Longvay (qu'elle traverse) , le village de Villy le Moutier (qu'elle traverse aussi) et le hameau de Villy le Brulé.

C'est une route à circulation peu importante, classée en catégorie D et qui ne pose donc pas de problèmes particuliers de sécurité.

#### **La route départementale RD115**

Orientée Ouest/ Est, la RD115 se branche à l'ouest du territoire de la commune sur la D20 et à l'est sur la D996 à Pouilly sur Saône. Elle traverse le village de Villy le Moutier puis le hameau de Villy le Brulé.

Bien que cette route soit classée en catégorie D, il se pose des problèmes de sécurité au niveau du hameau de Villy Les Brulé en raison du manque de visibilité, notamment au carrefour avec la RD2 et au carrefour avec la rue d'Amont.

### **La route départementale RD20**

Elle part de Beaune et traverse le hameau de Longvay en direction d'Argilly et de Saint Jean de Losne. C'est une route qui accueille une circulation importante (environ 1 600 véhicules par jour) et à ce titre est classée en catégorie B et pose des problèmes de sécurité en termes de cohabitation véhicules / piétons .

A ce titre, le conseil général recommande de ne pas étendre l'urbanisation du hameau de Longvay le long de cette voie.

Par ailleurs, la RD20 n'a pas le profil requis pour une voie de cette catégorie et à ce titre, le Conseil général demande d'inscrire un emplacement réservé hors agglomération à son profit pour obtenir une largeur d'emprise de 16 mètres à répartir de part et d'autre de l'axe de la route.

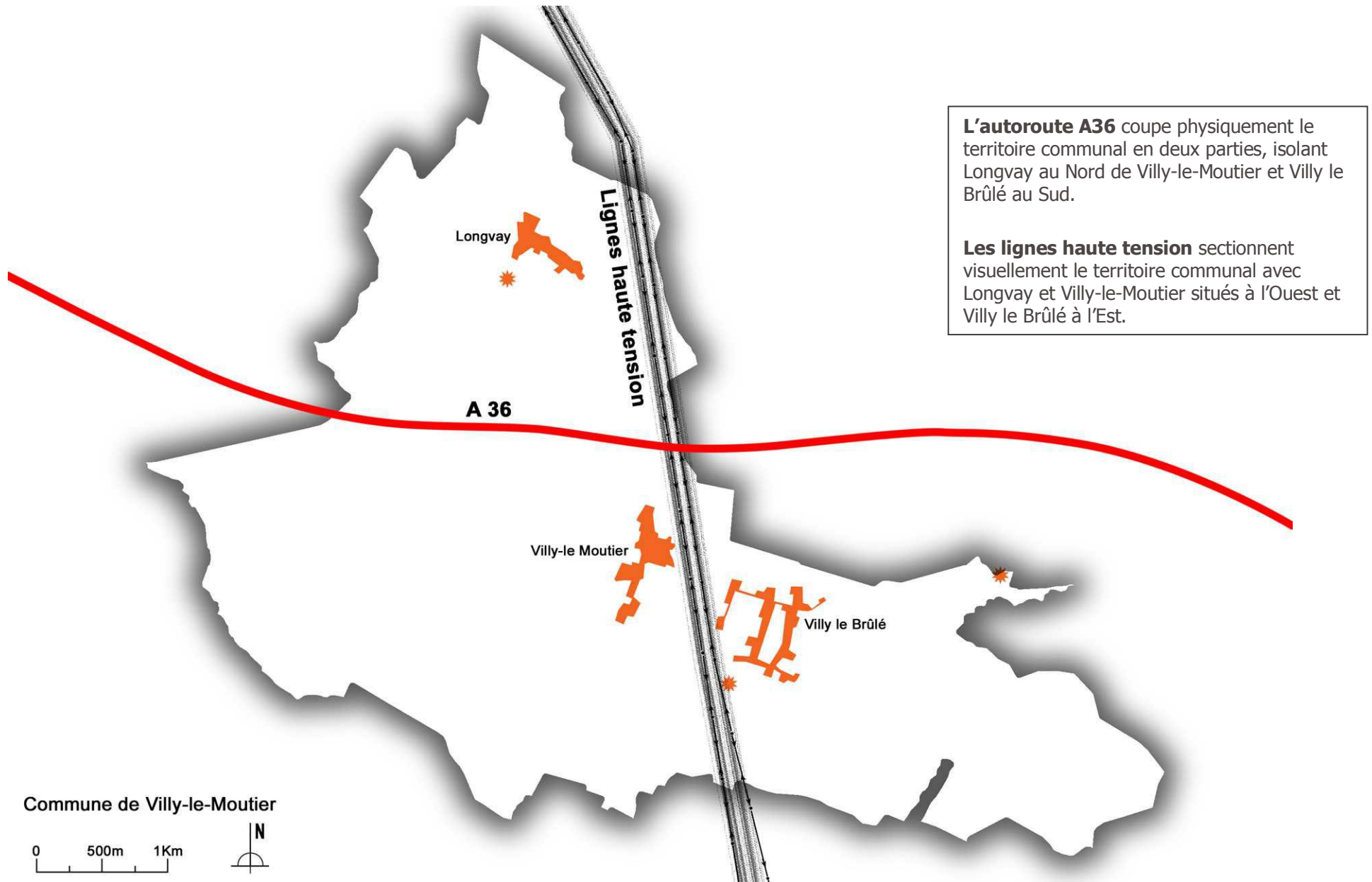
#### **LES ENJEUX LIES AUX VOIES DEPARTEMENTALES**

***=> Le Conseil général qui a en charge le réseau routier départemental recommande de ne pas étendre l'urbanisation le long des routes départementales et notamment le long de la D20 car il est difficile d'obtenir le respect d'une limitation de vitesse à 50km/h sur une longue traversée d'agglomération. Il demande également de ne pas multiplier les accès nouveaux sur ces routes.***

***=> Les deux points sensibles sur la commune se situent :***

- sur l'entrée sud de la D20 à Longway. Une maison a été construite à l'entrée du hameau à côté d'une ferme isolée dans un secteur que l'on ne perçoit pas comme urbanisé et où il serait prudent de ne pas étendre l'urbanisation pour préserver la sécurité des habitants,***
- le long de la RD115 au niveau du hameau de Villy Les Brûlé en raison du manque de visibilité, notamment aux carrefours avec la RD2et au carrefour avec la rue d'Amont***

# Un territoire morcelé par de grandes infrastructures



# Un territoire morcelé par de grandes infrastructures (suite)

## Impact important des infrastructures dans le paysage



*Photos ci-dessus : trois vues sur les lignes haute tension qui traversent le territoire du nord au sud dans le même sens que la vallée du Meuzin (visible sur la photographie à gauche) ; les pylônes sont très présents sur l'ensemble du territoire communal.*



*Photo ci-dessus : vue sur la vallée de la Meuzin coupée dans le sens nord/sud par les lignes haute tension et dans le sens est/ouest par l'autoroute A36.*

*Photo ci-contre : vue sur l'autoroute A36 qui sectionne le territoire communal de Villy-le-Moutier en deux parties Sud et Nord*





## II.6. L'IMPLANTATION DU BATI SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE

---

### **DES IMPLANTATIONS BATIES ISOLEES PEU NOMBREUSES**

Il existe trois fermes isolées dont deux sont situées au sud de Villy le Brûlé et la troisième, la ferme de la Haie (site archéologique) est située sur la D115, à l'extrême est de la commune

### **UNE URBANISATION BATIE REPARTIE ENTRE TROIS GROUPEMENTS DE TAILLE COMPARABLE**

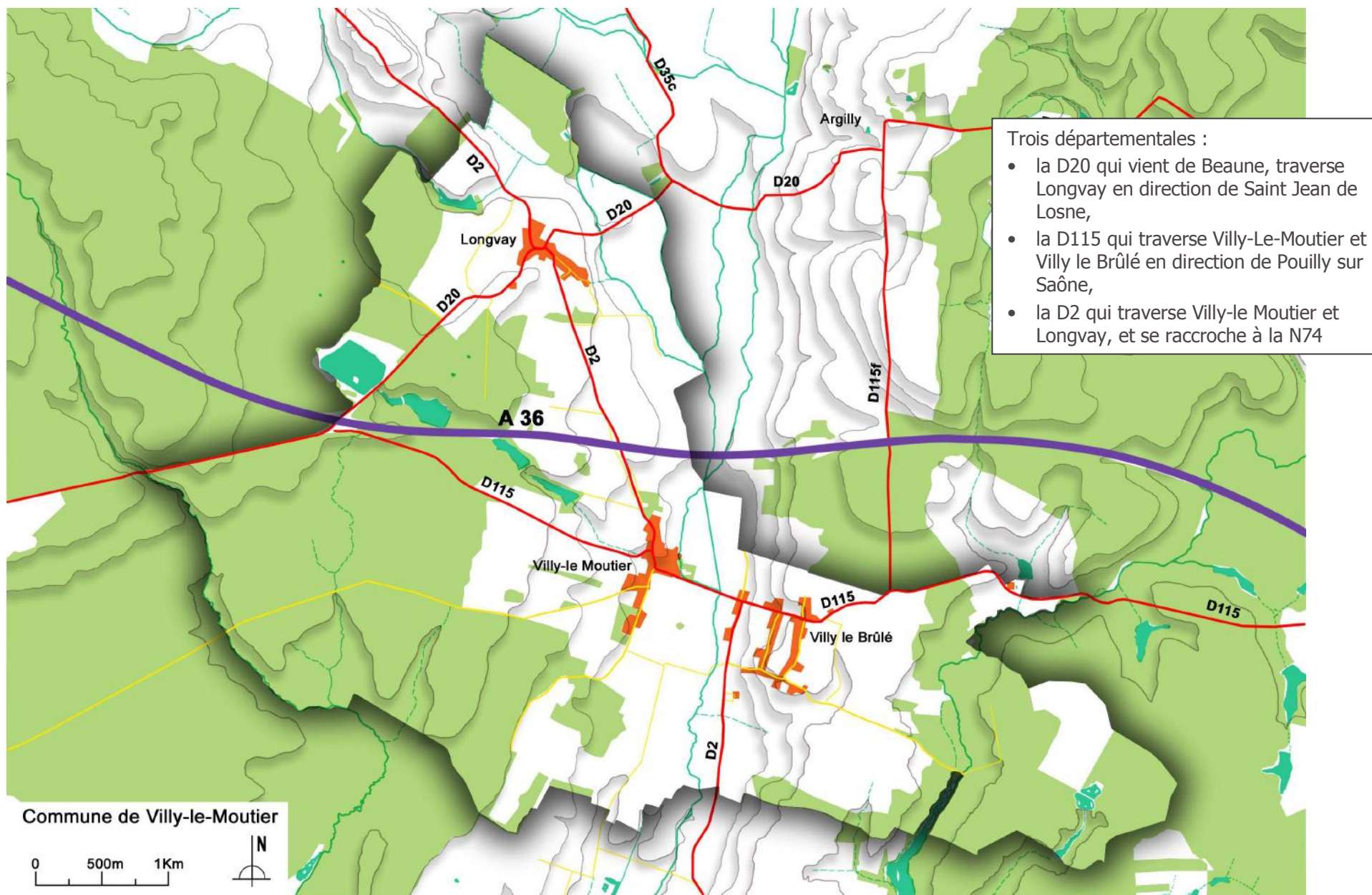
L'urbanisation de la commune de Villy le Moutier présente la particularité d'être répartie entre trois groupements de taille à peu près équivalente :

- le village de Villy le Moutier proprement dit,  
situé au centre du territoire de la commune, à l'intersection de la D2 et de la D115 et à l'ouest du Meuzin.
- le hameau de Longvay,  
situé à 2 kilomètres au Nord du village, de l'autre côté de l'autoroute A 36 à l'intersection de la D20 et de la D2,
- le hameau de Villy le Brûlé,  
situé à 1,5 km à l'Est du village dont il est séparé par le Meuzin, à l'intersection de la D2 et de la D115.

### ***LES ENJEUX LIES AU MODE D'IMPLANTATION DU BATI***

***=> Les constructions nouvelles devront trouver place en continuité avec les groupements bâtis existants.***

## Des villages situés à la croisée des routes départementales





## Des villages situés à la croisée des routes départementales (suite)



*Photo ci-dessus : Longvay est situé à la croisée des routes départementales, la D2 et la D20 avec une partie en commun au cœur du hameau.*

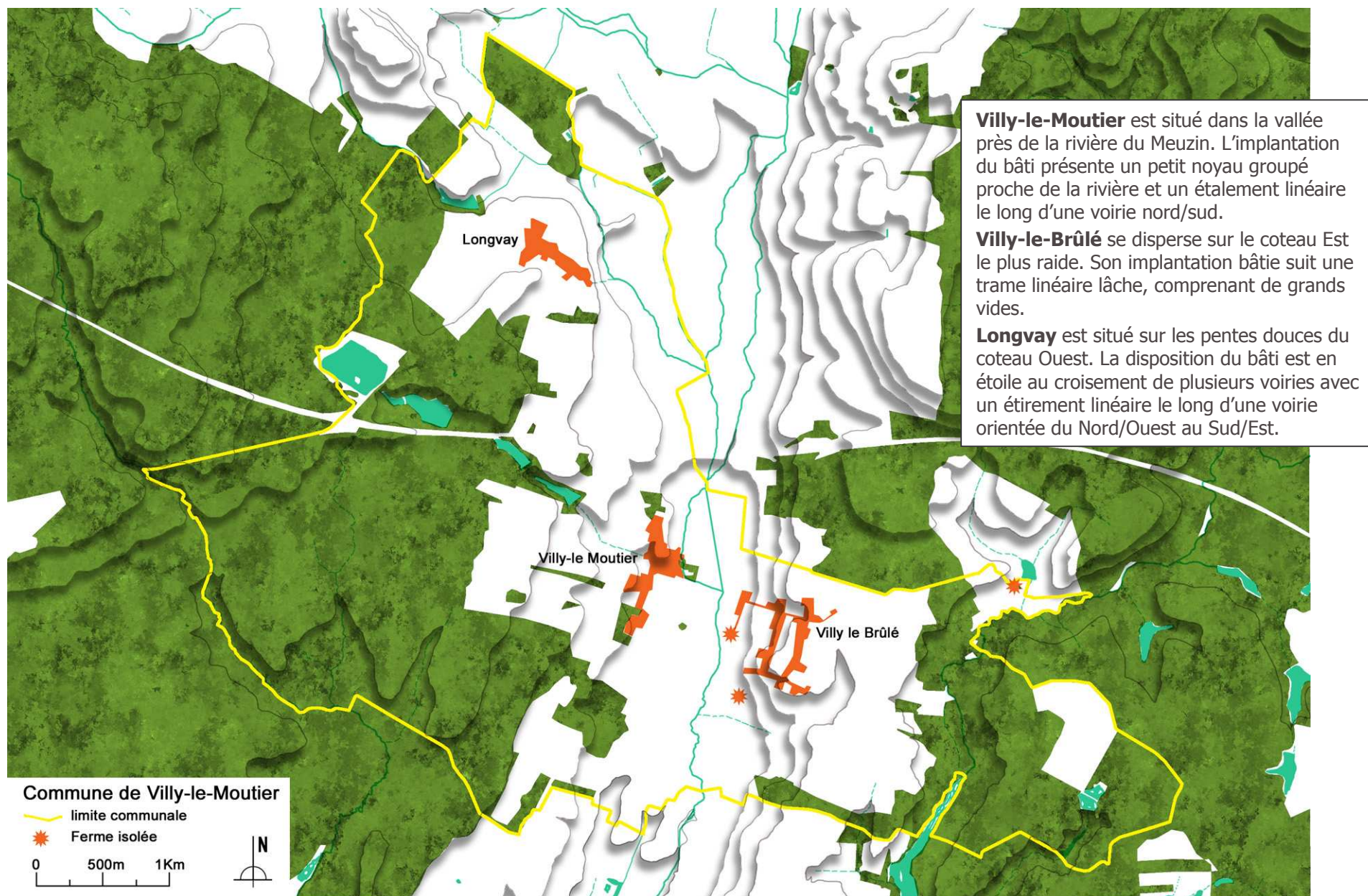
*Photo ci-contre en haut : Villy-le-Moutier est à l'intersection de la D115 et la D2 ; le rond-point marque le centre du bourg.*

*Photo ci-contre en bas : les Essarts, situé à l'entrée de Villy-le-Brûlé, au croisement de la D2 et la D115.*





# Un habitat réparti sur trois hameaux de taille comparable



### SITUATION DU VILLAGE

Le village de Villy le Moutier est situé au centre de la commune.

Il est implanté dans la vallée, à l'ouest de la rivière du Meuzin. Une partie du village est dans la zone inondable du Meuzin.

### ORGANISATION DU VILLAGE ET ESPACES PUBLICS

Le village s'est construit de part et d'autre de l'intersection de la D2 et de la D115, deux voies départementales d'intérêt local et peu circulantes.

Les constructions se sont principalement implantées sur un très long linéaire le long de la rue principale orientée nord/sud. Le bâti est implanté sur une seule ligne ce qui ménage partout des fenêtres sur les paysages extérieurs. On trouve à l'Est du village un tout petit ensemble groupé de constructions desservi par la D115 et la rue du Château, structuré par l'église et situé à proximité de la rivière.

Il n'y a pas de places publiques à proprement parler mais des « croisements de rue ». Les rues se caractérisent (comme celles de hameaux) par des accotements de très grande taille qui sont la plupart du temps enherbés et qui contribuent fortement à la qualité des espaces publics. On peut noter la présence de murs qui relient les constructions entre elles et délimitent l'espace public.

### CARACTERISTIQUES DES CONSTRUCTIONS DU VILLAGE

#### Le bâti traditionnel

Le village a un caractère rural affirmé. Le bâti traditionnel est visuellement dominant. Il est peu dense : les maisons sont toutes isolées sur leur parcelle et en retrait de la rue. Les constructions ont un caractère très rural et sont constituées essentiellement de grands corps de fermes tout en longueur.

On trouve également quelques constructions un peu différentes :

- équipements publics : la mairie, l'école, l'église entourée de son cimetière.
- quelques maisons bourgeoises, un ancien café...

Les constructions ont quasiment toutes leurs façades principales parallèles à la rue.

#### Les constructions récentes



Elle se sont construites principalement le long de la grande rue orientée Nord-Sud :

- à l'entrée Nord du village,
- dans la partie Sud, en vis à vis de fermes anciennes.

#### **CARACTERISTIQUES DES ENTREES ET DES ABORDS DU VILLAGE**

- L'entrée Nord du village est marquée à l'Est par le terrain communal de loisirs et ses peupliers et par des maisons neuves sans grand intérêt.
- L'entrée Sud du village a conservé son caractère : elle est toujours marquée par des constructions anciennes.
- Les deux entrées Ouest donnent accès « aux arrières » des maisons. Elles sont d'ailleurs reliées par « le chemin de derrière les Meix.
- l'entrée Est a un caractère patrimonial fortement marqué avec l'église mise en valeur par la plaine cultivée qui lui fait face, la rivière, l'alignement d'arbres de la D115...

#### **LES ENJEUX DU VILLAGE DE VILLY LE MOUTIER**

**=> Protection du caractère patrimonial très fort de l'entrée Est du village :**

- **alignement d'arbres le long de la D115**
- **rivière du Meuzin avec sa végétation d'accompagnement et le moulin**
- **abords de l'église et son vis à vis naturel**

**=>Prise en compte des contraintes liées à l'inondabilité du Meuzin**

**=>Protection du marquage de l'entrée Sud par les constructions anciennes,**

**=> Protection des fenêtres sur les paysages environnants**

**=> Espaces publics : protection des accotements enherbés et des murs,**

**=>Protection de la qualité architecturale des constructions anciennes**

**=> Intégration des constructions neuves : localisation à l'intérieur du village, implantation en retrait, orientation parallèle à la rue, clôtures, volumes, matériaux, couleurs....**

# Le bourg central : Villy-le-Moutier

**Le paysage de la plaine cultivée encadrée de ses fronts boisés caractérise le village**



*Photo ci-dessus : le bourg de Villy-le-Moutier est bordé sur deux côtés par la plaine centrale de la commune ; ce grand espace cultivé offre des vues lointaines et la perception d'un paysage ; une vaste plaine cultivée bordée de coteaux boisés. Ce paysage caractérise Villy-le-Moutier. A noter : les faîtages des toitures des bâtiments de la rue Marigny accompagnent la direction nord/sud de cette plaine.*

*Photo ci-contre gauche : Le bourg de Villy-le-Moutier est très proche des fronts boisés qui sont visibles dans de nombreuses vues ; ici à l'entrée nord, sur la D2.*

*Photo ci-contre droite : quelques vergers créent une transition entre l'espace urbanisé et les cultures.*





# Le bourg central : Villy-le-Moutier (suite)

## Éléments identitaires



*L'église de Villy-le-Moutier est classée monument historique*



*La mairie de la commune de Villy-le-Moutier est centrale.*



*L'école est dans un bâtiment situé en face de la mairie ; elle est visible de loin car adossée au vide de la plaine.*



*L'entrée nord de Villy-le-Moutier est assez peu représentative de l'identité du village ; les plantations de peupliers ne sont pas locales et le pignon du pavillon récent n'offre aucun trait identitaire.*



*L'entrée Est est remarquable ; les bâtiments créent une porte bâtie très intéressante ; cette porte s'articule avec la plaine d'un côté et l'église de l'autre.*



*Certains murs et murets participent à la qualité des espaces publics et sont à préserver.*



# Le bourg central : Villy-le-Moutier (suite)

## Éléments identitaires



*Un très beau bâtiment rue du Château à Villy-le-Moutier fait partie d'un ensemble bâti remarquable comprenant une ferme et une maison de maître.*



*Le bâtiment qui marque l'entrée Est offre de belles proportions (un ancien café).*



*Le bourg de Villy-le-Moutier est longé par la rivière du Meuzin ; le moulin a un charme bucolique.*



*Les larges emprises enherbées donnent beaucoup de qualité aux espaces publics ; ici rue du Château.*



*De nombreux bâtiments ruraux viennent en limite de l'emprise publique sans espace privatif intermédiaire ; l'ampleur de l'espace public contribue à la qualité du profil des voiries.*



*Les emprises publiques sont souvent enherbées ; des aménagements ponctuels viennent les agrémenter ; ici un banc de pierre, une plantation d'iris et un arbre créent une ambiance.*



## Une église classée et le recul de la plaine pour la contempler



L'Église est un patrimoine important pour Villy-le-Moutier. Élément de repérage dans le paysage, elle permet d'identifier le village. La plaine cultivée la met particulièrement bien en valeur, offrant le recul nécessaire à sa contemplation.

### SITUATION DU HAMEAU DE LONGVAY

Le hameau de Longvay est situé au nord du territoire de la commune, à 2 kilomètres du village dont il est séparé par l'autoroute A 36.

Il est implanté sur les pentes douces du coteau Ouest à quelques centaines de mètres de la lisière de la forêt de Bornotte.

### ORGANISATION DU HAMEAU DE LONGVAY ET ESPACES PUBLICS

Le hameau de Longvay s'est construit de part et d'autre de l'intersection de la D20, route à circulation importante classée B et de la D2, route de desserte locale avec des constructions implantées autour d'un réseau de voirie en étoile empruntant ces deux voies départementales et une rue secondaire, la rue des Près.

Comme dans le village et dans Villy le Brûlé, le bâti est implanté sur une seule ligne ce qui ménage partout des fenêtres sur les paysages extérieurs.

Il n'y a pas là non plus de vraies places publiques et les rues se caractérisent comme celles du village :

- par des accotements de très grande taille qui sont la plupart du temps enherbés
- par des murs qui relient les constructions entre elles et délimitent l'espace public.

### CARACTERISTIQUES DES CONSTRUCTIONS

#### Le bâti traditionnel

Le hameau a un caractère rural plus affirmé que le village car il n'est composé que de fermes toutes en longueur. Le bâti traditionnel est là aussi visuellement dominant. Il est encore moins dense que celui du village.

Les maisons de ce hameau présentent, comme celles de Villy le Brûlé, la particularité d'être toutes orientées nord/sud, c'est à dire d'avoir leur façade principale et leur faitage orientés nord/sud quelle que soit l'orientation de la rue le long de laquelle elles sont implantées. Cette particularité a pour effet que de nombreuses maisons présentent leur « pignon sur rue ». L'effet de « fenêtres » sur les espaces extérieurs et la présence du végétal est dans ce cas encore plus important.

Comme à Villy le Brûlé, l'implantation par rapport à la rue dépend de l'orientation de la maison :

- les maisons perpendiculaires sont implantées à l'alignement de la rue, la continuité entre les maisons étant assurée par des murs,
- les maisons parallèles à la rue sont quant à elles implantées en retrait de la rue.

### Les constructions récentes

Elles se sont construites entre les maisons anciennes. Elles ne sont pas toutes bien intégrées.

#### **CARACTERISTIQUES DES ENTREES ET DES ABORDS DU VILLAGE**

- L'entrée Nord par la D2 est marquée par la présence du silo qui joue un rôle de repère, comme un clocher,
- L'entrée Sud/Est par la D2 a un caractère très rural avec la présence de vergers,
- L'entrée Nord/Est par la D20 a conservé son caractère rural
- L'entrée Sud/Ouest par la D20, route à circulation importante est problématique : le panneau d'entrée d'agglomération a été placé bien avant l'entrée « physique » dans le hameau, devant une ferme isolée derrière laquelle est en train de se construire une maison individuelle.

#### **LES ENJEUX DU HAMEAU DE LONGVAY**

***=> Protection du caractère rural des entrées Nord et Sud de la D2***

***=> Respect de la consigne du Conseil général de ne pas étendre l'urbanisation du hameau le long de la D20, ce qui pose le problème du devenir du secteur situé entre la ferme isolée et le hameau***

***=> Protection des fenêtres sur les paysages environnants***

***=> Espaces publics : protection des accotements enherbés et des murs,***

***=> Protection de la qualité architecturale des constructions anciennes,***

***=> Intégration des constructions neuves : localisation à l'intérieur du hameau, implantation tenant compte de l'orientation des rues et suivant les cas parallèle en retrait ou perpendiculaire à l'alignement, clôtures, volumes, matériaux, couleurs...***



# Le hameau de Longvay

Une porte boisée annonce le hameau de Longvay



Une porte boisée annonce Longvay depuis la route, la D2, en direction du nord ; les boisements constituant cette porte masquent le hameau depuis la plaine (photo ci-contre en haut) ; ce passage offre une mise en scène de l'arrivée sur le hameau très intéressante ; au centre de la porte boisée, une vue sur le silo très caractéristique crée un élément identitaire fort.



# Le hameau de Longvay (suite)

## Éléments identitaires



*Photo ci-dessus : le silo est un élément identitaire fort pour le hameau ; il est visible de loin et joue le rôle d'un clocher d'église*

*Photo ci-contre en haut : vue sur les cultures et les boisements depuis la rue des prés à Longvay ; ces fenêtres sont particulièrement intéressantes d'un point de vue paysager*

*Photo ci-contre milieu : un ensemble bâti intéressant qui malheureusement tombe en ruine*

*Photo ci-contre en bas : un beau porche rue des Prés*





## Le hameau de Longvay (suite)

**Les bâtiments sont orientés avec les faîtes des toitures dans une direction nord/sud**



*Photo ci-dessus : vue sur la sortie nord de Longvay, la D2 ; les toitures du bâti sont majoritairement orientées selon la direction Nord/Sud. Elles créent un ensemble bâti remarquable.*

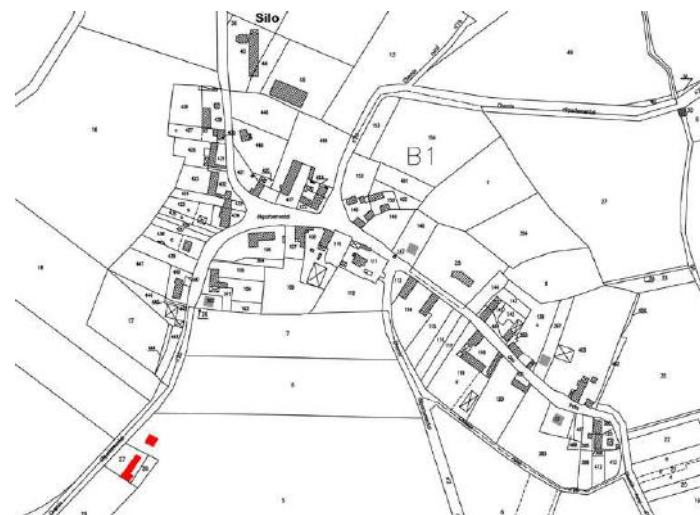
*Photos ci-contre : vues sur la rue des Prés à Longvay ; lorsque la route est dans une direction Est-Ouest, les bâtiments offrent un pignon en façade sur rue.*





# Le hameau de Longvay (suite)

**Des limites peu claires le long de la D20 au sud**



*Photos ci-dessus : vue vers l'ouest sur la D20 depuis la sortie sud de Longvay sur la D2 ; les bâtiments sont perçus à l'écart de l'ensemble bâti du hameau ; la construction nouvelle ne s'intègre pas dans le paysage ; l'ancien bâtiment, caché par de la végétation, aurait dû rester isolé*

*Photo ci-contre : vue à la sortie nord de Longvay sur la D20 ; la perception du paysage rural à la sortie du hameau est très nette ; la vue sur la plaine est belle et devrait être préservée en ne prolongeant pas l'urbanisation sur la D20.*



# Le hameau de Longvay (suite)

## Des murs et des murets à préserver



*Muret à la sortie sud de Longvay, sur la D2*



*Muret à la sortie nord de Longvay, sur la D2*



*Mur au croisement de la D2 et la D20 à Longvay*



*Mur rue des Prés à Longvay*



*Muret à la sortie nord de Longvay, sur la D2*



*Muret rue des Prés à Longvay*

### SITUATION DU HAMEAU DE VILLY LE BRULE

Le hameau de Villy le Brûlé est situé au Sud- Est du territoire de la commune, à 1,5 km à l'Est du village dont il est séparé par le Meuzin.

Les constructions sont dispersées sur le coteau Est, assez raide. La partie la plus basse du hameau est située dans la zone inondable du Meuzin.

### ORGANISATION DU HAMEAU DE VILLY LE BRULE ET ESPACES PUBLICS

Les constructions se sont implantées de part et d'autre d'un double rectangle constitué par la D2 et de la D115 et de trois rues secondaires : la rue du Milieu, la rue d'Amont et la Petite rue.

Elles sont encore plus dispersées que dans le village et à Longvay et ménagent d'énormes vides non bâtis. Elles sont principalement situées le long de la rue d'Amont.

Ici, encore plus que dans le village et à Longvay, la très faible densité du bâti ménage partout des fenêtres sur les paysages extérieurs.

Il n'y a pas là non plus de vraies places publiques et les rues se caractérisent comme celles du village et de Longvay

- par des accotements de très grande taille qui sont la plupart du temps enherbés
- par des murs qui relient les constructions entre elles et délimitent l'espace public.

Les rues de ce hameau présentent une caractéristique supplémentaire liée à la présence du relief, elles n'ont en effet pas les mêmes profils selon leur orientation :

- les rues orientées Nord/sud ont un profil plat ,
- les rues orientées Est/ouest ont un profil en creux.



## CARACTERISTIQUES DES CONSTRUCTIONS

### Le bâti traditionnel

Le hameau a un caractère rural très affirmé car il n'est composé que de fermes toutes en longueur très dispersées. Le bâti traditionnel est là aussi visuellement dominant.

Les maisons de ce hameau présentent la particularité comme celles de Lonvay d'être toutes orientées nord/sud, c'est à dire d'avoir leur façade principale et leur faîtage orienté nord/sud, quelle que soit l'orientation de la rue le long de laquelle elles sont implantées. Cette particularité a pour effet que de nombreuses maisons présentent leur « pignon sur rue ». L'effet de « fenêtres » sur les espaces extérieurs et la présence du végétal est dans ce cas encore plus important.

Comme à Longvay, l'implantation par rapport à la rue dépend de l'orientation de la maison :

- les maisons perpendiculaires sont implantées à l'alignement de la rue, la continuité entre les maisons étant assurée par des murs,
- les maisons parallèles à la rue sont quant à elles implantées en retrait de la rue.

### Les constructions récentes

Certaines constructions récentes n'ont pas respecté les critères traditionnels d'orientation et d'implantation par rapport à la rue et sont mal intégrées.

## CARACTERISTIQUES DES ENTREES ET DES ABORDS DU VILLAGE

Il est difficile pour ce hameau, étant donné sa structure extrêmement dispersée et lâche, de parler d'entrées. Il n'y a pas là non plus de vraies places publiques.

### **LES ENJEUX DU HAMEAU DE VILLY LE BRULE**

**=> Prendre en compte l'inondabilité du Meuzin pour la partie basse du hameau**

**=> Ne pas étendre le hameau mais maintenir les constructions à l'intérieur du double quadrilatère,**

**=> Protéger les fenêtres sur les paysages environnants**

**=> Espaces publics : prise en compte des problèmes de sécurité le long de la RD115, protection des talus, des accotements enherbés et des murs, en cas de création de rues, reprise de l'orientation Nord/sud ou Est/Ouest**

**=> Intégration des constructions neuves : localisation à l'intérieur du hameau, implantation tenant compte de l'orientation des rues et suivant les cas parallèle en retrait ou perpendiculaire à l'alignement, clôtures, volumes, matériaux, couleurs...**

# Le hameau de Villy-le-Brûlé

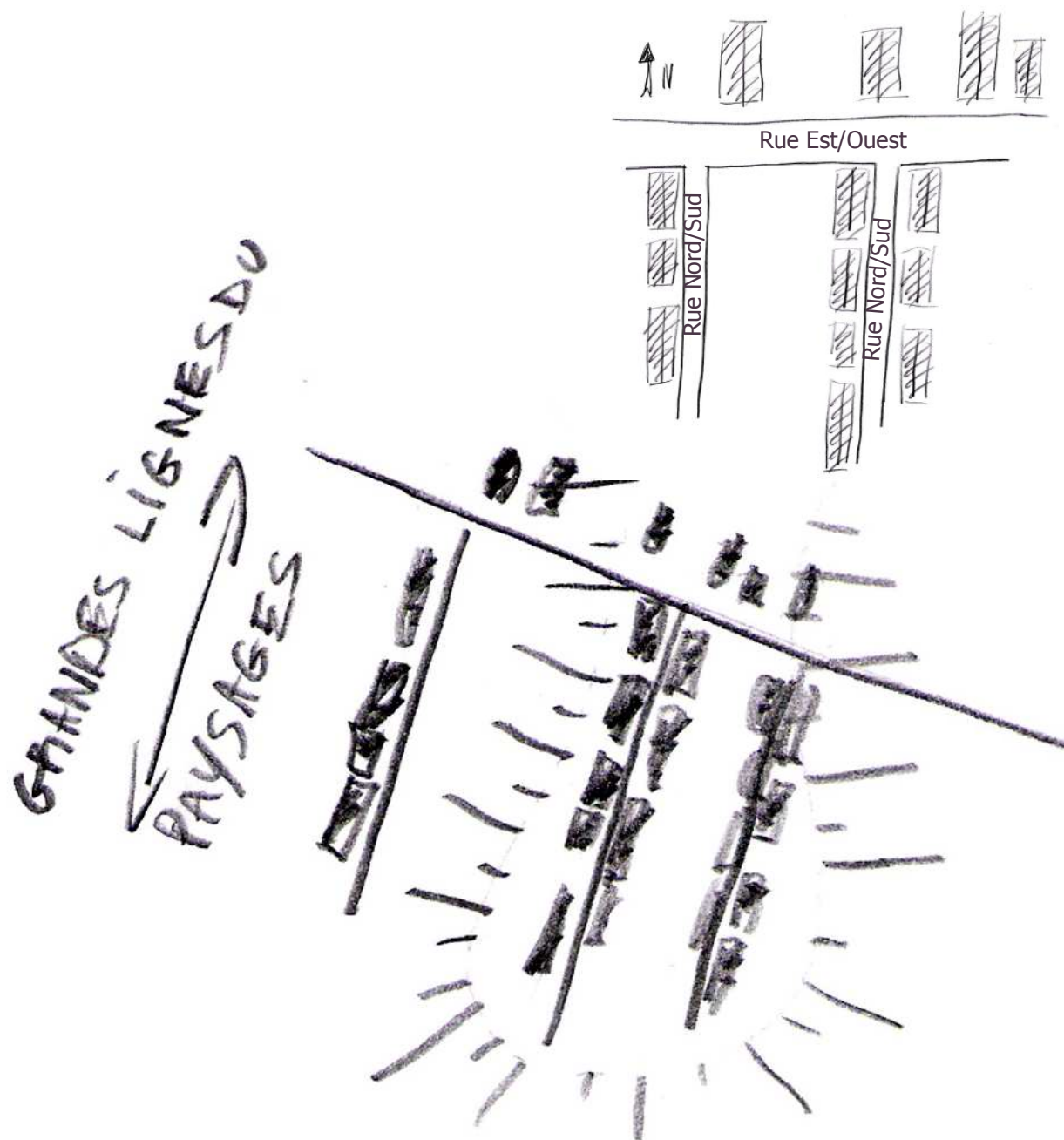
**Les faitages des toitures sont majoritairement orientées dans une direction nord/sud suivant les grandes lignes du paysage**



*Photos ci-dessus : vues sur Villy-le-Brûlé, les toitures du bâti sont majoritairement orientées selon la direction Nord/Sud. Elles créent des lignes qui suivent la crête du coteau.*

*Photo ci-contre : vue la D115 à Villy le Brûlé, lorsque la route est dans une direction Est-Ouest, le bâtiment offre un pignon en façade sur rue*

## Le hameau de Villy-le-Brûlé (Suite)



**L'implantation du bâti** de Villy-le-Brûlé se fait selon des lignes Nord/Sud.

Les maisons sont proches de la route, plutôt longue que large et orientées dans le sens Nord/Sud.

Les bâtiments créent des lignes bâties qui accompagnent le relief dans le sens de la vallée et renforcent les grandes lignes de ce paysage orienté Nord-Sud.

**Les toitures des bâtiments** sont également orientées selon la direction Nord/Sud.

Elles créent des lignes qui suivent la crête du coteau.

Les bâtiments ont leur faîtage dans une même direction quelque soit leur implantation par rapport à la route.

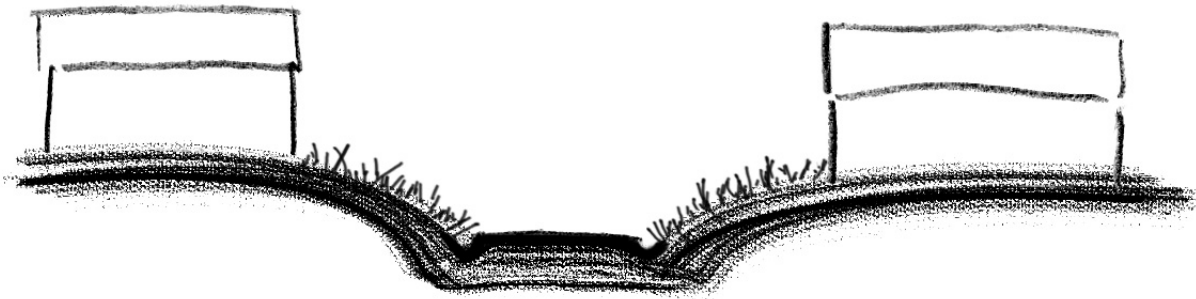
Les bâtiments situés le long d'une route orientée Nord/Sud auront une longue façade sur rue. Ceux implantés le long d'une route orientée Est/Ouest auront un pignon sur rue.



# Le hameau de Villy-le-Brûlé (Suite)

## Des profils de voiries différenciés selon l'orientation

### Profil A : profil en creux pour les routes orientées Est/Ouest



A Villy-le-Brûlé, les voiries n'ont pas les mêmes profils selon leur orientation.

Les rues orientées Est/Ouest ont un profil en creux et les maisons offrent leur pignon face à la rue.

Les rues orientées Nord/Sud ont un profil plat et les maisons offrent leur façade face à la rue.

### Profil B : profil plat pour les routes orientées Nord/Sud



## Le hameau de Villy-le-Brûlé (Suite)



*Photo ci-dessus : vue sur la rue d'Amontà Villy-le-Brûlé, orientée du nord au sud ; son profil est plat*

*Photo ci-contre en haut : vue sur la rue de la Louère, route départementale 115, orientée d'est en ouest ; la voirie a un profil en creux et monte sur le coteau.*

*Photo ci-contre en bas : vue sur la rue des Saules, orientée d'est en ouest ; la voirie est en contre-bas des talus plantés*



# Le hameau de Villy-le-Brûlé (suite)

## Éléments identitaires



*Les bâtiments ruraux sont implantés perpendiculairement à la route, la D115, et offrent en façade leur pignon ; les accotements enherbés participent à l'aspect rural du hameau*



*Les larges emprises enherbées donnent beaucoup de qualité aux espaces publics ; ici rue d'Amont à Villy-le-Brûlé*



*Au croisement des rues d'Amont et des Saules, le relief oblige la route qui descend vers la vallée à avoir un profil en creux ; les bâtiments anciens sont implantés pignon sur rue ; le faîtage de leur toiture est dans une direction nord/sud.*



*Un bâtiment rural rue d'Amont à Villy-le-Brûlé rénové dans le respect de son caractère.*



*Un bâtiment rural rue du Milieu à Villy-le-Brûlé rénové récemment ; les gardes-corps des fenêtres, la grille et le porche ne sont pas vraiment adaptés à ce type d'architecture.*



*Vue sur le grand paysage depuis la rue d'Amont à Villy-le-Brûlé ; la position en hauteur sur les coteaux du hameau favorise des vues lointaines*



## II.10.ELEMENTS IDENTITAIRES DE L'URBANISME TRADITIONNEL

On retrouve plusieurs constantes dans l'urbanisme et l'architecture du village et des hameaux de la commune de Villy le Moutier qui lui confère son caractère et son identité.

### ESPACES PUBLICS

Ils se caractérisent tous par des accotements de très grande taille, en continuité avec la voirie et la plupart du temps enherbés. Ils contribuent fortement à la qualité des espaces publics.

### IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS TRADITIONNELLES

#### **- Orientation des constructions:**

A l'exception des maisons situées autour de l'église, les maisons présentent la particularité d'être toutes orientées nord/sud, c'est à dire d'avoir leur façade principale et leur faîtage orienté est-/ouest, quelle que soit l'orientation de la rue le long de laquelle elles sont implantées :

- lorsque la rue est orientée nord/sud, la façade principale et la toiture des maisons sont parallèles à la rue,
- lorsque la rue est orientée est/ouest, la façade principale des maisons est perpendiculaire à la rue et la maison a « pignon sur rue »,

#### **- Implantation par rapport à la rue**

Lorsque la façade principale d'une maison est parallèle à la rue, elle est en retrait de la rue (retrait variable de 4m à 10m).

Lorsque la façade principale de la maison est perpendiculaire à la rue, la maison est implantée sans retrait à l'alignement de l'espace public.

#### **- Implantation sur la parcelle**

Sauf rares exceptions, les constructions sont isolées sur leur terrain ce qui ménage entre chacune des fenêtres sur les espaces naturels.

### TPOLOGIE DES CONSTRUCTIONS

Les constructions traditionnelles, sauf quelques maisons du village, sont des fermes qui présentent toutes la même typologie : bâtiments en longueur ( en moyenne 30 mètres), peu larges (environ 10 mètres), peu hauts (R+1+ combles), couverts de tuiles plates et qui accueilleraient sous un même toit habitation et activité (façades à composition irrégulière associant fenêtres, portes de grange...).

### **LES ENJEUX DE LA PRISE EN COMPTE DES ELEMENTS IDENTITAIRES**

***L'urbanisation nouvelle devra prendre en compte les caractéristiques le plus importantes de l'urbanisme traditionnel de la commune afin de lui conserver son identité, notamment les accotements enherbés des espaces publics, l'orientation des maisons nord/sud, leur implantation à l'alignement ou en retrait en fonction de leur orientation, l'implantation isolée sur la parcelle ménageant des fenêtres sur le paysage, la volumétrie en longueur...***

# Des emprises publiques larges en continuité avec la voirie

## Une qualité des espaces publics



Les accotements des voiries sont de grande ampleur et pour la plupart enherbés. Ils participent à la très grande qualité des espaces publics. Ces larges espaces marquent une transition très agréable entre la voirie et l'espace privé.

*Photo ci-dessus : vue sur la rue d'Amont à Villy-le-Brûlé*

*Photos ci-contre : vue sur la rue de Marigny à Villy-le-Moutier*

# Des emprises publiques larges en continuité avec la voirie

Schéma A : profil d'une voie avec des espaces privés devant les maisons parallèles à la rue

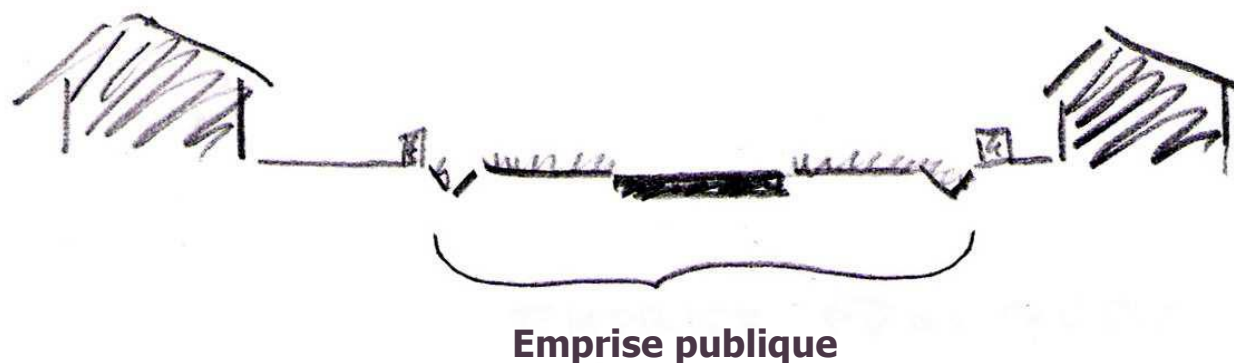
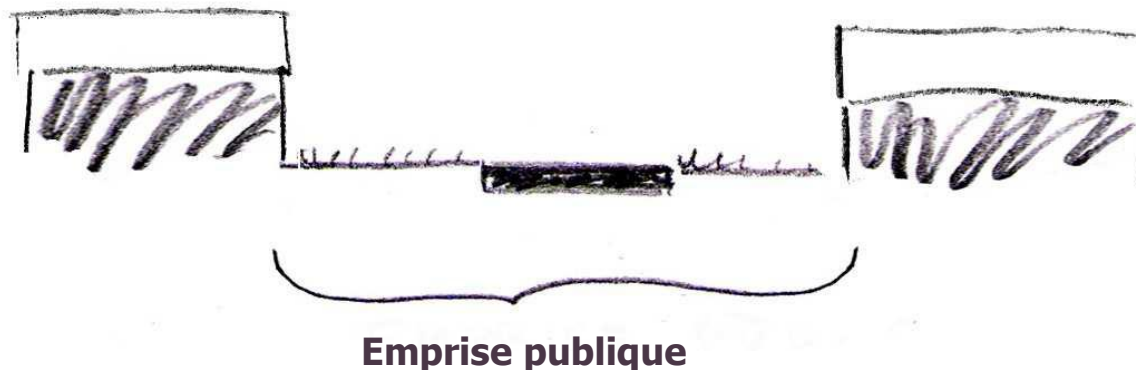


Schéma B : profil d'une voie sans espace privé devant les maisons perpendiculaires à la rue



Les voies ont des accotements très larges rappelant les usoirs, dégagement en continuité avec la route devant les anciennes fermes des villages ruraux.

Ces larges espaces, pour la plupart enherbés, créent un espace public de très grande qualité.

On observe ce type d'emprise dans les trois hameaux, Villy-Le-Moutie, Villy le Brûlé et Longvay.

On trouve principalement deux types de profil, l'un avec des espaces privés devant les maisons parallèles à la rue et l'autre sans espace privé lorsque les maisons sont perpendiculaires à la rue.



# Des fenêtres vers les espaces naturels dans l'espace bâti

Des liens visuels ou physiques entre les espaces bâtis et naturels à préserver



Les fenêtres et les passages entre les cœurs du village et des hameaux et les espaces ruraux sont d'un grand intérêt. Ces liens sont à préserver que ce soit sous forme visuelle, les fenêtres, ou sous forme de passage, les chemins.

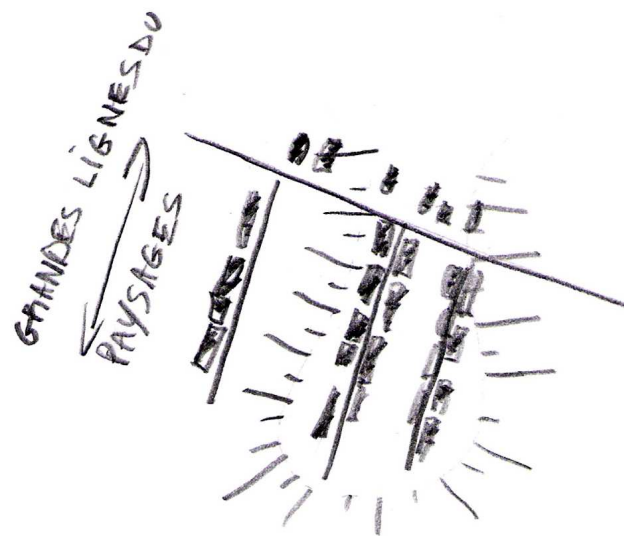
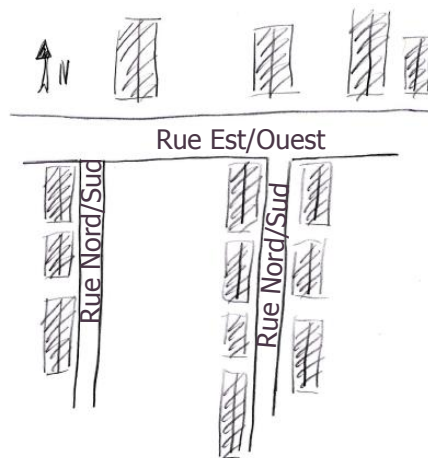
*Photo ci-dessus : vue sur les cultures et les boisements depuis la rue des Prés à Longvay ; l'implantation perpendiculaire à la route et la faible hauteur des murs de clôture favorisent des ouvertures vers l'extérieur*

*Photo ci-contre en haut : vue entre deux bâtiments sur la D2 ; l'implantation du bâti sur un rang le long des voiries permet de nombreuses percées visuelles ; on note qu'un appendice construit occulte en grande partie la vue et le passage vers les espaces cultivés ;*

*Photo ci-contre en bas : vue sur le grand paysage depuis la rue d'Amont à Villy-le-Brûlé ; l'urbanisation ne doit pas conduire à fermer toutes les vues ; certaines doivent être préservées.*



# L'implantation du bâti en fonction de l'orientation nord/sud



**L'implantation du bâti** du village et des hameaux de Villy-le-Moutier, Longvay et de Villy-le-Brûlé se fait selon des lignes Nord/Sud.

Les maisons sont proches de la route, plus longues que larges et orientées dans le sens Nord/Sud.

Les bâtiments créent des lignes bâties qui accompagnent le relief dans le sens de la vallée et renforcent les grandes lignes de ce paysage orienté Nord-Sud.

**Les toitures des bâtiments** sont également orientées selon la direction Nord/Sud.

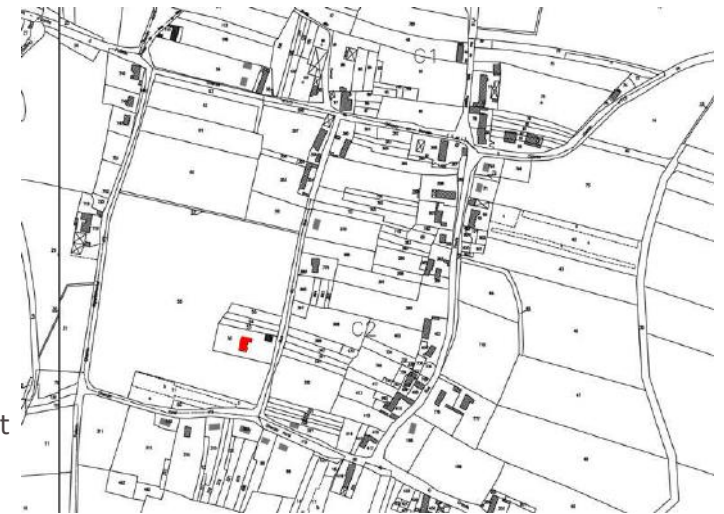
Elles créent des lignes qui suivent la crête du coteau à Villy-le-Brûlé, accompagnent la plaine à Villy-le-Moutier et créent un ensemble bâti intéressant à Longvay.

Les bâtiments situés le long d'une route orientée Nord/Sud auront une longue façade sur rue. Ceux implantés le long d'une route orientée Est/Ouest auront un pignon sur rue.



# Une construction éloignée de la route rompt les lignes du paysage

Exemple...



L'implantation du bâti est généralement proche de la route et vient renforcer les grandes lignes du paysages orienté Nord/sud.

Il est à noter qu'une construction éloignée par rapport à la route se détache des lignes bâties et vient rompre cet ensemble construit. Cette construction implantée en avant par rapport aux autres bâtiments ne s'intègre pas facilement dans le paysage.

Photos ci-dessus : une maison située à Villy-le-Brûlé, cochée en rouge sur le plan ci-contre.



# Typologie bâti ancien

## Exemples...



*Maison au centre de Villy-le-Moutier*



*Maison rue Basse à Villy-le-Brûlé*



*Maison rue des Prés à longvay*



*Maisons sur la D2 à Villy-le-Moutier*



*Maison rue d'Amont à Villy-le-Brûlé*



*Maison rue des Prés à Longvay*

## CONCLUSION

Ce diagnostic a fait apparaître un certain nombre d'enjeux sur lesquels la commune de Villy le Moutier devra se positionner lors de la définition des orientations de son projet d'aménagement et de développement durable.

Cette commune rurale faiblement peuplée connaît depuis 20 ans un regain de vitalité grâce à l'arrivée d'une nouvelle population attirée simultanément par sa proximité de Beaune et de Nuits saint Georges et par sa ruralité, passant de moins de 200 habitants en 1982 à 300 habitants en 2004.

Elle souhaite poursuivre cette croissance démographique tout en la rendant compatible avec son identité rurale, c'est à dire maîtriser son développement :

- en termes de quantité: afin de pouvoir « absorber » progressivement cette nouvelle population sans se transformer en banlieue dortoir
- en termes de qualité : en définissant les conditions d'intégration des nouvelles constructions à partir d'une analyse des caractéristiques et des qualités paysagères, urbaines et architecturales de son territoire,
- en termes économiques : en protégeant l'activité agricole,
- en termes de sécurité : en prenant en compte notamment les contraintes techniques d'inondabilité du Meuzin et celles de la circulation sur les routes départementales.

## 2EME PARTIE : PRESENTATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME



I.  
LES GRANDES  
ORIENTATIONS  
DU PROJET  
D'AMENAGEMENT  
ET DE DEVELOPPEMENT  
DURABLE

Au vu du résultat du diagnostic, la commune de Villy le Moutier a, préalablement à la définition du zonage et du règlement du PLU et conformément à l'article L.123.1 du code de l'urbanisme, défini son projet d'aménagement et de développement durable, avec pour principales orientations :

**- DEMOGRAPHIE : PERMETTRE UN ACCROISSEMENT MODERE NE REMETTANT PAS EN CAUSE LE CARACTERE RURAL DE LA COMMUNE**

La commune souhaite contrôler son accroissement démographique, pour conserver son caractère rural et favoriser une intégration progressive des nouveaux habitants. Elle souhaiterait limiter l'augmentation de la population à une dizaine d'habitants par an, soit à l'échéance du PLU dans 10 ans une centaine d'habitants supplémentaires. Cela revient à une augmentation d'environ 30% en 10 ans, ce qui est déjà beaucoup.

Cette augmentation, au vu de la structure démographique actuelle de la commune et de son évolution serait fournie :

- pour environ 20% par un solde naturel positif : on peut envisager sur 10 ans environ 40 naissances pour une vingtaine de décès,
- et pour 80% par l'arrivée de nouveaux habitants : environ 80 nouveaux habitants.

**- AGRICULTURE : PRESERVER CETTE VOCATION PREMIERE DE LA COMMUNE**

A ce titre sont prioritaires :

- la préservation des terres agricoles et notamment de certaines terres situées à proximité des groupements bâtis : l'identification de ces terres a été effectuée par les agriculteurs de la commune assistés par la chambre d'agriculture de Côte d'Or,
- la préservation du caractère agricole des fermes qui sont dans la commune situées pour la plupart dans les groupements bâtis.

**- ACTIVITES : DONNER A QUELQUES NOUVEAUX ARTISANS OU PETITES ENTREPRISES LA POSSIBILITE DE S'INSTALLER SUR LA COMMUNE**

La commune souhaite accueillir des activités compatibles avec l'habitat.

**- PERMETTRE LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS DANS LE RESPECT DES OBJECTIFS DEMOGRAPHIQUES DE LA COMMUNE**

Au vu des souhaits démographiques de la commune, il y aurait environ 80 nouveaux habitants à loger (hors naissances) dans les dix ans qui viennent.

Au vu de la taille moyenne des ménages (entre 2 et 3 personnes) cela correspondrait à un peu plus d'une trentaine de nouveaux logements à créer.

3 ou 4 de ces logements pourraient être créés dans la dizaine de logements encore vacants dans des maisons anciennes, mais la plupart devront faire l'objet de constructions neuves. La commune envisage donc dans les dix années qui viennent la construction d'une trentaine de nouveaux logements.

**- PRENDRE EN COMPTE LES PROBLEMES DE SECURITE LIES A LA CIRCULATION ROUTIERE**

La route départementale RD20 est classée en catégorie B et pose des problèmes de sécurité en termes de cohabitation véhicules / piétons. A ce titre, le conseil général recommande de ne pas étendre l'urbanisation du hameau de Longvay le long de cette voie. La commune tiendra compte de cette demande du Conseil général, notamment pour l'entrée sud de la D20 à Longvay. D'autre part, le PLU devra également prendre en compte les problèmes de sécurité qui se posent le long de la RD115 au niveau du hameau de Villy le Brûlé.

#### **- PRENDRE EN COMPTE LE MEUZIN : INONDABILITE ET PAYSAGES**

La rivière du Meuzin génère des zones inondables dans le village de Villy le Moutier et dans le lieu dit « l'Essart » du hameau de Villy le Brûlé. Ces contraintes seront prises en compte dans la définition des zones constructibles et inconstructibles du PLU ainsi que dans le règlement des zones déjà construites. La rivière du Meuzin avec les éléments qui l'accompagnent : végétation, gué, bosquet, moulin....constitue également une structure paysagère majeure de la commune qui mérite d'être préservée.

#### **- PRESERVER LE PATRIMOINE PAYSAGER ET BATI DE LA COMMUNE**

La commune de Villy le Moutier offre des paysages, un urbanisme et une architecture traditionnels de qualité qu'elle souhaite préserver. Certains éléments jouent un rôle majeur dans la qualité et l'identité des paysages et du bâti de la commune et méritent d'être préservés. Ce sont notamment :

- les lisières boisées, les vergers aux abords de Longvay, les alignements d'arbres, notamment le long de la RD115, l'accompagnement paysager et bâti du Meuzin, les entrées des villages et des hameaux,,
- l'église protégée au titre des monuments historiques et ses abords et notamment la plaine cultivée qui lui sert d'écrin,
- les sites archéologiques,
- l'organisation traditionnelle très typée des villages et des hameaux :
  - \* l'ambiance des espaces publics avec: les accotements enherbés et les murs,
  - \* les fenêtres offertes depuis l'intérieur des villages et hameaux sur les paysages environnants grâce au bâti discontinu,
  - \* l'implantation des constructions en retrait de la voie et isolée sur la parcelle ménageant des vues sur les paysages environnants,
  - \* le lien systématique entre l'orientation des constructions et celle des rues,
  - \* la volumétrie et les matériaux des constructions anciennes.

#### **- INTEGRER LES NOUVELLES CONSTRUCTIONS DANS LES PAYSAGES ET L'URBANISME TRADITIONNEL DE LA COMMUNE**

La trentaine de constructions nouvelles envisagée devra tenir compte de ce qui constitue la qualité et l'identité des paysages et du bâti de la commune notamment en ce qui concerne :

- leur localisation dans le village ou les hameaux,
- leur implantation et leur orientation par rapport à la rue,
- leur implantation par rapport aux limites séparatives,
- leur densité,
- leur hauteur, leur volumétrie, leurs matériaux, leurs couleurs,
- leurs clôtures,
- la végétation de leur jardin.



## **II. PRESENTATION ET JUSTIFICATION DE LA DELIMITATION ET DU REGLEMENT**

## 2.II.1. LES ZONES N (NATURELLES ET FORESTIERES) LES ZONES A (AGRICOLES) ET LES ESPACES BOISES CLASSES

---

Les zones N (hors secteurs de jardins NJ) et A couvrent env. 97% du territoire de la commune

### LES ZONES N : ZONES NATURELLES ET FORESTIERES .

Les zones N couvrent environ 1 281 ha soit env.63 % du territoire de la commune.

Ce sont des secteurs dans lesquels les constructions sont interdites ou limitées strictement en termes d'usages et en termes de densité.

- Tous les **BOISEMENTS ET FORETS** sont classés automatiquement en **N**. N'y sont autorisés que les constructions liées à l'exploitation des bois. Tous les boisements soumis au régime forestier ont été classés de plus en **espace boisé classé**.

A été également classé en **N** le secteur agricole de la Rente de Lhée situé dans les **sites Natura 2000 de la forêt de Citeaux**, à l'exception des bâtiments de ferme et de leurs abords qui ont été laissés en A afin de pérenniser l'activité agricole en donnant à l'exploitant la possibilité de faire évoluer son outil de travail.

Ont été classés en **N** plusieurs autres secteurs :

- **N « ZONE NATURELLE STRICTE » : UNE BANDE DE 10M DE PART ET D'AUTRE DU MEUZIN, DU RUISSEAU DE LA NOUE ET DU RUISSEAU DE LONGVAY**

Cette bande est strictement inconstructible au motif de la protection des milieux naturels et de la ripisylve (végétation liée à l'eau). (la servitude A4 protège une bande de 6m).

- **Np « SECTEUR PECHE »: ABORDS DES ETANGS FERRE, MADAME, DU PETIT BORNE ET DES CHINTRES ET LEURS ABORDS**

Ces secteurs sont inconstructibles, à l'exception d'un chalet de pêche en bois par étang, d'une surface maximum de 50m<sup>2</sup>.

- **Nc « SECTEUR CAMPING » :**

Ce terrain de camping, situé autour de l'étang du Grand Borne appartient à la ville de Dijon. Y sont autorisés le camping-caravaning ainsi que les aménagements et installations nécessaires au fonctionnement de ce camping sous réserve qu'ils n'aient pas pour effet d'augmenter la capacité d'accueil du camping, afin de préserver la qualité patrimoniale de ce site qui a fait l'objet d'une ZNIEFF de type 1.

- **NE « SECTEUR ELEVAGE » : LA PLAINE COMPOSEE DE PRAIRIES A VOCATION D'ELEVAGE SITUEES DE PART ET D'AUTRE DU MEUZIN ET DEVANT LE VILLAGE ET L'EGLISE**

Ce secteur est inconstructible, au motif de la protection des paysages (écran paysager du Meuzin et de l'église), y compris les constructions liées à l'agriculture, sauf les abris à animaux, à raison de 10m<sup>2</sup> par hectare,

- **Nei : « secteurs inondables »** : ces secteurs sont situés entre le village de Villy le Moutier et le hameau de Villy le Brûlé qui sont situés dans la zone de crue centennale de l'Atlas des zones inondables du Meuzin. Dans ces secteurs sont interdits les constructions neuves autres que les abris à animaux, la création de sous-sol, la création de terrains aménagés spécialement pour l'accueil des campeurs et des caravanes, les remblaiements, les digues et les ouvrages assimilés.

- **Neh « secteurs humides »** : ces secteurs sont situés à l'ouest du hameau de Villy le Brûlé, entre la zone inondable du Meuzin et la RD2, qui sont très humides, avec des remontées d'eau fréquentes. Ces secteurs sont impropres à la mise en place des dispositifs d'assainissement individuel retenus par la commune dans son schéma d'assainissement. Dans ces secteurs sont interdits les constructions neuves autres que les abris à animaux, la création de sous-sol, la création de terrains aménagés spécialement pour l'accueil des campeurs et des caravanes, les remblaiements, les digues et les ouvrages assimilés.

- **NJ « SECTEURS DE JARDINS » (environ 21 ha) :**

Ce secteur de « jardins » a été défini afin que l'organisation de l'urbanisation ancienne de la commune soit préservée et qu'elle soit reprise par les nouvelles constructions. En effet, à l'exception du « cœur de village », une grande partie des constructions anciennes du village et des hameaux de Villy le Brûlé et de Longvay se situent en bordure de voie dans une bande d'environ 40m de profondeur et sont prolongées par une bande de jardins d'une profondeur à peu près équivalente.

Cette bande de jardins présente un très grand intérêt tant sur le plan de l'usage que sur le plan de la forme urbaine et des paysages :

- elle constitue, sur le plan de l'usage, le prolongement naturel de l'habitation, à la fois pour le mode de vie traditionnel rural (jardins potagers) que pour les modes de vie actuel des « péri-urbains » (jardins d'agrément, barbecue, piscine...), et elle contribue à rapprocher ces modes de vie;
- elle constitue un espace de transition de très bonne qualité entre l'espace bâti et l'espace agricole et naturel et elle structure l'espace bâti.

Une zone Nj « jardins » a donc été systématiquement délimitée autour des secteurs bâtis, à l'exception du « cœur de village » à caractère plus dense. Elle a une profondeur moyenne de 40 mètres sauf :

- quelques ajustements mineurs pour tenir compte de la réalité parcellaire.,
- pour l'îlot de Villy le Brûlé compris entre la rue Haute et la rue du Bas, où le secteur de jardins a inclus tout le cœur d'îlot.

=> Dans les secteurs Nj jardins ne sont autorisés que les **constructions et installations liées à l'usage de ces jardins** : annexes telles que abris de jardins et garages et piscines, ainsi que **les constructions liées à l'agriculture**, afin de ne pas nuire au fonctionnement des exploitations agricoles.

- **Nji : « secteurs inondables » et NJh «secteurs humides »** : ces secteurs sont situés dans la zone de crue centennale de l'Atlas des zones inondables du Meuzin et de quelques terrains situés le long de la RD2 qui ne sont pas compris dans cette zone mais qui sont très humides, avec des remontées d'eau fréquentes. Dans ces secteurs sont de plus interdits les constructions neuves autres que des abris de jardins, la création de sous-sol, la création de terrains aménagés spécialement pour l'accueil des campeurs et des caravanes, les remblaiements, les digues et les ouvrages assimilés.



## **LES ZONES A : ZONES AGRICOLES**

### **Les zones A couvrent environ 715 ha soit environ 35% du territoire de la commune**

Les **ZONES A** concernent les terres cultivées, les prairies et les friches qui n'ont pas été classés en **N** ainsi que deux fermes situées l'une à Longvay et l'autre à Villy le Brûlé qui ont été exclues de la zone UA et intégrées en zone A afin de préserver l'activité agricole.

En zone A, seules les constructions liées à l'agriculture (bâtiments d'exploitation et habitations) sont autorisées.

Dans les secteurs naturels, l'implantation de ces constructions est libre, dans le respect des réglementations en vigueur, afin qu'elles puissent répondre aux besoins de l'activité agricole. En revanche, lorsque les nouvelles constructions sont situées dans les secteurs urbanisés c'est à dire à l'intérieur ou en prolongement du village ou des hameaux de Longvay et de Villy-le-Brûlé, elles devront respecter les règles dominantes d'implantation de l'ensemble bâti afin de s'insérer dans l'ensemble bâti. Cette disposition concerne notamment les deux fermes situées l'une à Longvay et l'autre à Villy le Brûlé.

#### **- Le secteur Ai« agricole inondable »**

Ce secteur **A** est situé, dans la zone de crue centennale du Meuzin dans l'Atlas des zones inondables du Meuzin. Dans ce secteur sont en plus interdits :

- \* les constructions neuves à usage d'habitation,
- \* la création de sous-sol, la création de terrains aménagés spécialement pour l'accueil des campeurs et des caravanes, les remblaiements, les digues et les ouvrages assimilés.

#### **- Une construction indiquée Ap sur le plan de zonage**

Il s'agit d'une construction ancienne à caractère patrimonial située en zone A : la Ferme du Meix Blanchot et la ferme de la Rente de Lée.

A ce titre :

- la démolition de ces constructions est soumise à autorisation préalable de démolir en application des articles L.123-1-7° et R.123-11-h) du code de l'urbanisme,
- le changement de destination de ces constructions est autorisé dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole en application de l'article L.123.3.1. du code de l'urbanisme.

Cette construction fait l'objet d'une fiche patrimoniale qui figure en annexe du règlement.

### **ZONES U : ZONES URBANISEES**

Elles couvrent environ 26 ha soit un peu plus de 2% du territoire de la commune.

#### **Justification de l'absence de distinction entre zones d'habitat ancien et zones d'habitat récent**

Il n'y a pas sur la commune de quartiers d'habitat récent que l'on devrait distinguer des quartiers d'habitat ancien. En effet les constructions récentes ne sont pas regroupées, mais sont venues s'implanter une par une dans les « dents creuses » ou en prolongement direct de l'urbanisation ancienne.

#### **Justification de l'absence de zone à urbaniser 1AU ou 2AU**

Le bâti sur la commune est extrêmement peu dense et les « dents creuses » sont tellement nombreuses qu'elle suffisent largement à accueillir la trentaine de maisons souhaitées par la commune pour les dix années qui viennent.

#### **Justification de l'existence d'un seul règlement pour les constructions anciennes et nouvelles**

A l'exception du secteur « coeur de village », l'implantation des constructions anciennes principales obéissent à des règles très précises qui peuvent sans difficultés être reprises par les constructions nouvelles :

- elles sont majoritairement situées dans une bande de 40 mètres de profondeur à compter de la rue, et prolongées par des jardins (*voir zone Nj*)
- elles sont positionnées en fonction de l'orientation des espaces publics : rues orientées nord-sud : constructions implantées en retrait de la voie, avec le long pan et ligne de faîtage du toit parallèle à la rue ; rues orientées est-ouest : constructions implantées à l'alignement sur rue, par le pignon ;
- il n'y a qu'une seule « ligne » de constructions (hors annexes et bâtiments agricoles) entre les rues et l'espace agricole, ce qui confère aux secteurs urbanisés une ambiance très rurale, avec à intervalles réguliers des vues depuis les rues sur l'espace agricole et naturel qui entoure ces secteurs.

On a donc :

- une **ZONE UA** destinée principalement à l'habitat et qui accueille également les activités compatibles avec l'habitat. Dans cette zone ont été établies des contraintes d'implantation telles que décrites ci-dessus ;

On y trouve un secteur **UA1** « coeur de village », plus dense, où les contraintes d'implantation de la zone UA ne s'appliquent pas.

On y trouve également :

- deux secteurs **UAi et UA1i « secteurs urbains inondables »** : il s'agit de terrains bâtis situés dans la zone de crue centennale du Meuzin identifiée dans l'Atlas des zones inondables du Meuzin. Dans ces secteurs sont interdits : la création de sous-sol, la création de terrains aménagés spécialement pour l'accueil des campeurs et des caravanes, les remblaiements, les digues et les ouvrages assimilés ;

- un secteur **UAh**: il s'agit de terrains bâtis situés à l'ouest du hameau de Villy le Brûlé au lieu-dit « Les Essarts », entre la zone inondable du Meuzin et la RD2, qui sont très humides, avec des remontées d'eau importantes. Dans ce secteur sont interdits: la création de sous-sol, la création de terrains aménagés spécialement pour l'accueil des campeurs et des caravanes, les remblaiements, les digues et les ouvrages assimilés ;

Dans l'ensemble de la zone UA, et ceci afin de préserver la qualité architecturale et urbaine de la commune, les démolitions sont soumises à autorisation préalable de démolir en application des articles L.123-1-7° et R.123-11.h) du code de l'urbanisme.

- une **ZONE UE (1,8 ha)** qui accueille la zone de loisirs communale ;
- Une **ZONE UF (1ha)** à vocation artisanale qui accueille le silo de Longvay.

**A noter :**

Pour des motifs de sécurité, **aucun accès nouveau ne pourra être créé sur la RD115 à Villy le Brûlé.**



Trois emplacements réservés sont prévus dans le PLU :

**Emplacement n°1 :**

Situé devant l'église du village et d'une superficie d'environ 1000m<sup>2</sup>, il est destiné à permettre à la commune d'aménager un parking paysager.

**Emplacement n°2 :**

Il est destiné au département et doit permettre de passer la RD 20 à 16 m hors agglomération .

**Emplacement n°3 :**

D'une superficie d'environ 105m<sup>2</sup>, il est destiné à permettre à la commune de passer à 6m de large le chemin rural n°20 à Longvay.

## 2.II.4. LES ELEMENTS, SECTEURS ET CONSTRUCTIONS PROTEGES AU TITRE DE L'ARTICLE L.123.1.7° ET L.430.1 DU CODE DE L'URBANISME

---

La commune de Villy le Moutier a souhaité, dans le cadre de l'élaboration du PLU, protéger son patrimoine paysager.

Outre le zonage N, la commune a identifié, en application des articles L. 123.1.7° et R.123.11.h du code de l'urbanisme, les éléments bâtis et paysagers les plus remarquables situés à l'intérieur et à proximité immédiate du village et des hameaux :

- **constructions et éléments bâtis,**
- **talus et fossés,**
- **murs et murets,**
- **bandes enherbées.**

Ces éléments qui sont localisés sur le plan de zonage doivent être conservés et entretenus. Ils font l'objet de **fiches annexées au règlement** (*document 3.2*)

### Rappel de l'article L442-2 du code de l'urbanisme

*« Tous travaux ayant pour effet de détruire un élément de paysage identifié par un plan local d'urbanisme en application du 7° de l'article L. 123-1 et non soumis à un régime d'autorisation doivent faire l'objet d'une autorisation préalable au titre des installations et travaux divers dans les conditions prévues par décret en Conseil d'Etat. »*

## **2.II.5. LA PRISE EN COMPTE DES ORIENTATIONS DU PADD PAR LE ZONAGE ET LE REGLEMENT DU PLU**

- **DEMOGRAPHIE : PERMETTRE UN ACCROISSEMENT MODERE NE REMETTANT PAS EN CAUSE LE CARACTERE RURAL DE LA COMMUNE**

Il n'a pas été créé de nouvelles zones d'urbanisation pour accueillir les nouvelles habitations : les maisons neuves viendront se construire en continuité avec les constructions existantes, en zone UA.

- **AGRICULTURE : PRESERVER CETTE VOCATION PREMIERE DE LA COMMUNE**

- La zone constructible a été définie en permettant le bon fonctionnement de l'agriculture et en négociation avec les agriculteurs de la commune, avec notamment l'exclusion de la zone UA de deux exploitations agricoles à Longvay et à Villy le Brûlé et le classement en A des terres agricoles ou de prairies situées en limite de l'urbanisation.
- Le règlement de la zone de prairie classée en N « protection paysagère devant l'église et le village » autorise les abris pour animaux à concurrence de 10m<sup>2</sup> par ha.
- Les bâtiments agricoles sont autorisés dans la bande de jardins NJ.

- **PERMETTRE LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS DANS LE RESPECT DES OBJECTIFS DEMOGRAPHIQUES DE LA COMMUNE**

Le périmètre constructible de la zone UA permet, en raison de la présence de très nombreuses « dents creuses » d'accueillir sans problèmes la trentaine de nouveaux logements que la commune souhaite accueillir dans les dix années prochaines.

- **PRENDRE EN COMPTE LES PROBLEMES DE SECURITE LIES A LA CIRCULATION ROUTIERE**

- Les problèmes de sécurité de la RD20 classée en catégorie B ont été pris en compte : il n'y a pas d'extension de l'urbanisation au sud du hameau. La desserte de la future zone artisanale située entre la D2 et la D20 devra être étudiée.
- Les problèmes de sécurité de la RD 115 à Villy le Brûlé ont été pris en compte en interdisant la création d'accès nouveau sur cette route.

- **PRENDRE EN COMPTE LE MEUZIN : INONDABILITE ET PAYSAGES**

Une zone inondable indicée « i » a été définie sur la base de la crue centennale identifiée par l'Atlas des zones inondables.

L'atlas des zones inondables ne fournissant que l'amplitude des crues et ne donnant pas la hauteur de l'eau, les mesures de protection suivantes ont été prises dans le règlement :

- obligation de soumettre toute demande d'occupation et d'utilisation du sol du sol dans toutes les zones indicées « i » à l'avis des services de la DDE compétents,
- en zone N « i » inconstructibilité, sauf abris de jardins limités à 6m<sup>2</sup> en Nji et abris pour animaux à raison de 10m<sup>2</sup> par ha en zone Nei
- dans les autres zones : interdiction des sous-sol, des remblaiements, des digues et ouvrages assimilés, des clôtures « pleines ».

Par ailleurs les parcelles situées l'ouest de la RD2 ; au lieu dit « Les Essarts » qui sont très humides ont été identifiées



- **PRESERVER LE PATRIMOINE PAYSAGER, NATUREL ET BATI DE LA COMMUNE ET INTEGRER LES NOUVELLES CONSTRUCTIONS**

**PATRIMOINE PAYSAGER ET NATUREL**

- Ont été classés en zones N, outre les bois :
  - plusieurs petits bosquets significatifs sur le plan paysager,
    - l'écrin paysager du Meuzin et de l'église protégée au titre des monuments historiques situé au sud du village et de part et d'autre du Meuzin,
    - une bande de 10m de part et d'autre du Meuzin
- Une bande systématique de jardins Nj a été définie en prolongement des constructions des trois ensembles bâtis. Cette bande d'une largeur de 40m sauf exceptions ponctuelles tenant compte de la réalité parcellaire reprend l'organisation traditionnelle du bâti. Elle constitue à la fois l'écrin des ensembles bâtis et une zone de transition à la fois végétale et humanisée entre ces groupements et les grands espaces agricoles et naturels qui les entourent. Elle favorise également un usage de l'espace rural commun aux anciens et aux nouveaux habitants.
- Ont été protégés au titre de l'article L.123.1.7° du code de l'urbanisme certains éléments paysagers les plus remarquables de la commune à l'intérieur et à proximité immédiate du village et des hameaux :
  - talus et fossés,
  - murs et murets,
  - bandes enherbées.

**PATRIMOINE URBAIN ET BATI**

- Le règlement de la zone urbanisée a été défini de façon à intégrer sur le plan paysager, urbain et architectural les constructions neuves, avec plusieurs dispositions dont notamment :
  - la définition d'une bande constructible depuis la rue, d'une largeur limitée à 40m (sauf adaptations mineures) et prolongée systématiquement par une bande de jardins de 40m qui constitue une zone de transition entre le bâti et les grands espaces agricoles et naturels.
  - l'implantation des constructions et l'orientation de leur faîtage en fonction de l'orientation de la voirie : articles 6, 7 et 11,
  - une limitation de la hauteur des constructions à 9m pour toutes les constructions en zone UA, hors bâtiments agricoles, et à 12m en zone UF et 1AUF,
  - des prescriptions concernant leur aspect extérieur et les clôtures (article 11).
- Ont été également protégés au titre de l'article L.123.1.7° du code de l'urbanisme certains éléments bâtis les plus remarquables de la commune : maisons, lavoirs, gués, puits...

## **2.III. LES INCIDENCES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT**

Les bois situés à l'est du territoire communaux : bois communaux de Villy le Brûlé ainsi que les « bois Rond » et les « bois du Biez des Vernes » sont inclus dans deux sites Natura 2000. On trouve également à l'intérieur de ces sites Natura 2000, enclavée dans les bois et au milieu d'un petit secteur cultivé (cassis notamment), une ferme en activité, la Rente de Lée.

- **Le SIC (site d'intérêt communautaire) au titre de la Directive Habitat-Faune Flore FR 2601013 « Forêt de Cîteaux et environs »**

L'objectif principal assigné à ce site est le maintien de populations viables de crapaud sonneur à centre jaune et de fougère d'eau à quatre feuilles, ce qui est globalement garanti par le caractère forestier et la gestion actuelle conduite sur les massifs.

- **La ZPS (zone de protection spéciale) au titre de la Directive Oiseaux FR2612007 « Forêt de Cîteaux et environs »**

L'objectif principal assigné à ce site est le maintien d'oiseaux de la directive oiseaux tels que le picmar, le pic noir, le pic cendré, la cigogne noire, la Bondrée apivore, le héron pourpré et le busard des roseaux. Ce maintien nécessite la conservation ou la restauration mûre en futaies feuillues et de zones ouvertes intra forestières, assorti d'un contrôle de la fréquentation.

Il semble possible d'affirmer que les dispositions du PLU n'auront pas d'incidence significative sur la préservation de l'environnement et en particulier de ces deux zones Natura 2000 et qu'elles semblent plutôt favoriser le maintien de la gestion actuelle et de l'occupation des sols, sans bouleversements importants.

En effet :

- le développement prévu par la commune pour les dix années qui viennent est très modéré : **une centaine de nouveaux habitants**,
- **il n'y a pas d'extension des zones construites et donc pas de zone d'urbanisation future**, les nouvelles constructions viendront se mettre à l'intérieur des zones déjà construites,
- **un zonage N « strict »** a été appliqué :
  - \* à l'ensemble des boisements de la commune ,
  - \* au secteur cultivé situé dans la zone Natura 2000 (à l'exception des bâtiments de la ferme de la Rente de Lée en activité et de ses abords immédiats),
  - \* aux abords du Meuzin,
  - \* à plusieurs petits bosquets d'arbres isolés.
- la protection des **talus, fossés et bandes enherbées** au titre de l'article L.123.1.7° permet de protéger, outre leur intérêt paysager, leur intérêt écologique,
- la **bande systématique de jardins à l'arrière des constructions** prévue dans le zonage du PLU reprend l'organisation traditionnelle du bâti et constitue une zone de transition végétale humanisée entre ces groupements bâtis et les grands espaces agricoles et naturels qui les entourent.



# **Commune de VILLY-LE-MOUTIER**

## **PLAN LOCAL D'URBANISME**

### **ANNEXES AU RAPPORT DE PRESENTATION**

#### **2.2.1. Porter à connaissance du Préfet du 18 novembre 2004**



Affaire

Dijon, le

LE PREFET DE LA REGION DE BOURGOGNE  
PREFET DE LA COTE D'OR

à

Monsieur le Maire de Villy-le-Moutier  
Mairie  
21 250 - Villy-le-Moutier

**objet :** Commune de Villy-le-Moutier.

Elaboration du Plan Local d'Urbanisme.

Porter à la Connaissance.

**réf :** Délibération du conseil municipal en date du 11.12.2003.

Déposée en Préfecture le 18.12.2003.

PJ : **Annexes.**

Le Conseil Municipal de Villy-le-Moutier a prescrit l'élaboration d'un P.L.U par délibération en date du 11 décembre 2003.

Conformément aux dispositions des articles L. 121-2 et R. 121-1 du Code de l'Urbanisme, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance les éléments suivants, qui devront être pris en compte à l'occasion de cette procédure.

## **I - PRESCRIPTIONS**

### **Article L. 121-1 du Code de l'Urbanisme :**

« les documents d'urbanisme déterminent les conditions permettant d'assurer :

1) L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs de développement durable.

2) La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisante pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emplois et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux.

3) Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature. »

## **II - SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE**

Le P.L.U. doit également tenir compte des servitudes d'utilité publique mentionnées ci-après (le code alphanumérique indiqué en tête de rubrique correspond à la classification édictée par l'article A. 126-1 du code de l'urbanisme) :

**A1** Servitudes relatives à la protection des bois et forêts relevant du régime forestier (Office National des Forêts) :

Suite à l'abrogation des articles L.151 à L.151-6 du Code Forestier par la loi d'orientation forestière du 9 juillet 2001, les bois et forêts ne sont plus soumis à la servitude d'utilité publique A1.

**AC1** Servitudes de protection des monuments historiques (Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine) :

Monuments inscrits :

L'église.

Inscription à l'inventaire des monuments historiques du 26.mai.1926.

**EL7** Servitudes d'alignement (Mairie de Villy-le-Moutier (Conseil Général de Côte-d'Or) :

L'élaboration du P.L.U. sera l'occasion de lister, en liaison avec le Conseil Général pour ce qui concerne les voies départementales, les servitudes d'alignement que la commune souhaite continuer de faire appliquer.

J'attire votre attention sur le fait que votre PLU devra reprendre en annexe le plan des alignements à conserver. Si ces servitudes ne sont pas reportées dans votre PLU, elles cesseront de s'appliquer un an après son approbation.

**I1bis** Servitudes (concernant les hydrocarbures liquides), relatives à la construction et à l'exploitation de pipelines par la Société d'Economie Mixte des Transports Pétroliers (T.R.A.P.I.L.)

**I3** Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de distribution et de transport de gaz (Gaz de France - Direction Production Transport Région Centre-Est) :

Canalisation antenne Allerey - Ouges en 300 mm

**I4** Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques (Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche) :

- HTB 2x400kv Genissiat-Vielmoulin 1 et 2

- HTB 400kv Genissiat - Vielmoulin 3.



## **T7 Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières :**

Elles sont applicables à tout le territoire de la commune.

*Les servitudes précitées seront annexées au dossier de P.L.U.*

## **III - RAPPELS LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES**

### **1) Loi n° 92-3 dite Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 :**

#### **1-1 Assainissement – Eaux pluviales :**

*Référence : Loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 (articles L. 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et L. 123-1 du Code de l'Urbanisme).*

L'article 35 de la loi précitée dite « Loi sur l'Eau » a introduit l'obligation pour les communes de délimiter après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,
- les zones relevant de l'assainissement non collectif, où elles sont seulement tenues afin de protéger la santé publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement, et si elles le décident de leur entretien,
- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel, et en tant que de besoin le traitement des eaux pluviales et de ruissellement, lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

**Le zonage de l'assainissement sur la commune de Villy-le-Moutier n'a pas été encore effectué. Il conviendra de profiter de l'élaboration du PLU pour le réaliser.**

Le zonage d'assainissement, ainsi que les travaux d'équipement (dans le cas où un assainissement collectif est prévu), devront être réalisés avant le 31 décembre 2005.

#### **1-2) Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux :**

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Rhône Méditerranée Corse a été approuvé par arrêté du 21 septembre 1994.

Les programmes et les décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendus compatibles avec ses dispositions. Les autres décisions administratives doivent prendre en compte les dispositions de ce schéma directeur.

### **2) Loi sur la protection et la mise en valeur des paysages du 8 janvier 1993 (article L. 123-1 du Code de l'Urbanisme) :**

Cette loi stipule que les Plans Locaux d'Urbanisme doivent prendre en compte la préservation de la qualité des paysages et la maîtrise de leur évolution.

Les principaux enjeux paysagers de la commune devront donc être identifiés et des prescriptions concernant la préservation et la gestion de ceux-ci devront être édictées.

### **3) Loi relative au renforcement de la protection de l'environnement du 2 février 1995 :**

L'article 52 de cette loi stipule qu'à compter du 1er janvier 1997 et en l'absence de P.L.U. justifiant et motivant la possibilité de construire au regard de l'environnement, les constructions et installations nouvelles (sauf exceptions particulières telles que les bâtiments agricoles) sont, en dehors des espaces urbanisés des communes, interdites :

- dans une bande de 100 mètres, de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations,
- dans une bande de 75 mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.

**Votre commune est concernée par l'application de cette législation aux abords de l'Autoroute A36.**

Dans l'hypothèse où l'élaboration ou la révision du PLU créerait de nouvelles zones constructibles le long de ces axes, les règles du PLU devront être justifiées et motivées au regard des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que celle de l'urbanisme et des paysages.

### **4) - Loi du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie :**

En particulier l'article 17 et son implication sur les L. 110-1 et L. 121-1 du code de l'urbanisme.

### **5) Loi d'orientation agricole en date du 9 juillet 1999 :**

Le code rural (article L. 111-3) précise clairement qu'il doit être imposé aux projets de construction à usage d'habitation ou professionnel situés à proximité des bâtiments agricoles existants et soumis à une autorisation de construire, la même exigence d'éloignement que celle prévue pour l'implantation ou l'extension de ces bâtiments.

Les règles d'éloignement sont les suivantes :

- règlement sanitaire départemental : **25 mètres**,
- élevages soumis à déclaration selon la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : **50 mètres**,
- élevage soumis à autorisation : **100 mètres**.

*Il conviendra de recenser dans un premier temps toutes les exploitations situées sur le ban communal et par la suite d'examiner finement la destination des constructions en rapport avec ces exploitations, dans le but de préserver ou d'instaurer ces périmètres sanitaires.*

### **6) Loi d'orientation sur la forêt en date du 9 juillet 2001**

La loi d'orientation sur la forêt a abrogé les dispositions législatives relatives aux constructions à distance prohibée (ancien article L151-1 à L151-6 du code forestier. En conséquences, **les boisements concernés ne sont plus soumis à servitudes d'utilité publique**. Toutefois, la loi forestière affirme les principes de développement et de gestion durable de la forêt et la participation de la forêt à l'aménagement du territoire.

Le Code Forestier précise que :

- "la mise en valeur et la protection de la forêt sont reconnues d'intérêt général. La politique forestière prend en compte les fonctions économique, environnementale et sociale des forêts et participe à l'aménagement du territoire..."

- "la gestion durable des forêts garantit leur diversité biologique, leur capacité de régénération, leur vitalité et leur capacité à satisfaire actuellement et pour l'avenir, les fonctions économique, écologique et sociale pertinentes aux niveaux local, national et international, sans causer de préjudices à d'autres écosystèmes".  
Les PLU doivent prendre en compte, dès leur phase d'analyse et d'évaluation des enjeux territoriaux, la forêt et sa multifonctionnalité.

Par ailleurs, l'indication des emprises des bois soumis au régime forestier continuera de figurer sur le même plan que celui qui présente les servitudes d'utilité publique, mais à simple titre d'information.

#### **7) - Loi relative à la lutte contre le bruit :**

La loi n° 92-1444 relative à la lutte contre le bruit a pour objet de prévenir, supprimer ou limiter les bruits susceptibles de causer un trouble excessif aux personnes, de nuire à leur santé ou de porter atteinte à l'environnement.

Son décret d'application n° 95-21 du 9 janvier 1995 prévoit le classement comme voies bruyantes des infrastructures routières et ferroviaires présentant un trafic journalier supérieur respectivement à 5 000 véhicules et à 50 trains.

A chaque infrastructure classée bruyante et selon sa catégorie, seront associés des couloirs affectés par le bruit, à l'intérieur desquels les bâtiments à construire à usage d'habitation, de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que ceux à usage d'hébergement à caractère touristique devront présenter un isolement acoustique minimum conformément aux décrets n°s 95-20 et 95-21 du 9 janvier 1995.

**L'arrêté préfectoral du 10 janvier 2000 concerne la traversée de Villy-le-Moutier par l'Autoroute A 36.**

- **L'A36 est classée en catégorie 3.** La largeur des secteurs affectés par la loi bruit, mesurée à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche, est de **100 mètres**.

**Voir en annexe l'arrêté préfectoral et les prescriptions acoustiques.**

Les secteurs ainsi définis, ainsi que l'arrêté préfectoral correspondant, devront figurer dans les documents annexes du PLU.

#### **8) Analyse de l'état initial de l'environnement (article R.123-2 du code de l'urbanisme) :**

Une étude environnementale doit être réalisée.

#### **9) Plan d'exposition au plomb :**

Par arrêté préfectoral du 12 mars 2004, l'ensemble du département de la Côte d'or a été classé en zone à risque d'exposition au plomb.

Conformément à l'article R.123-13 du code de l'urbanisme, les annexes du PLU comprennent le plan des zones à risque d'exposition au plomb. Je vous demande donc de joindre en annexe du PLU le plan et la référence à l'arrêté préfectoral du 12.03.2004.

**Ci-joint en annexe l'arrêté préfectoral du 12.03.2004.**

### **IV - SECURITE ROUTIERE - AMENAGEMENTS ROUTIERS**

#### **Généralités :**



Les dispositions retenues le long des voies routières supportant un trafic important ne devront pas compromettre la sécurité des usagers.

La sécurité est une priorité de l'Etat en matière de circulation routière, elle est également un souci permanent pour les élus locaux.

Dans la traversée des villes et des villages, la route devient rue et souvent la rue principale. La rue est un des éléments essentiels à la vie d'une cité, c'est à travers elle que se font les échanges et les déplacements.

C'est le lieu où se côtoient les automobiles, les deux roues, les piétons, dont les enfants et les personnes âgées. La rue n'est pas seulement le support qui permet d'écouler le trafic, elle est un élément du tissu urbain et de la vie sociale de la commune.

Très souvent, la circulation automobile prend le dessus sur les autres usages et la rue constitue alors une coupure infranchissable, source de nuisances et d'insécurité.

L'attention de la commune est donc attirée sur les conséquences que peuvent avoir certaines dispositions du P.L.U. sur les voies supportant des trafics significatifs et les effets qu'elles entraînent non seulement sur la sécurité routière mais aussi sur la vie locale.

Ces dispositions concernent notamment :

- le développement spatial de la commune
- les effets induits par l'affectation des sols.

#### **a) le développement spatial de la commune :**

La forme urbaine inadaptée à la perception de l'agglomération par les automobilistes en transit induit chez certains d'entre eux des comportements dangereux. Il convient, en particulier, d'affirmer fortement les entrées d'agglomération.

La traversée d'une agglomération étirée en longueur constitue une contrainte pour les usagers en transit souvent ressentie comme excessive. L'opportunité d'ouvrir à l'urbanisation des zones situées aux extrémités des agglomérations sur des axes supportant des trafics significatifs, devra être examinée avec soins.

Il faudra, en particulier, tenir compte du fait qu'une agglomération trop longue induit non seulement des dangers en elle-même, car le niveau de vigilance des conducteurs s'altère rapidement, mais aussi de part et d'autre de la zone urbaine car les usagers ont tendance à vouloir rattraper le temps perdu.

#### **b) les effets induits par l'affectation des sols :**

Au cas où la commune, dans le cadre de son extension urbaine, estimerait devoir, soit affecter, soit ouvrir à l'urbanisation (ou à une occupation du sol génératrice de trafic automobile, deux roues ou piétons), des terrains desservis directement ou non par une voie routière supportant un trafic important, une étude spécifique devrait être réalisée afin de déterminer les possibilités et les conditions d'accès de ces terrains ainsi que toutes les mesures qu'il appartiendrait à la commune de prendre dans son PLU, afin de garantir au mieux la sécurité des usagers.

Il en est de même pour toute occupation du sol génératrice de circulation de piétons ou de deux roues.

La présence d'accès automobiles privés sans visibilité suffisante constitue un risque qui est d'autant plus grand que la voie se prête à des vitesses élevées. En particulier, l'article R. 111-4 du Code de l'Urbanisme prévoit que le permis de construire peut être refusé si les accès présentant un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Il convient donc d'étudier soigneusement les conditions d'accès avant d'ouvrir une zone nouvelle à l'urbanisation.

### **Etude accidentologie et sécurité routière sur Villy-le-Moutier:**

Cette étude réalisée par la cellule CDES de la DDE 21 fournit les données concernant les accidents corporels ayant eu lieu sur la commune entre 1997 et 2001 (hors autoroute). La commune étant particulièrement touchée par les problèmes de sécurité routière, je vous invite à prendre connaissance de cette étude, *jointe en annexe*.

Présence de problèmes de sécurité particuliers (manque de visibilité) au carrefour RD 2 / RD 115 au lieudit « l'Essart » et au carrefour RD 115 / VC rue Haute Villy le Brûlé. Des aménagements de ces carrefours pourraient être envisagés.

### **Emplacements réservés :**

Le conseil Général demande l'inscription d'un emplacement réservé, hors agglomération, au profit du département, pour obtenir une largeur d'emprise de 16 mètres (à répartir de part et d'autre de l'axe de la route).

## **V - AUTRES INFORMATIONS**

### **Risques naturels :**

La commune de Villy le Moutier est répertoriée dans l'Atlas des zones inondables de la rivière « le Meuzin » édité par la DIREN qui localise les limites du champ d'expansion de la crue décennale et centennale.

Il convient donc de veiller à la prise en compte des risques d'inondation connus à ce jour. *(extrait du document joint en annexe)*.

J'ajoute que la politique actuelle de prévention des risques vise notamment à :

- assurer la sécurité des personnes
- réduire ou au moins ne pas aggraver le coût des dommages potentiels des inondations
- préserver le libre écoulement des eaux et le champ d'expansion des crues, afin de ne pas aggraver le risque d'inondations dans les zones situées en amont et/ou en aval.

Ces objectifs conduisent à appliquer trois grands principes :

- dans les zones les plus exposées, interdire ou limiter très fortement toutes constructions et éviter la densification des zones déjà urbanisées ; dans les zones à risque plus faible, limiter l'urbanisation et ne l'autoriser qu'avec des prescriptions permettant de réduire les conséquences des inondations
- dans les zones où le risque est moins élevé, réduire la vulnérabilité des habitations en incitant les personnes à prendre des mesures de protection adaptées
- dans les zones d'expansion des crues, contrôler strictement l'extension de l'urbanisation.

### **Risques technologiques :**

La commune de Villy-le-Moutier est inscrite au Dossier Départemental des Risques Majeurs comme soumise au risque transport de matières dangereuses par souterrain (gazoduc et oléoduc).

### **Secteurs industriels :**

Il est souhaitable de maintenir une bande non construite entre les secteurs d'habitation et les zones à caractère industriel, afin de limiter les risques de nuisances susceptibles d'être ressentis par la population (notamment le bruit).

### **Eau potable :**

La commune est alimentée par le SIAEP du pays beaunois, via des sources qui constituent des émergences de l'aquifère calcaire de la côte et des puits en nappe profonde de Vignoles.

La procédure d'autorisation et de protection de ces captages est en cours.

Le territoire communal est concerné par la nappe de Meuzin, considérée comme prioritaire. *Ci-joint en annexe la carte de captage d'eau de cette nappe.*

#### **Eaux pluviales :**

Il importe que le plan local d'urbanisme prenne toutes dispositions pour compenser les effets de l'extension de l'urbanisation nouvelle sur l'écoulement des eaux pluviales, en prévoyant par exemple, des emplacements réservés pour la réalisation de bassins de rétention (ou bassins écrêteurs de crues).

#### **Assainissement :**

Les eaux usées sont traitées en assainissement individuel.

#### **Prise en compte du patrimoine architectural, naturel et écologique, du paysage :**

Il s'agit en particulier :

- des éléments bâtis présentant un caractère architectural marqué, ou une typologie les ancrant dans l'histoire locale et contribuant au caractère du village,
- de leurs accompagnements (murs, bâtiments d'exploitation, pontets, plantations, lavoirs...),
- des éléments structurants du paysage : haies, alignements d'arbres, parcellaire...
- des vestiges archéologiques.

Ils participent de façon essentielle à la création de l'identité de la commune et, à ce titre, méritent d'être préservés.

L'étude du P.L.U. devra donc les prendre en compte, les analyser et en tirer les règles nécessaires, tant à leur mise en valeur, leur conservation et leur adaptation qu'à l'établissement d'un projet urbain fondé sur l'image qu'ils ont créée.

Par ailleurs, la commune est concernée par l'existence de ZNIEFF (zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique) de type I' « Etang de Grande Borne », dont *la fiche est jointe en annexe :*

Et présence d'une ZICO :

« Forêt de Cîteaux et ses environs » - fiche BE02.

Le P.L.U. devra s'attacher à préserver l'intégralité de ces secteurs, recensés en raison de leur valeur patrimoniale naturelle particulièrement remarquable.

#### **Défense incendie :**

Les dispositions du P.L.U. relatives notamment à l'accès, à la desserte par les réseaux, à l'implantation des bâtiments doivent permettre d'assurer une bonne défense contre l'incendie de toutes les constructions et en particulier de celles recevant du public.

##### ***a) Les établissements recevant du public :***

Ils seront soumis au décret n° 73.1007 du 31 octobre 1973 relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public qui a été codifié sous les n° R.123-1 à R.123-55 du Code de la Construction et de l'Habitation.

- L'implantation et l'accès de ces bâtiments devront répondre aux dispositions de l'article R.123-14 du texte précité et, plus particulièrement, aux prescriptions édictées aux sections 1,2 et 3 du chapitre II du titre II du règlement de sécurité du 23 mars 1965 modifié le 25 juin 1980 et annexé au texte susvisé.



- Réaliser des réseaux de distribution d'eau permettant la défense incendie conformément à la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

En particulier, il y aura lieu de prévoir des canalisations d'un diamètre au minimum de 100 mm, permettant en tant que de besoin d'assurer l'alimentation simultanée de plusieurs poteaux d'incendie du type normalisé de 100 mm (NF S 61.213) dont le débit unitaire est de 17 litres/seconde sous une pression dynamique de 0,600 bar, le tout dans le respect de la norme N S 62.200.

Les emplacements de ces points d'eau seront à déterminer sur place en accord avec un représentant de la Direction Départementale des services d'incendie et secours.

***b) Zones d'habitat individuel et collectif :***

- Les constructions seront soumises aux dispositions de l'arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection des bâtiments d'habitation contre l'incendie. L'implantation et l'accès de ces bâtiments devront, selon leur classification, répondre aux prescriptions de l'article 4 de cet arrêté.

- Les dispositions concernant l'aménagement des points d'eau pour la défense incendie des établissements recevant du public demeurent également applicables pour les bâtiments d'habitation;

***c) Zones industrielles et artisanales :***

- Selon la nature de l'exploitation ou de l'industrie, les accès à partir des voies publiques devront être aménagés de telle manière que les conditions d'approche permettent l'intervention et la mise en œuvre des secours en cas d'incendie (voie lourde).

- Selon l'industrie, les mesures d'isolement généralement imposées entre deux établissements sont celles prescrites dans la loi n° 76 663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

- Prévoir une desserte en eau potable dans des canalisations d'un diamètre relativement important, permettant l'implantation, si nécessaire, de poteaux d'incendie de 150 mm.

**Archéologie :**

Présence de **3 sites** sur la commune, dont la *liste et la localisation sont jointes en annexe.*

La Direction Régionale des Affaires Culturelles suggère **d'intégrer dans le P L.U. les prescriptions suivantes :**

- reprise dans le rapport de présentation de la liste des sites archéologiques et report des sites sur une carte au 1/25 000ème),

- l'intégration dans les dispositions générales du règlement des rappels suivants :

- Au terme de la loi du 27.09.1941, les découvertes de vestiges archéologiques faites fortuitement à l'occasion de travaux quelconques doivent immédiatement être signalées au maire de la commune, lequel prévient la Direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne - service régional de l'archéologie (39, rue Vannerie - 21000 Dijon; Tél. : 03.80.68.50.18 ou 03.80.68.50.20).

- Le décret n°2002-89 pris pour application de la loi 2001-44 prévoit que « les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance affectent ou sont susceptible d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises qu'après l'accomplissement des mesures de détection et le cas échéant de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique... » (art.1)

- Conformément à l'article 5 du même décret, « ... les autorités compétentes pour autoriser les aménagements, ouvrages ou travaux ...peuvent décider de saisir le préfet de région en se fondant sur les éléments de localisation du patrimoine archéologique dont elles ont connaissance »

### **Carrières :**

Je vous invite à vous référer au schéma directeur départemental des carrières qui a été approuvé le 5 décembre 2000.

Toute précision éventuelle en la matière concernant votre commune pourra vous être donnée par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

### **Déchets :**

Je vous invite à vous référer au plan départemental de gestion des déchets ménagers et assimilés de la Côte d'Or qui, venant d'être révisé, a été approuvé par arrêté préfectoral du 2 avril 2001.

### **Réception des émissions télévisées :**

J'attire votre attention sur le fait que les conditions normales de réception des émissions télévisées doivent être préservées ou établies dans toutes les zones urbanisables.

Circulaire ministérielle 77/508 du 30.11.77 et circulaire du 20.01.77 modifiée par la circulaire du 29.11.83.

### **Logement :**

Le règlement du P.L.U. ne doit pas faire obstacle à la réalisation de logements sociaux et doit au contraire encourager la mixité sociale en permettant de mêler parc locatif privé, parc locatif public et accession à la propriété.

De plus, la réalisation de logements locatifs sociaux permet de favoriser le parcours résidentiel des jeunes ménages qui sont aussi susceptibles de s'installer sur la commune.

Enfin, il existe un certain nombre d'aides de l'Etat pour la réhabilitation du bâti ancien, tant public que privé.

Par ailleurs, il apparaît utile de rappeler le dispositif « opération cœur de village » permettant de soutenir les communes de moins de 3500 habitants dans la création de logements locatifs par la réhabilitation des bâtiments anciens.

**EDF-GDF** demande dans un souci d'allègement des procédures, à ce que soit maintenu ou inséré dans le règlement du P.L.U., lorsque l'article 6 impose un recul des implantations par rapport au domaine public, un alinéa qui exempt de cette règle de recul les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics (postes de transformation, mobilier électrique, postes de détente gaz...)

\*\*\*\*\*

Je vous indique que le présent courrier comporte tous les renseignements dont je dispose. S'il s'avérait que d'autres prescriptions ou servitudes devaient être portées à votre connaissance en complément de ce qui précède, je vous en ferais part afin que vous puissiez en tenir compte.

LE PREFET,

# **Commune de VILLY-LE-MOUTIER**

## **PLAN LOCAL D'URBANISME**

### **ANNEXES AU RAPPORT DE PRESENTATION**

#### **2.2.2. Extraits du dossier SIC Habitat- Faune Flore FR 2601013 « Forêt de Citeaux et environs »**



## Forêt de Cîteaux et environs

Directive « Habitats-  
Faune-Flore »  
Site FR2601013

### Le patrimoine naturel d'intérêt communautaire

Le périmètre proposé couvre 13284 hectares et correspond à la zone forestière de Cîteaux. Il présente de grands massifs forestiers à base de forêts feuillues de chêne pédonculé. Les sols argileux souvent imperméables sont favorables à un réseau dense de zones humides de tailles variées (ornières, fossés, mares temporaires, étangs) qui offrent de nombreux sites de reproduction et d'alimentation du crapaud Sonneur à ventre jaune.



Sommière forestière avec flaques à crapaud Sonneur à ventre jaune en Forêt de Cîteaux

Cette surface coïncide

- avec l'habitat d'une forte population de crapaud Sonneur à ventre jaune (*Bombina variegata*), puisque **18,9% des données d'observation et 14,2% des stations actuellement connues issues de la Bourgogne Base Fauna au 01/10/06 proviennent de cette forêt, ce qui donne à ce site un fort intérêt régional dans la conservation de cette espèce.**
- avec le biotope d'une espèce végétale : la Fougère d'eau à quatre feuilles (*Marsilea quadrifolia*). Deux des 13 stations actuellement connues en Bourgogne de cette espèce indigène sont présentes dans deux étangs de la forêt de Cîteaux.

## LES AMPHIBIENS

### Le crapaud Sonneur à ventre jaune

Menacé en Europe et en France il mesure quatre à cinq centimètres de long et consomme des limaces, vers, insectes et autres invertébrés. Il fréquente, en petits groupes, les secteurs riches en points d'eau de tailles réduites, peu profonds et bien exposés. Ainsi les milieux stagnants en zone de forêt, vallées alluviales et zones de bocage, comme les mares, ornières forestières ou fossés, ainsi que les sources, suintements et petits ruisseaux de têtes de bassin constituent ses milieux préférentiels.

Il peut effectuer des déplacements importants d'une année sur l'autre (quelques centaines de mètres à 10km), pour coloniser de nouveaux milieux ce qui permet également des échanges entre les populations. Pour ce faire il utilise les corridors écologiques que sont les haies, forêts et les linéaires boisés de bords de cours d'eau.



Crapaud sonneur à ventre jaune et ses pontes

## LA FLORE

La Fougère d'eau à quatre feuilles est en régression en France. En Bourgogne, cette fougère était bien présente au début du XX<sup>ème</sup> siècle surtout en plaine de Saône et en Bresse où elle ne subsiste plus que dans 13 sites connus. Elle vit dans les herbiers aquatiques et les végétations pionnières des berges d'étangs, deux types de milieux d'intérêt européen. Cette espèce a besoin d'une eau de bonne qualité, plutôt pauvre en éléments



Fougère d'eau à quatre feuilles

nutritifs. Elle est très sensible à la destruction des zones humides, à la pollution des eaux et à la fermeture de son milieu par les autres espèces des bordures des eaux (notamment Joncs, Laîches, Roseaux) qui forment un ombrage trop important.

## **LES MAMMIFERES**

### **Les chauves souris**

Les chauves-souris, sont des mammifères insectivores nocturnes utilisant le vol actif pour se déplacer et chasser. En hiver, elles se soustraient à la mauvaise saison en hibernant dans des grottes, carrières, falaises, caves d'habitations, forts militaires, trous d'arbres, etc. En été, les femelles forment des colonies où chaque femelle donne naissance à un seul jeune par an. Ce faible taux de natalité montre toute la fragilité des espèces et l'importance de l'attention portée à leur préservation. La Barbastelle d'Europe, Pipistrelle commune et Pipistrelle de Kuhl sont mentionnées dans ce massif forestier. Des mesures relatives d'une part à la préservation de leurs habitats de chasse et d'autre part à la tranquillité des gîtes pourront être envisagées.

### **LES HABITATS**

La chênaie charmaie, milieu d'intérêt européen occupe de grandes surfaces sur la zone. Le crapaud Sonneur à ventre jaune y trouve les petites zones humides dont il a besoin. En contact ou au sein de la forêt, les communautés à Reine des prés et les ourlets humides à grandes herbes constituent des lisières écologiques riches sur le plan de la biodiversité et utiles au déplacement du crapaud Sonneur à ventre jaune.

### **Les conditions de maintien des populations d'espèces et des habitats naturels**

Le maintien d'un bon niveau de population de ces espèces aux exigences écologiques différentes dépend surtout de la qualité de leurs habitats.



La forêt établie sur de grandes surfaces, est constellée de zones humides de tailles variées (de la flaque temporaire à l'étang). Cette configuration écologique permet des densités de population intéressantes pour le crapaud Sonneur à ventre jaune.



Le crapaud Sonneur à ventre jaune se reproduit fréquemment dans les fossés, ornières et trous d'eau peu profonds des forêts. Les berges d'étangs alimentés en eau de bonne qualité et une gestion extensive des étangs sont favorables à la Fougère d'eau à quatre feuilles.



Les prairies en limite de forêt constituent des zones d'alimentation comme les Chiroptères et des zones de déplacement privilégiées pour le crapaud Sonneur à ventre jaune. Les prairies bordées de fossés, de haies ou de boqueteaux, utiles à l'alimentation et au déplacement d'une faune variée forment des lisières écologiques à forte biodiversité.



Les cours d'eau (ruisseaux, ruisselets) intra et extraforestiers sont favorables à l'alimentation et aux déplacements des amphibiens dont le crapaud Sonneur à ventre jaune.

### **Facteurs d'évolution, naturel et d'origine anthropique**

#### **Influence des activités humaines**

Globalement la gestion des massifs forestiers garantit le maintien d'habitats favorables aux espèces.



La circulation des engins forestiers crée à la fois de nouveaux milieux favorables pour le crapaud Sonneur à ventre jaune mais est susceptible de provoquer l'écrasement des individus notamment en période de reproduction ou de migration. La surfréquentation des berges d'étangs peut nuire aux populations de la Fougère d'eau à quatre feuilles.



Des pratiques agricoles extensives sont garantes du maintien et de la bonne qualité des cours d'eau (ruisseaux, ruisselets).



Le drainage dans les secteurs forestiers humides ainsi que le comblement direct des pièces d'eau est néfaste aux amphibiens.

Les modalités de gestion et d'entretien à des fins piscicole ou cynégétique des étangs (curage, mise en assec, réaménagements des berges, ...) influent sur la végétation et la flore.



Les pratiques agricoles liées à l'élevage bovin encore en vigueur par endroits maintiennent des milieux prairiaux favorables au déplacement des amphibiens vers d'autres zones. La suppression de haies, de boqueteaux et de petits bois, ainsi que le retournement des prairies constituent des facteurs d'isolement des populations.



**Evolution naturelle**

Le crapaud Sonneur à ventre jaune est une espèce pionnière qui colonise principalement des milieux neufs ou perturbés sur le massif de Cîteaux, milieux souvent d'origine anthropique comme les ornières de débardage, ou des mares nouvellement créées. Ces ornières, comme les autres sites occupés subissent une évolution naturelle, avec des successions de cortèges végétaux et animaux différents. Le crapaud Sonneur à ventre jaune a alors tendance à progressivement abandonner ces milieux au fur et à mesure de l'installation d'autres espèces compétitrices ou prédatrices.

Un des enjeux pour le maintien de l'espèce sera donc de s'assurer soit du constant renouvellement de milieux pionniers, soit du maintien artificiel à ce stade des milieux de reproduction.

L'évolution naturelle, par atterrissement et envasement des berges d'étangs prélude à une dynamique naturelle de la végétation à base d'arbustes ou des hautes herbes, peut compromettre la survie des populations de Fougère d'eau à quatre feuilles.

### **Orientations de gestion**

L'objectif principal assigné à ce site est le maintien de populations viables de crapaud Sonneur à ventre jaune et de Fougère d'eau à quatre feuilles, ce qui est globalement garanti par le caractère forestier et la gestion actuelle conduite sur les massifs.

Au niveau des points humides de la forêt et des corridors écologiques (fossés, ruisseaux, prairies...), des opérations de conservation ou de restauration des habitats vitaux peuvent être menées :

- gestion de la fréquentation sur les secteurs concernés par les espèces d'intérêt européen ;
- maintien ou restauration des habitats humides (mares, fossés, étangs), notamment en identifiant les secteurs communs de gestion des zones humides pour les oiseaux d'intérêt européen ;
- maintien d'une gestion forestière extensive à proximité des sites de reproduction du crapaud Sonneur à ventre jaune, avec en particulier maintien des conditions d'engorgements des sols ;
- maintien, voire restauration écologique des rivières, ruisseaux et des fossés pour une bonne qualité de l'eau et une bonne continuité écologique des milieux ;
- maintien des milieux prairiaux et de ses annexes (haies, mares) en périphérie du massif.

### **Exemples de mesures pouvant être proposées**

#### **Une gestion de la fréquentation**

La maîtrise de la fréquentation est surtout nécessaire à proximité des sites de reproduction du crapaud Sonneur à ventre jaune et au niveau des étangs abritant *Marsilea quadrifolia*. Elle passe par :

- une information préventive des usagers de la forêt et des propriétaires concernés ainsi que des organismes gestionnaires (ONF, CRPF, coopératives forestières) notamment en ce qui concerne les exigences des espèces citées ci-avant ;
- la mise en place de mesures de protection et de création des zones humides favorables en substitution aux ornières sur les voies forestières qui ont vocation à être comblées ;
- des modalités d'utilisation adaptées des chemins forestiers notamment pendant les périodes de reproduction privilégiées des espèces.

#### **Gestion forestière**

Les modes de gestion forestière productive de ces massifs (gestion en futaie régulière ou irrégulière, coupe à blanc ou non) ont une influence sur l'attractivité des sites utilisés par les amphibiens ; elles ont jusqu'alors permis le maintien de populations intéressantes d'espèces d'intérêt européen. La prise en compte de ces populations dans les plans de gestion des forestiers publics et privés doit se poursuivre.

Une cohérence entre les calendriers des guides d'intervention en forêt et les exigences écologiques des oiseaux (ZPS) et notamment les amphibiens (SIC) sera recherchée.

La présence d'une réserve biologique dirigée et la mise en place d'une Réserve biologique intégrale par l'ONF permettent de maintenir à long terme la richesse d'un milieu naturel, de garantir sa pérennité et de faciliter un suivi scientifique et technique.

#### **Des mesures ponctuelles à caractère incitatif**

Plusieurs types de mesures agri-environnementales proposées aux exploitants agricoles peuvent concourir au maintien ou à la restauration de milieux prairiaux :

- maintien ou rétablissement d'une exploitation extensive des prairies (fauche ou pâturage), notamment en bordures de cours d'eau ou en lisière forestière ;
- reconversion de cultures en prairies, en vue de conforter les espaces à dominante prairiale ;
- entretien ou restauration de haies ;
- restauration ou récréation de mares en prairies.

Il s'agit avec ces mesures, de préserver la qualité des zones d'alimentation ou de reproduction des

amphibiens en maintenant la gestion productive actuelle ou en la faisant évoluer ponctuellement vers des pratiques plus favorables.

### **Suivis scientifiques**

Ce programme d'actions fera l'objet de suivis scientifiques et techniques afin de permettre, tous les six ans, une évaluation objective de la pertinence des mesures choisies.

### **Cohérence des politiques publiques**

En premier lieu, il faudrait veiller à la cohérence des mesures précédentes et des projets d'aménagement forestiers, aides à l'investissement forestier, réglementations de boisement, Plans Locaux d'Urbanisme, autorisations de drainage, aides agricoles etc. Les nouveaux documents d'aménagement et de gestion des forêts inclus dans le périmètre doivent notamment prendre en compte la conservation des milieux et les enjeux liés à la présence d'espèces de l'annexe II de la directive « Habitats, Faune-Flore ».

### **Le document d'objectifs de gestion**

Pour l'application des directives « Oiseaux » et « Habitats, Faune-Flore », la France a mis en avant le choix concerté des moyens de gestion et s'est engagée à produire pour chaque site un document d'objectifs. Réalisé par un opérateur technique, désigné au sein d'un comité de pilotage qui rassemble les divers acteurs locaux, ce document dresse un état des lieux des habitats et espèces, définit les mesures de gestion nécessaires et estime leur coût. Une fois validé, le document d'objectifs est approuvé par le préfet.

Suite à la désignation éventuelle du site, cette démarche pourra être lancée sur ce site.



## Forêt de Cîteaux et environs

Directive « Habitats-  
Faune-Flore »

### FICHE TECHNIQUE

**N°SIC : FR2601013**

**Surface du site en Bourgogne : 13 284 ha**

(Côte d'or : 12 681 ha ; Saône-et-Loire : 603 ha)

**Sites désignés au titre de la directive « Oiseaux » 79/409/CEE à proximité :**

FR2612007 FORET DE CITEAUX ET ENVIRONS

**ZNIEFF concernées :**

00370000 FORET DE CITEAUX ET D'IZEURE  
00370001 HAUTE-FORET DE CITEAUX  
00370002 BOIS DES GRANDES ET PETITES PLAINES  
00370003 ETANGS MILLOT ET DE SAULE

**Communes concernées et superficie en ha :**

D	COMMUNE	D	COMMUNE
21	AGENCOURT 41,6	71	ECUELLES 187,1
21	ARGILLY 2013,7	21	FLAGEY-ECHEZEUX 69,2
21	AUBIGNY-EN-PLAINE 233,9	21	GERLAND 1216,5
21	AUVILLARS-SUR-SAONE 32,5	21	GLANON 47,1
21	BAGNOT 810,3	21	IZEURE 801,9
21	BESSEY-LES-CITEAUX 484,5	21	LABERGEMENT-LES-SEURRE 864,9
21	BONCOURT-LE-BOIS 395,6	21	MAGNY-LES-AUBIGNY 215,3
21	BONNENCONTRE 264,3	21	MONTMAIN 880,9
21	BROIN 865,3	21	NOIRON-SOUS-GEVREY 144,4
21	CHARREY-SUR-SAONE 244,3	71	PALLEAU 416,0
21	CHIVRES 110,6	21	POUILLY-SUR-SAONE 7,1
21	CORBERON 441,8	21	SAINT-NICOLAS-LES-CITEAUX 1518,4
21	CORCELLES-LES-CITEAUX 287,2	21	VILLEBICHOT 128,5
21	CORGENGOUX 309,2	21	VILLY-LE-MOUTIER 252,0

Col « D » départements : 21 : Côte-d'Or, 71 : Saône-et-Loire

**Espèces de l'annexe II de la directive 92/43/CEE :**

Groupe	Nom français	Nom scientifique	Statut biologique	
			Hivernage	Reproduction
AMPHIBIEN	Sonneur à ventre jaune	<i>Bombina variegata</i>	X	X
MAMMIFERE	Barbastelle d'Europe	<i>Barbastella barbastellus</i>		
INSECTE	Le grand capricorne	<i>Cerambyx cerdo</i>		
FLORE	Fougère d'eau à 4 feuilles	<i>Marsilea quadrifolia</i>		

**Habitats d'intérêt communautaire (annexe I de la directive 92/43/CEE) :**

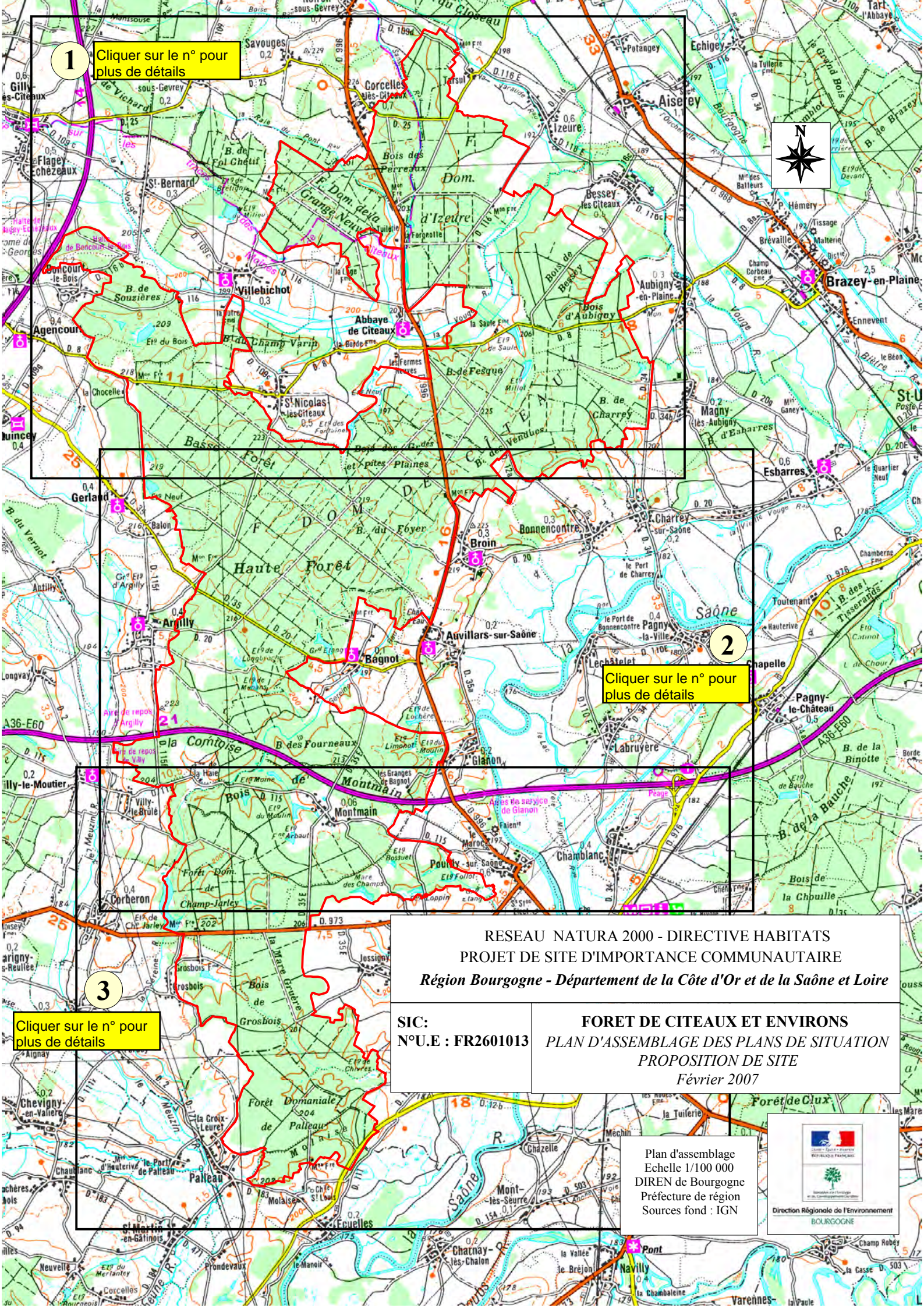
Code Corine, intitulé de l'habitat	Code N2000
22.41 Végétations aquatiques flottantes libres	3150
37.1 Communautés hautes à Reine des prés	6430
37.7 Ourlets humides à grandes herbes	6430
41.24 Chênaies charmaies acidoclinales	9160

**Autres espèces remarquables sur le site :**

Groupe	Nom français	Nom scientifique	Statut de protection					Statut biologique - observations
			O1	H4	H5	N	B	
AMPHIBIEN	Crapaud calamite	<i>Bufo calamita</i>		X		X		
AMPHIBIEN	Grenouille agile	<i>Rana dalmatina</i>		X		X		
AMPHIBIEN	Rainette verte	<i>Hyla arborea</i>		X		X		
AMPHIBIEN	Salamandre tachetée	<i>Salamandra salamandra</i>				X		
MAMMIFERE	Chat sauvage	<i>Felis silvestris</i>		X		X		
MAMMIFERE	Crossope aquatique	<i>Neomys fodiens</i>				X		
MAMMIFERE	Hermine	<i>Mustela erminea</i>						
MAMMIFERE	Musaraigne bicolore	<i>Crocidura leucodon</i>						
MAMMIFERE	Pipistrelle de Kuhl	<i>Pipistrellus kuhli</i>		X		X		
MAMMIFERE	Putois	<i>Mustela putorius</i>			X			
OISEAU	Pic épeichette	<i>Dendrocopos minor</i>				X		Nidification
OISEAU	Torcol fourmilier	<i>Jynx torquilla</i>				X		Nidification
OISEAU	Bondrée apivore	<i>Pernis apivorus</i>	X			X		Nidification
OISEAU	Pic cendré	<i>Picus canus</i>	X			X		Nidification
OISEAU	Pic mar	<i>Dendrocopos medius</i>	X			X		Nidification
OISEAU	Pic noir	<i>Dryocopus martius</i>	X			X		Nidification
OISEAU	Pie-grièche écorcheur	<i>Lanius collurio</i>	X			X		Nidification
OISEAU	Busard Saint-martin	<i>Circus cyaneus</i>	X			X		
OISEAU	Busard cendré	<i>Circus pygargus</i>	X			X		
OISEAU	Cigogne noire	<i>Ciconia nigra</i>	X			X		
OISEAU	Engoulevent d'Europe	<i>Caprimulgus europaeus</i>	X			X		
OISEAU	Alouette lulu	<i>Lullula arborea</i>	X			X		
OISEAU	Chouette de Tengmalm	<i>Aegolius funereus</i>	X			X		
OISEAU	Aigle botté	<i>Hieraaetus pennatus</i>	X			X		
FLORE	Dryoptéris écailleux	<i>Dryopteris affinis</i> subsp. <i>borrieri</i>						
FLORE	Dryoptéris voisin	<i>Dryopteris affinis</i> subsp. <i>affinis</i>						
FLORE	Faux nénuphar	<i>Nymphaea peltata</i>					X	
FLORE	Polystiche à aiguillons	<i>Polystichum aculeatum</i>						
FLORE	Potamot à feuilles capillaires	<i>Potamogeton trichoides</i>						

O1- Annexe 1 de la directive « Oiseaux », H4, H5- Annexes 4 et 5 de la directive Habitats, N- Protection nationale, B- Protection régionale.





1 Cliquez sur le n° pour plus de détails

2 Cliquez sur le n° pour plus de détails

3 Cliquez sur le n° pour plus de détails

RESEAU NATURA 2000 - DIRECTIVE HABITATS  
PROJET DE SITE D'IMPORTANCE COMMUNAUTAIRE  
*Région Bourgogne - Département de la Côte d'Or et de la Saône et Loire*

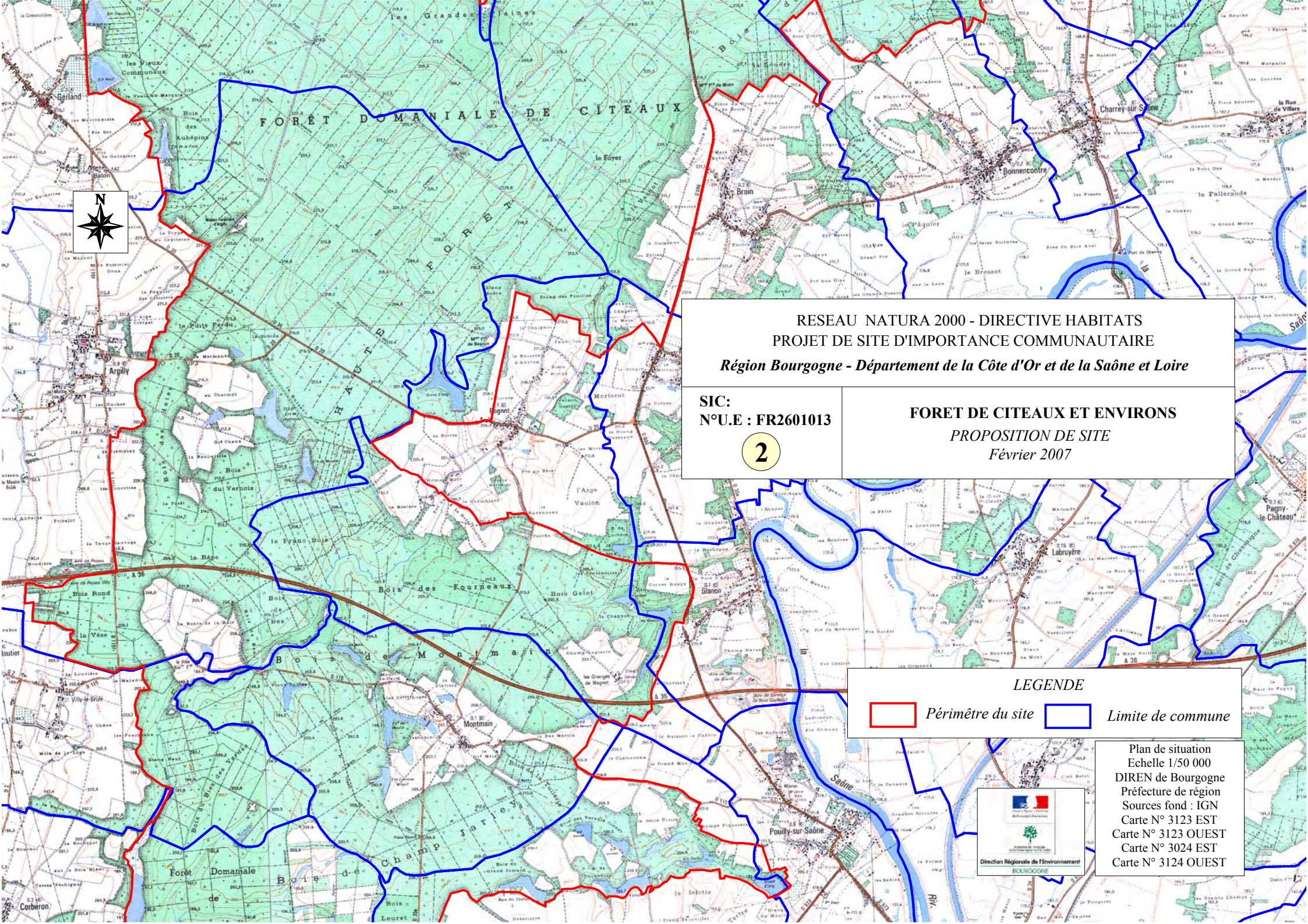
SIC:  
N°U.E : FR2601013

**FORET DE CITEAUX ET ENVIRONS**  
**PLAN D'ASSEMBLAGE DES PLANS DE SITUATION**  
**PROPOSITION DE SITE**  
Février 2007

Plan d'assemblage  
Echelle 1/100 000  
DIREN de Bourgogne  
Préfecture de région  
Sources fond : IGN







RESEAU NATURA 2000 - DIRECTIVE HABITATS  
PROJET DE SITE D'IMPORTANCE COMMUNAUTAIRE

*Région Bourgogne - Département de la Côte d'Or et de la Saône et Loire*

SIC:  
N°U.E : FR2601013

2

FORET DE CITEAUX ET ENVIRONS

PROPOSITION DE SITE

Février 2007

LEGENDE



Périmètre du site



Limite de commune



Plan de situation  
Echelle 1/50 000  
DIREN de Bourgogne  
Préfecture de région  
Sources fond : IGN  
Carte N° 3123 EST  
Carte N° 3123 OUEST  
Carte N° 3024 EST  
Carte N° 3124 OUEST



# **Commune de VILLY-LE-MOUTIER**

## **PLAN LOCAL D'URBANISME**

### **ANNEXES AU RAPPORT DE PRESENTATION**

#### **2.2.3. Extraits du dossier ZPS au titre de la Directive Oiseaux FR2612007 « Forêt de Côteaux et environs »»**

### Présentation des oiseaux d'intérêt communautaire et leurs milieux

Le projet de ZPS « Forêt de Citeaux et environs » présente de grands massifs forestiers à base de forêts feuillues de chêne pédonculé. On y observe des populations très importantes de Pics et notamment du Pic mar grâce au maintien de stades matures dans la chênaie. Cette zone se caractérise également par une présence de petits étangs intra-forestiers ou en bordure de massifs apportant une très forte diversité à la seule avifaune forestière et étant également favorable à des espèces comme la Cigogne noire ou le Busard des roseaux.

#### Exemple d'oiseaux d'intérêt communautaire présents sur le site :



Le Pic mar vit en plaine et dans les montagnes de moyenne altitude jusqu'à 700 mètres. Il fréquente les bois et les forêts de feuillus où il affectionne particulièrement les peuplements de chênes, de charmes et localement d'aulnes. L'abattage des forêts anciennes de feuillus et leur remplacement par des peuplements de pins et de sapins réduisent considérablement ses possibilités de nidification. Son aire est nettement plus réduite que celle d'autres pics et ses populations présentent de faibles densités.

Le Pic mar se nourrit très haut dans les frondaisons des vieux arbres, plutôt que sur les grosses branches et les troncs. Il fore ses cavités de nidification dans des troncs très endommagés par le climat ou les insectes. L'arbre peut être un chêne, un aulne, un noyer, un peuplier, un saule ou un bouleau. Sa nourriture se compose principalement d'insectes à différents stades de développement (adultes et larves). A la différence des autres pics, il se nourrit surtout d'insectes qu'il prélève à la surface de l'écorce ou qu'il extirpe des fissures superficielles ; rarement ses proies se situent en profondeur dans le bois.

Puisqu'il dépend des vieilles forêts caducifoliées, bien développées, la destruction et la fragmentation de ces massifs forestiers sont les menaces principales.

Le Pic noir fréquente les espaces arborés nécessaires à son alimentation et à son mode de nidification. Il affectionne indifféremment les grands massifs de conifères ou de feuillus, pourvu qu'ils possèdent de grands arbres espacés. Il se nourrit principalement de fourmis et d'insectes xylophages qu'il prélève en effectuant des perforations dans l'écorce grâce à son bec acéré. Ses sites de nourrissage privilégiés sont les arbres morts ou dépérissants, les souches gisant à terre.

Menacé à l'échelle nationale par la fragmentation des grands massifs forestiers et la coupe des vieux arbres, il est cependant encore bien représenté en Bourgogne.



Le Pic cendré est une espèce très discrète principalement présente dans les peuplements de combes (hêtraies de versant, forêts de ravin) et profitant des ouvertures dans les peuplements (parcelles en régénération, trouées naturelles). Il niche en forêt dans les cavités d'arbres principalement dans des hêtres morts ou dépérissants. La présence de zones ouvertes et dégagées est importante pour son alimentation mais la disparition de vieilles forêts et la diminution des proies causent la régression de cette espèce en France

La Cigogne noire est une espèce très rare en France même si ces effectifs sont en augmentation après avoir disparu au début du 20<sup>ème</sup> siècle. Cette espèce niche exclusivement dans les grands massifs forestiers de feuillus mais la présence de petits cours d'eau ou d'étangs semble très importante pour sa stratégie d'alimentation.



La Bondrée apivore est un rapace migrateur dépendant de massifs forestiers pour nicher. Cette espèce a besoin de milieux ouverts pour y trouver sa nourriture qui consiste essentiellement en insectes et notamment en guêpes et leurs larves qu'elle capture en les déterrants.



Le Héron pourpré est en déclin très net à l'échelle européenne suite à l'exploitation des roselières. En Bourgogne, la Bresse et ses nombreux étangs semblent être le dernier bastion de la reproduction importante pour cette espèce et des observations récentes dans les étangs proches de la forêt de Citeaux sont des gages d'avenir pour la recolonisation du Val de Saône.

Le Busard des roseaux présente des effectifs très variables en France qui restent cependant assez faibles, notamment en Bourgogne. Inféodé aux milieux humides comme les étangs et les zones marécageuses pourvus de roselières, il s'adapte aussi aux grands étendues de friches et de prairies.

## Conditions de maintien des populations d'espèces et de leurs habitats naturels

Le maintien d'un bon niveau de population de ces espèces aux exigences écologiques différentes dépend surtout de la qualité des habitats de nidification et d'alimentation mais également d'une certaine quiétude sur les lieux de reproduction.

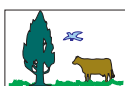


Des espaces forestiers importants avec présence de vieux peuplements permettent des densités intéressantes pour les Pics mais également la présence d'espèces rares comme la Cigogne noire.



Les étangs et cours d'eau intraforestiers et en bordure constituent la base d'alimentation pour la Cigogne noire, le Busard des roseaux et le Héron pourpré.

Leur maintien et l'entretien des roselières permettra la reproduction d'espèces provenant des zones humides environnantes.



Les prairies de la zone constituent des zones d'alimentation complémentaires pour certains oiseaux (bondrée apivoire, milan noir, busards, espèces migratrices...) ou des zones vitales pour la Pie-Grièche écorcheur.

## Facteurs d'évolution

### Influence des activités humaines



Le traitement en futaie régulière des grands massifs forestiers génère la perte de certains stades matures en futaies feuillues indispensables à la reproduction de certaines espèces. Quelques secteurs de forêts ont fait l'objet de reboisements en essences résineuses ou exotiques qui peuvent favoriser la présence de certaines espèces (Mésange noire, Mésange huppé) mais qui restent peu propices aux espèces caractéristiques d'intérêt communautaire de la zone lorsque les surfaces sont importantes avec des traitements sylvicoles simplifiés. La présence de coupes de régénération est favorable à la diversité des espèces à l'échelle de l'ensemble du massif forestier. La mise en place d'une Réserve biologique intégrale par l'ONF a permis de maintenir à long terme la richesse du milieu naturel, de garantir sa pérennité et de faciliter un suivi scientifique et technique et d'étudier notamment l'évolution des espèces dans ce milieu.



Certaines espèces comme la Cigogne noire sont très sensibles au dérangement pendant la période de nidification en forêt ; des dérangements répétés liés à une surfréquentation touristique des sites peuvent entraîner l'abandon de la couvée.



A proximité du site, la modernisation agricole, favorisée par les aménagements fonciers ainsi que les mises en culture des prairies ont entraîné la suppression de haies, de boqueteaux et de petits bois pour évoluer vers de grands ensembles plus faciles à cultiver. De plus, l'intensification de certaines pratiques agricoles utilisant des pesticides est préjudiciable pour les oiseaux.

### Evolution naturelle

*En l'absence d'entretien des milieux ouverts, ceux-ci risquent de se boiser spontanément et progressivement. Si cette évolution générale favorise les espèces forestières, elle condamne les oiseaux inféodés aux prairies et secteurs ouverts intra-forestiers et aux zones humides aux alentours des zones d'étangs.*



## **Orientations de gestion**

Les orientations de gestion proposées concernent les oiseaux et leurs habitats vitaux énoncés dans le premier cadre de la fiche. .

L'objectif principal assigné à ce site est le maintien de populations viables d'oiseaux de la directive oiseaux. ce qui nécessite la conservation ou la restauration de leurs habitats vitaux (maintien de stades mûres en futaies feuillues et de zones ouvertes intra-forestières), assorti d'un contrôle de la fréquentation.

### **Exemples de mesures pouvant être proposées**

#### **Des mesures ponctuelles à caractère incitatif**

Sur des secteurs précis, des mesures contractuelles peuvent être proposées en matière forestière ou agricole (sous forme de CAD) ou en terme de gestion de milieux non productifs. Les actions suivantes peuvent ainsi être contractualisées :

- favoriser des peuplements forestiers variés en essences et âges,
- conserver des lisières diversifiées et des îlots de vieillissement comme la réserve biologique intégrale.
- restaurer les boisements des berges des cours d'eau,
- maintien des surfaces en herbe,
- restauration et entretien des haies et bosquets,
- éviter les travaux forestiers lors de la période de reproduction de certaines espèces sensibles au dérangement.

Il s'agit avec ces mesures, de préserver la qualité des zones d'alimentation ou de reproduction des oiseaux en maintenant la gestion productive actuelle ou en la faisant évoluer vers des pratiques plus favorables ponctuellement.

#### **Des mesures foncières et une gestion active**

Dans certains cas où les espaces ne sont plus entretenus, la mise en place d'une gestion active passe par une restauration des milieux favorables après une acquisition éventuelle par une collectivité ou une association.

#### **Une gestion de la fréquentation**

La maîtrise de la fréquentation avec un encadrement du développement des activités de pleine nature est surtout nécessaire à proximité des sites de nidification. Une information des usagers par rapport aux périodes de nidification de certaines espèces sensibles au dérangement et à la destruction des nids et un suivi peuvent ainsi être mis en place.

#### **Suivis scientifiques**

Ce programme d'actions fera l'objet de suivis scientifiques et techniques afin de permettre une évaluation objective tous les six ans de la pertinence des mesures choisies, avec notamment le comptage régulier des espèces patrimoniales en reproduction ainsi que le suivi des espèces liées aux milieux forestiers et ouverts.

#### **Cohérence des politiques publiques**

Veiller à la cohérence des mesures précédentes et des projets d'aménagement forestiers, les aides à l'investissement forestier, les réglementations de boisement, les PLU, etc. Les plans d'aménagement de la forêt de Citeaux étant actuellement en cours de révision, les projets de nouveaux documents d'aménagement doivent prendre en compte la conservation des milieux et les enjeux liés à la présence d'espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire.

## **Le document d'objectifs de gestion**

Pour l'application des directives oiseaux et habitats, la France a mis en avant le choix concerté des moyens de gestion au niveau de chaque site et s'est engagée à produire pour chaque site un document d'objectifs. Réalisé par un opérateur technique, désigné au sein d'un comité de pilotage qui rassemble les divers acteurs locaux, ce document dresse un état des lieux des habitats et espèces, définit les mesures de gestion nécessaires et estime leur coût. Une fois validé, le document d'objectifs est approuvé par le préfet.

Suite à la désignation éventuelle du site, cette démarche pourra être lancée.



NL  
PC

**MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**Arrêté portant désignation du site Natura 2000 Forêt de Cîteaux et environs  
(zone de protection spéciale)**

NOR :	D	E	S	N	O	S	S	O	1	8	8	A
-------	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

La ministre de l'écologie et du développement durable,

Vu la directive 79/409/CEE du Conseil du 2 avril 1979 modifiée concernant la conservation des oiseaux sauvages, notamment son article 4 et son annexe I ;

Vu le code de l'environnement, notamment le II et le III de l'article L. 414-1, et les articles R. 414-2, R. 414-3, R. 414-5 et R. 414-7 ;

Vu l'arrêté du 16 novembre 2001 relatif à la liste des espèces d'oiseaux qui peuvent justifier la désignation de zones de protection spéciale au titre du réseau écologique européen Natura 2000 selon l'article L. 414-1-II (1<sup>er</sup> alinéa) du code de l'environnement ;

Vu les avis des communes et des établissements publics de coopération intercommunale concernés ;

**Arrête :**

**Art. 1<sup>er</sup>** - Est désigné sous l'appellation « site Natura 2000 Forêt de Cîteaux et environs » (zone de protection spéciale FR2612007) l'espace délimité sur la carte au 1/100000 ci-jointe, s'étendant sur une partie du territoire des communes suivantes :

1° Dans le département de la Côte-d'Or : Agencourt, Argilly, Aubigny-en-Plaine, Auvillars-sur-Saône, Bagnot, Bessey-lès-Cîteaux, Boncourt-le-Bois, Bonnencontre, Broin, Charrey-sur-Saône, Chivres, Corberon, Corcelles-lès-Cîteaux, Corgengoux, Flagey-Echézeaux, Gerland, Glanon, Izeure, Labergement-lès-Seurre, Magny-lès-Aubigny, Montmain, Noiron-sous-Gevrey, Pouilly-sur-Saône, Saint-Nicolas-lès-Cîteaux, Villebichot, Villy-le-Moutier ;

2° Dans le département de la Saône-et-Loire : Palleau, Écuellen.

**Art. 2** - La liste des espèces d'oiseaux justifiant la désignation du « site Natura 2000 Forêt de Cîteaux et environs » figure en annexe au présent arrêté.

Cette liste ainsi que la carte visée à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus peuvent être consultées aux préfectures de la Côte-d'Or, de la Saône-et-Loire, à la direction régionale de l'environnement de Bourgogne, ainsi qu'à la direction de la nature et des paysages au ministère de l'écologie et du développement durable.

**Art. 3** - Le directeur de la nature et des paysages est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le

**6 AVR. 2006**



**Nelly OLIN**

## Annexe

### A l'arrêté de désignation du site Natura 2000 FR2612007 Forêt de Citeaux et environs (zone de protection spéciale)

#### Liste des espèces d'oiseaux justifiant cette désignation

##### 1 - Liste des espèces d'oiseaux figurant sur la liste arrêtée le 16 novembre 2001 justifiant la désignation du site au titre de l'article L.414-1-II (1<sup>er</sup> alinéa) du code de l'environnement

A022	Blongios nain	<i>Ixobrychus minutus</i>
A072	Bondrée apivore	<i>Pernis apivorus</i>
A082	Busard Saint-Martin	<i>Circus cyaneus</i>
A084	Busard cendré	<i>Circus pygargus</i>
A081	Busard des roseaux	<i>Circus aeruginosus</i>
A030	Cigogne noire	<i>Ciconia nigra</i>
A224	Engoulevent d'Europe	<i>Caprimulgus europaeus</i>
A029	Héron pourpré	<i>Ardea purpurea</i>
A229	Martin-pêcheur d'Europe	<i>Alcedo atthis</i>
A073	Milan noir	<i>Milvus migrans</i>
A074	Milan royal	<i>Milvus milvus</i>
A234	Pic cendré	<i>Picus canus</i>
A238	Pic mar	<i>Dendrocopos medius</i>
A236	Pic noir	<i>Dryocopus martius</i>
A338	Pie-grièche écorcheur	<i>Lanius collurio</i>

##### 2 - Liste des autres espèces d'oiseaux migrateurs justifiant la désignation du site au titre de l'article L.414-1-II (2<sup>ème</sup> alinéa) du code de l'environnement

A085	Autour des palombes	<i>Accipiter gentilis</i>
A155	Bécasse des bois	<i>Scolopax rusticola</i>
A099	Faucon hobereau	<i>Falco subbuteo</i>
A298	Rousserolle turdoïde	<i>Acrocephalus arundinaceus</i>

**Nelly OLIN**





# **Commune de VILLY-LE-MOUTIER**

## **PLAN LOCAL D'URBANISME**

### **ANNEXES AU RAPPORT DE PRESENTATION**

#### **2.2.4. Fiche ZNIEFF «Etang de Grand Borne»**

Ce document fait partie d'un fichier couvrant l'ensemble des Z.N.I.E.F.F. de Bourgogne et diffusé notamment à toutes les communes concernées. Il s'accompagne d'une jaquette de présentation générale. Vous pouvez obtenir renseignements et conseils concernant les Z.N.I.E.F.F. et la protection des milieux naturels auprès de la :

**Direction Régionale de l'ENVIRONNEMENT**  
6, rue Chancelier de l'Hospital  
21000 Dijon

Réalisé par  
l'Observatoire Régional de l'Environnement de Bourgogne,  
avec la participation financière du Conseil régional de Bourgogne  
et de la DIREN de Bourgogne



# Z N I E F F

## BOURGOGNE

### Etang de Grand Borne

Commune : Villy-le-Moutier (Côte d'Or)

← ZNIEFF n° 1015.0000

Une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique (ZNIEFF) est un territoire où les scientifiques ont identifié des éléments rares, remarquables, protégés ou menacés du patrimoine naturel.

La zone de l'Etang de Grande Borne est inscrite à l'inventaire des ZNIEFF. Cette fiche vous permettra d'intégrer ces éléments dans tout projet de planification ou d'aménagement.

#### CARACTERISTIQUES DE LA ZONE

- Superficie : 48 ha
- Milieu(x) naturel(s) : ETANG
- Protection existante au titre de la protection de la nature : AUCUNE
- Intérêt : REGIONAL
- Date des données : 1991

Cette chaîne d'étangs, à l'ouest de Villy-le-Moutier, est insérée dans un vaste massif forestier. ■

### Les étangs bourguignons

Chaque étang a sa personnalité dictée par les conditions locales. Le plus souvent, la végétation s'y répartit en ceintures, de manière concentrique en fonction de la profondeur de l'eau. Ces ceintures accueillent une faune dont la diversité est liée à cette organisation. Les oiseaux d'eau sont les éléments les plus spectaculaires des étangs, qu'ils utilisent pour nicher, comme lieu d'hivernage ou de halte migratoire. La richesse de ces milieux repose à la fois sur la végétation, qui comporte des espèces rares et protégées, et sur la faune. Les insectes liés au milieu aquatique, les poissons, les batraciens et même les mammifères, apportent une diversité biologique importante à un grand nombre d'étangs.

En Bourgogne, ils ont tous été créés par l'Homme, essentiellement pour des raisons piscicoles. Très nombreux dans la Bresse ou la Puisaye, où la nature imperméable du sous-sol le permet, ils attirent pêcheurs et promeneurs. L'environnement agricole peut constituer une source importante de banalisation des étangs. Les fertilisants, apportés par le ruissellement, modifient la composition de l'eau, et appauvrissent la flore. Les étangs sont souvent utilisés pour les loisirs: cela nécessite le maintien de zones inaccessibles au public, nécessaires à la tranquillité de la faune. ■



## UN PATRIMOINE A PRESERVER

La diversité des êtres vivants - la biodiversité - est reconnue comme un élément essentiel des richesses terrestres, au même titre que l'eau ou les ressources géologiques. Son maintien passe par la protection des espèces, des habitats qui leur sont nécessaires, et des processus qui permettent la conservation ou la formation de ces habitats.

### LES PLANTES DES LIMONS...

En période d'assèchement, les limons se couvrent d'une végétation spécifique, à cycle reproductif très rapide. Cette végétation est bien développée sur l'ensemble des étangs avec en particulier une Laïche (*Carex bohemica*), rare en Bourgogne, mais abondante ici.



Salicaria (*Lythrum salicaria*)  
La Grande Flore en couleurs de G. Bonnier

### UNE FLORE VARIEE...

La flore des bords d'étang est variée et montre de nombreux faciès différents avec le Gnaphale des marais (*Filaginella uliginosa*), la Salicaire (*Lythrum salicaria*), l'Oenanthe aquatique (*Oenanthe aquatica*) ou la Renouée à feuilles de patience (*Polygonum lapathifolium*).



Renouée à feuilles de patience (*Polygonum lapathifolium*)  
La Grande Flore en couleurs de G. Bonnier

### LES OISEAUX D'ETANG...

La proximité forestière et les ceintures de végétation (🌿) développées permettent à de nombreux oiseaux d'eau de fréquenter ces étangs.

### LEXIQUE

🌿 **ceintures de végétation** : répartition de la végétation sous forme de zones concentriques autour d'une surface d'eau.

## CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE

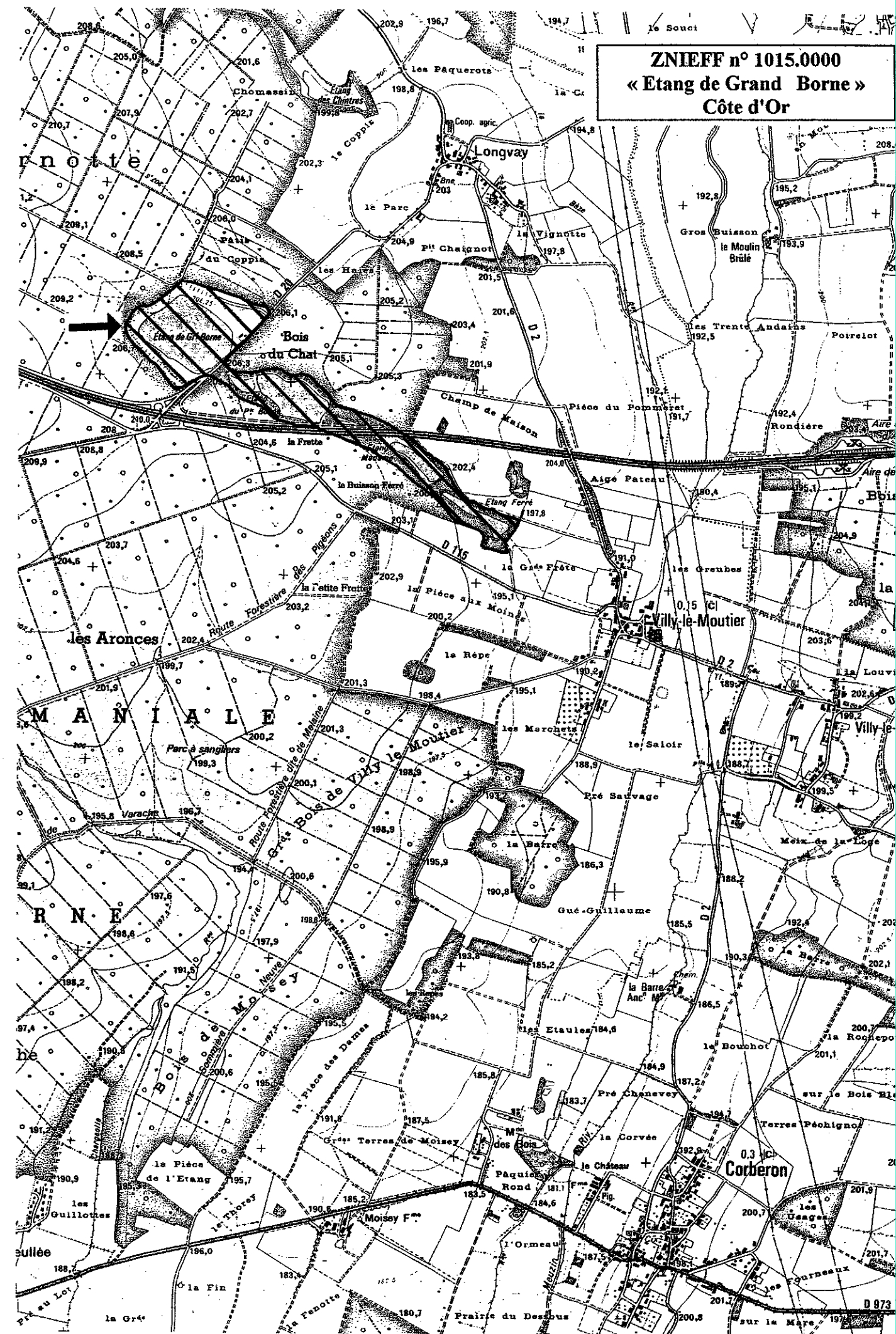
Ce patrimoine ne pourra être sauvegardé que si l'on est attentif à la qualité des milieux naturels. Afin de conserver l'intérêt écologique du site, il est important de maintenir l'organisation végétale de l'étang : en veillant à limiter les apports

susceptibles de nuire à la qualité des eaux. Il est aussi nécessaire d'organiser, dans l'espace et dans le temps, les activités de loisirs qui pourraient perturber ces espaces naturels. ■



3024 est (Nuit-St-Georges) - 1/25 000

© IGN - PARIS - 1995  
Autorisation N° 520269





# **Commune de VILLY-LE-MOUTIER**

## **PLAN LOCAL D'URBANISME**

### **ANNEXES AU RAPPORT DE PRESENTATION**

#### **2.2.5 Fiches d'orientations « Restaurer et construire en Côte d'Or »**

Transcription réglementaire et prescriptions:

Des dispositions différentes peuvent être envisagées, dans le cadre d'une étude au cas par cas, en fonction de particularismes locaux ou lorsque le projet apparaît comme une réelle œuvre de création.

- \* L'enduit sera réalisé soit par mélange de chaux NHL, CL ou DL + sables locaux + pigments éventuels, soit par un produit tout prêt.
- \* L'enduit reprendra la teinte d'origine si celle-ci est encore visible sur le bâtiment, ou la tonalité de la pierre locale dans les autres cas, de manière à se fondre dans le paysage (cf. fiche « les couleurs » ou palette locale disponible en mairie lorsqu'elle existe).
- \* La finition sera
  - traditionnelle épaisse (à 3 passes) avec parement « taloché fin ».
  - traditionnelle mince (à 2 passes) non dressée, dessinant sans surépaisseur des encadrements réguliers. Le parement sera « lissé à la truelle » ou « jeté au balai ».
  - à joints beurrés (dite aussi à pierre vue), avec parement raclé à la truelle.
  - talochée fin, sans baguette d'angle.
  - talochée fin, non dressée.
  - donnée par un badigeon à base de chaux et coloré par des ocres, par une peinture minérale ou par une lasure suivant la nature du support.
  - en bardage bois peint ou traité aux sels métalliques pour permettre un vieillissement naturel.
- \* Lorsqu'ils ne sont pas réalisés en pierre ou en brique, les encadrements seront soulignés par un ton ou une finition différant légèrement du corps d'enduit.
- \* Les chaînages d'angle seront recouverts s'ils sont d'aspect irrégulier.
- \* Le décor d'enduit existant sera repris à l'identique (dessin, finition et teintes).
- \* Le mur de clôture aura un aspect à joints vifs, sans mortier apparent.

Procédures

Les créations ou modifications de façades nécessitent le dépôt en mairie :

⇒ d'un Permis de Construire dans les cas prévus à l'article L. 421-1 du Code de l'Urbanisme,

⇒ d'une Déclaration de Travaux dans les autres cas (art. L422-2).

Les créations ou modifications de clôtures nécessitent le dépôt en mairie :

⇒ d'une Déclaration Préalable dans les cas prévus à l'article L. 441-1 du Code de l'Urbanisme.

Dans tous les cas, lorsque l'immeuble se trouve situé à l'intérieur d'un espace protégé, le projet est soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France (abords de monuments historiques, secteurs sauvegardés, Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager, sites inscrits ou classés).

Pour vous renseigner

- Mairie
- Direction Départementale de l'Équipement et ses subdivisions  
57 rue de Mulhouse 21000 Dijon 03.80.29.44.44
- Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine  
39 rue Vannerie 21000 Dijon 03.80.68.42.85
- Fax. 03.80.68.42.86 sdap.cote-d'or@culture.gouv.fr
- Informations nationales et régionales : www.culture.gouv.fr
- Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement  
24 rue de la Préfecture 21000 Dijon 03.80.30.02.38
- Maisons Paysannes de France,  
Mme DULERY Le Logis 21310 Bézouotte 03.80.36.57.03
- Conseil Régional de l'Ordre des Architectes  
7 Bd W.Churchill 21000 Dijon 03.80.28.90.03

Pour établir et réaliser votre projet

- Architectes (tableau régional disponible aux adresses ci-dessus)
- Artisans spécialisés en restauration du patrimoine (Chambre des Métiers 18 rue Chabot-Charny 21000 Dijon 03.80.63.13.50)
- Constructeurs de maisons individuelles



PREFECTURE DE LA COTE D'OR



Service  
Départemental de  
l'Architecture et du  
Patrimoine de la  
Côte d'Or

Direction  
Départementale  
de l'Équipement  
Côte d'Or



Bibliographie

- Restaurer sans défigurer, J-F DEVALIERE,
- Le petit guide illustré de la chaux, F.CARLI, les cahiers de Terres et Couleurs, 2001
- Habiter en Morvan, Parc Naturel Régional du Morvan, 2000
- L'architecture rurale et bourgeoise en France, G.DOYON et R.HUBRECHT, éd. V.Fréal et Cie, 1969
- L'architecture rurale française- Bourgogne, R.BUCAILLE, éd.Berger-Levrault, 1980
- Les couleurs de la France, J.P. LENCLOS, éd. du Moniteur, 1990
- Dicobat, J. de VIGAN, éd. Arcature
- Maisons Paysannes de France (revue)
- DTU 26-1

Conception et réalisation SDAP 21 , juin 2004 clichés ©SDAP 21

Service  
Départemental  
de  
l'Architecture  
et du  
Patrimoine de  
Côte d'Or

construire ou restaurer

L'ASPECT DES MURS

L'enduit souligne les encadrements, sans surépaisseur

Les pierres nues ou les joints beurrés sont des cas particuliers

L'enduit décore et protège

Diversité des matériaux, diversité des finitions

Sans enduit ou sous un mauvais enduit, la pierre peut souffrir et se désagréger

Cette fiche est destinée à orienter les projets de construction neuve autant que de rénovation ou de réhabilitation. Elle s'appuie sur les observations réalisées sur l'ensemble du département de la Côte d'Or. Elle ne peut toutefois refléter tous les cas particuliers et donne ainsi des orientations générales, à nuancer en cas de besoin par une étude spécifique, notamment quand le projet apparaît comme une réelle œuvre de création.

Fiches disponibles ou prévues:

- Le volet paysager du Permis de Construire
- L'implantation des constructions
- La volumétrie et les niveaux
- L'aspect des murs
- Les baies et les menuiseries
- La couverture
- L'utilisation des combles
- Les couleurs
- Les clôtures
- Les coffrets (EDF GDF...)
- Les devantures et les enseignes

En Côte d'Or, où la pierre a toujours été appréciée tant pour sa résistance et sa capacité à être sculptée que pour sa couleur blonde et chaude, la peau du bâtiment revêt une importance considérable.

Il ne faut cependant pas oublier les murs de brique du Val de Saône avec leur décor traditionnel (encadrements, corniches voire redents de pignon).

Egalement dans le Val de Saône, mais aussi dans les bourgs et jusqu'au nord du département, subsistent de nombreux exemples de constructions en pans de bois. Recouvertes d'un lattis et d'un enduit après le grand incendie de Rennes en 1620, au moins dans les villes, elles montrent à nouveau la géométrie de leur façades.

Bois apparents ou bois cachés, murs enduits ou pierres vues, crépis simple ou à faux appareil, chaque époque a apporté ses modes, évitant ainsi la monotonie.

Il reste cependant un grand sentiment d'unité qui fait l'attrait de notre département. Que l'on construise ou que l'on restaure, la connaissance des techniques anciennes et des autres solutions modernes permet de respecter cette unité tout en répondant aux besoins actuels et en affirmant sa personnalité.

Même modestes tous travaux altèrent ou au contraire valorisent notre cadre de vie.



Les matériaux traditionnels :

LE MUR DE PIERRE

Constitué de pierres locales assemblées avec du mortier de chaux (voir encadré) et de sable qui provient de l'érosion de ces mêmes pierres, le mur est un ensemble cohérent où chaque matériau est en adéquation avec son voisin. Son épaisseur varie généralement de 50 à 80 cm.

Ce mur n'est pas une barrière étanche. L'épaisseur de pierre offre une forte inertie thermique (habitat frais l'été, tempéré l'hiver). La relative porosité du matériau implique un important échange gazeux et hydraulique avec l'atmosphère: l'humidité traverse doucement le mur, depuis le sol et dans son épaisseur. C'est ce phénomène qui assure la longévité du mur.

- Il ne faut donc pas chercher à:
- isoler un mur ancien selon des normes prévues pour le bâti contemporain.
  - rendre étanche le mur (ciment, peintures plastiques...): l'humidité remontant du sol s'y trouverait prisonnière et créerait à moyen terme (20 à 30 ans) des désordres importants.

LE MUR DE BRIQUE PLEINE

Obtenue par cuisson d'argile, la brique est le matériau traditionnel du Val de Saône. Poreuse, elle demande à être protégée de l'humidité: sa mise en œuvre requiert un savoir-faire spécifique, de même que les décors qui lui sont souvent associés. Suivant la richesse du constructeur et l'importance des décors, le mur de brique était enduit ou restait jointoyé, l'important étant d'assurer sa parfaite perméabilité à la vapeur d'eau, d'autant qu'il est moins épais que le mur de pierre (en général 22 cm).

LE MUR EN PANS DE BOIS

On le trouve autant en ville qu'en milieu rural. Le remplissage était réalisé en pierres de faible hauteur, en briques ou en pisé (pisé ou torchis = terre argileuse + paille, fixée sur des baguettes de bois). Son épaisseur est faible (17 cm environ).

Les finitions traditionnelles :

L'ENDUIT TRADITIONNEL (tableau et figures ci-dessous)  
Il assure la pérennité du mur en permettant à la vapeur d'eau de sortir sans laisser la pluie entrer. Il protège les pierres ou les briques du gel et des attaques acides. Il laisse le mur respirer et évite les moisissures. L'enduit est un régulateur hydrique et thermique. La parenté du matériau utilisé (chaux) avec celui constituant le mur (calcaire) permet un bon accrochage par réaction chimique. Sa souplesse lui permet de suivre les petites déformations ultérieures du mur sans se fissurer.

1

1° couche (facultative): *garnissage* du fond de joint et amorce de l'accrochage.

2° couche: *corps d'enduit* plus ou moins épais (selon la saillie des encadrements).

3° couche:  *finition* (1 à 2 mm) polissure de chaux (pâte de chaux + poils de vache ou crin de cheval) et/ou badigeon.

2

3

Le plat de la truelle racle d'une pierre à l'autre sans creuser.

4

ASPECT DU MUR	TYPE HABITUEL DE CONSTRUCTION	ASPECT DES ENCADREMENTS ET CHAÎNAGES	CARACTÉRISTIQUES DU REVETEMENT	ÉPAISSEUR	
Enduit épais Fig. 1	Habitation de qualité jusqu'au XIX <sup>ème</sup> siècle puis tout type de bâtiments.	En saillie d'environ 2 cm par rapport à la maçonnerie de remplissage. Si le chaînage d'angle n'est pas saillant, il peut être redessiné en faux-appareil.	Enduit à 3 couches : - un gobetis/garnissage des joints à niveau pour l'accroche (forte granulométrie) - un corps d'enduit épais (forte ou moyenne granulométrie) - une fine couche de finition (faible granulométrie), elle donne la texture finale (lisse) et peut être badigeonnée (décor et protection).	20 à 25 mm.	
Enduit mince Fig. 2	Cas général des habitations.	Au même niveau que la maçonnerie de remplissage. L'encadrement est visible, redessiné par une bande régulière (env. 17 cm de large).	Enduit à 2 couches: - un gobetis/garnissage des joints à niveau - une couche mince : polissure de chaux armée de fibres, lissée et badigeonnée ou bien enduit au balai.	Saillie sur la pierre : polissure = 2mm enduit au balai.= 5mm	
Enduit à pierre vue, ou à joints beurrés Fig. 3	Bâtiments annexes.	Au même niveau que la maçonnerie de remplissage. Les irrégularités des encadrements restent visibles.	1 couche : Garnissage des joints et finition en une seule passe. Seul le surplus de mortier est enlevé par la truelle. Les morceaux de pierre restant visibles sont colorés par la laitance.	Bouche tous les creux, au ras des pierres saillantes.	
Cas particuliers	Jointoiement Fig. 5	Bâtiments de grande qualité, en pierre de taille (arêtes parfaites), à joints de largeur constante.	L'ensemble des pierres est visible.	Joints dans le ton de la pierre, à niveau, de même texture (brossés) ou lissés.	Au niveau de la pierre.
		Mode récente <b>A PROSCRIRE</b> sur maçonnerie de remplissage.	L'ensemble des pierres est visible, les irrégulières comme celles qui ont été dressées pour être vues.	<b>A PROSCRIRE</b> Joints de ton clairs ou gris foncés, en creux ou en saillie	
	Joints vifs cf. cliché p.1	Murs de clôture en pierre sèche.	Au même niveau que la maçonnerie de remplissage.	Néant.	Néant.
	Pans de bois Fig. 6	Immeubles urbains et fermes rurales jusqu'au XIX <sup>ème</sup> siècle.	L'ossature reste naturelle ou est peinte dans une gamme très réduite (gris, ocre, blanc et rouge).	Enduit sur le remplissage.	Au nu des bois.

Les matériaux actuels :

LE BÉTON COULÉ

Il est très utilisé dans les immeubles urbains du fait de sa grande résistance, même en faible épaisseur, et de la possibilité de lui donner un aspect lisse dès le coulage.

LES AGGLOMÉRÉS DE CIMENT

Matériau le plus répandu, notamment en construction individuelle, l'aggloméré de ciment permet une mise en œuvre rapide, même sans qualification. Il n'offre toutefois ni isolation ni inertie thermique ni aspect fini satisfaisant.

LA BRIQUE CREUSE

Ses qualités d'isolation en forte épaisseur (briques à rupture de joints) lui donnent une nouvelle attractivité, notamment dans le vignoble (cuveries). La brique creuse est enduite sauf dans quelques bâtiments à l'architecture affirmée.

Les finitions actuelles :

SUR MUR ÉPAIS (maçonnerie ancienne de pierre ou brique pleine)

⇒ Après s'être assuré de l'absence de remontées capillaires, au besoin en réalisant un drainage, la reprise en enduit traditionnel est la meilleure solution, d'autant qu'elle peut se limiter aux parties soufflées (un badigeon redonnera l'unité de teinte à l'ensemble).  
*Attention, les normes actuelles conduisent à utiliser des dosages supérieurs en chaux plus pure et des sables moins riches en fines. La tonalité générale est ainsi beaucoup plus claire et il faut la corriger, par exemple en ajoutant à la chaux une teinte à base de terre (ocre naturelle) ou de la brique concassée.*  
⇒ Sur un support ciment c'est une peinture minérale qui sera appliquée.

SUR UNE MAÇONNERIE CREUSE OU COULÉE

Diverses solutions sont possibles:  
⇒Enduits traditionnels de composition adaptée ou monocouche (agglomérés de ciment ou briques creuses),  
⇒enduit pelliculaire ou lasure (béton banché).

L'aspect fini dépendra du type du bâtiment et du cadre environnant:  
⇒secteur urbain: forte planéité de l'enduit.  
⇒bourg ou village: Un enduit non dressé évite une surface sèche ou uniforme (pas de baguette d'angle en plastique ou métal!).

UNE ARCHITECTURE INNOVANTE

Les ossatures bois, bardages divers, textures du béton... Peuvent offrir une alternative à la tradition, pourvu qu'ils soient justifiés et n'apparaissent pas comme un contraste gratuit.

Chaux ou ciment?

Tous deux sont obtenus par cuisson du calcaire. Un calcaire pur donnera de la chaux naturelle aérienne (en poudre ou en pâte): blanche, très souple, elle fait sa prise lentement par carbonatation à l'air. C'est celle qui est traditionnellement utilisée (réf. CL ou DL). Plus le taux d'impureté (argile) augmente, plus la chaux devient hydraulique (elle fait sa prise en présence d'eau): plus solide mais aussi plus résistante au passage de la vapeur d'eau et sujette à fissuration. En restauration de bâti ancien, on se limitera à la chaux hydraulique naturelle marquée NHL. Les ciments, avec ou sans additifs sont des chaux très hydrauliques, très dures et très étanches. Sur les murs, ils piègent l'humidité qui ne pourra pas ressortir et créent des microfissures (réf. NHLZ). Un badigeon est constitué de chaux pure et d'eau (lait de chaux) teinté par des colorants naturels (terres, ocres). Il peut présenter des caractéristiques bactéricides et fongicides.



L'architecture contemporaine utilise les propriétés esthétiques du béton et de ses différentes finitions.



En restauration ou en neuf, la finition et la couleur de l'enduit jouent un rôle primordial.

Principes dans un environnement traditionnel

*En abord de monument historique et plus généralement dans les centres anciens, l'objectif est de maintenir une qualité d'aspect au moins équivalente à celle existante.*

*Celle-ci passe essentiellement par une recherche d'unité avec les caractères dominants du cadre bâti environnant, basée sur le respect des principes analysés ci-dessus.*

à éviter :

Surépaisseur et irrégularité des encadrements ou chaînages

Béton à empreinte et imitation de matériaux

Mise au jour des pierres et rejointoiement au mortier de ciment. Joints en retrait ou en saillie



En réfection de bâtiments existants

- ? la **reprise d’encadrements ou de menuiseries** sera **d’aspect strictement identique au modèle existant**, ou copiée sur un modèle voisin de même époque : nombre de vantaux, panneaux, divisions, imposte, appui et jet d’eau, section apparente et mouluration des bois, dessin des petits bois.
- ? le **dormant existant sera conservé ou remplacé à l’identique**, en excluant la pose d’un second dormant augmentant la largeur apparente (modèles dits *rénovation*).
- ? Lorsque les dimensions de la baie ne sont pas normalisées, la menuiserie sera réalisée **à la demande**.
- ? le **volume des portes de grange sera conservé**, le remplissage étant adapté aux besoins nouveaux. Les **vantaux** existants seront de préférence conservés comme occultation.
- ? les menuiseries seront traitées dans le même esprit **sur toutes les façades** d’un même bâtiment (ou d’un même ensemble).

En neuf

- ? les **encadrements auront l’aspect du matériau local** (pierre de taille, briques ou traitement d’enduit), sans tablette saillante,
- ? les baies seront plus **hautes que larges, proportionnées** sur les baies traditionnelles,
- ? les **occultations** seront réalisées au moyen de volets pleins sans écharpes, persiennes, volets intérieurs et, au cas par cas, volets roulants sans coffre apparent,
- ? les **menuiseries** reprendront l’aspect général de celles du secteur,
- ? les **portes de garage** seront **carrées ou plus hautes que larges** et présenteront un aspect de **planches larges verticales sans hublots**.

Teintes

- ? la **teinte** sera choisie **dans la gamme des coloris anciens du secteur, à base de gris ou de beige colorés, ou de brun foncé**, en se référant à des documents publiés (palette colorée déposée en mairie, fiche « les couleurs »...). Sont exclus le blanc et les tons de bois naturel. D’autres teintes pourront être étudiées au cas par cas.

Procédures

Les créations ou modifications d’ouvertures nécessitent le dépôt en mairie :

- ? d’un **Permis de Construire** dans les cas prévus à l’article L.421-1 du Code de l’Urbanisme,
- ? d’une **Déclaration de Travaux** dans les autres cas (art. L422-2).

Lorsque l’immeuble se trouve situé à l’intérieur d’un espace protégé, le projet est soumis à l’avis de l’Architecte des Bâtiments de France (abords de monuments historiques, secteurs sauvegardés, zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager) ou des commissions des sites et espaces protégés (sites classés).

Pour vous renseigner

- **Mairie**
- **Direction Départementale de l’Équipement et ses subdivisions**  
57 rue de Mulhouse 21000 Dijon 03.80.29.44.44
- **Service Départemental de l’Architecture et du Patrimoine**  
39 rue Vannerie 21000 Dijon 03.80.68.42.85  
Fax. 03.80.68.42.86 sdap.cote-d’or@culture.gouv.fr  
Informations nationales et régionales : www.culture.gouv.fr
- **Conseil d’Architecture, d’Urbanisme et d’Environnement**  
24 rue de la Préfecture 21000 Dijon 03.80.30.02.38
- **Maisons Paysannes de France**,  
Mme DULERY Le Logis 21310 Bézouotte 03.80.36.57.03
- **Conseil Régional de l’Ordre des Architectes**  
7 Bd W.Churchill 21000 Dijon 03.80.28.90.03

Pour établir et réaliser votre projet

- **Architectes** (tableau régional disponible aux adresses ci-dessus)
- **Artisans spécialisés**  
(Chambre des Métiers 18 rue Chabot-Charny 21000 Dijon 03.80.63.13.50)

Bibliographie

- *Restaurer sans défigurer*, J-F DEVALIERE,
- *L’architecture rurale et bourgeoise en France*, G.DOYON et R.HUBRECHT, éd. V.Fréal et Cie, 1969
- *L’architecture rurale française-Bourgogne*, R.BUCAILLE, éd.Berger-Levrault, 1980
- *Les couleurs de la France*, J.P. LENCLOS, éd. du Moniteur, 1990
- *Dicobat*, J. de VIGAN, éd. Arcature
- *Maisons Paysannes de France* (revue)



Service  
Départemental de  
l’Architecture et du  
Patrimoine de la  
Côte d’Or

Direction  
Départementale  
de l’Équipement  
Côte d’Or



Service  
Départemental  
de  
l’Architecture  
et du  
Patrimoine de  
Côte d’Or

*construire ou restaurer*

# LES BAIES ET LES MENUISERIES



*Cette fiche est destinée à orienter les projets de construction neuve autant que de rénovation ou de réhabilitation. Elle s’appuie sur les observations réalisées sur l’ensemble du département de la Côte d’Or. Elle ne peut toutefois refléter tous les cas particuliers et donne ainsi des orientations générales, à nuancer en cas de besoin par une étude spécifique, notamment quand le projet apparaît comme une réelle oeuvre de création.*

Fiches disponibles ou prévues:

- Le volet paysager du Permis de Construire*
- L’implantation des constructions*
- La volumétrie et les niveaux*
- L’aspect des murs*
- Les baies et les menuiseries*
- La couverture*
- L’utilisation des combles*
- Les couleurs*
- Les clôtures*
- Les coffrets (EDF GDF...)*
- Les devantures et les enseignes*

La qualité d’aspect d’un environnement résulte généralement d’une unité entre les bâtiments des différentes époques même si chacune a apporté ses caractères particuliers.

**Les ouvertures ont une importance prépondérante** dans la présentation de la maison. Elles **structurent** la façade, la rendent symétrique ou irrégulière ; les volets **l’animent** ou soulignent sa rigueur. Les portes et portails hiérarchisent les accès.

Dans le **détail des menuiseries**, les profils arrondis donnent de la douceur tant en intérieur (petits bois) qu’en extérieur (jet d’eau et pièce d’appui). Les ferrures illustrent le savoir-faire des artisans. Les teintes variées quoique proches les unes des autres, permettent à chacun de se distinguer.

Le maintien de la qualité passe :

- pour les **constructions existantes** par le respect ou la reprise des dispositions d’origine tout en tenant compte des besoins nouveaux (isolation thermique et/ou phonique...),

- pour les **constructions neuves** par l’adoption de dispositions compatibles avec le cadre existant, soit en s’en rapprochant, soit dans le cas de réelles créations en dialoguant avec celui-ci par des formes innovantes.

Même modestes tous travaux altèrent ou au contraire valorisent notre cadre de vie.



## Les modèles traditionnels:



### ENCADREMENTS

L'encadrement est soigné, en pierre de taille contre laquelle l'enduit vient mourir **sans surépaisseur** ; la **tablette** d'appui est **sans saillie**, l'eau ruisselant ainsi au nu du mur sans créer de « moustaches ».

Au XIXe siècle et dans les années 1930, la brique peut remplacer la pierre ou s'y associer. Variantes :

- ? en Val de Saône, la brique d'encadrement prolonge le mur sans changement de nu,
- ? au XVe siècle, et perdurant quelquefois jusqu'au début XVIIIe, le linteau est à forme d'accolade avec chanfreins latéraux,
- ? au XVIIIème siècle, le linteau est fréquemment délardé (courbe à l'avant, droit au niveau de la menuiserie).

### FORME DES BAIES

Les baies sont **plus hautes que larges**, qu'il s'agisse des fenêtres, des petites baies d'évier (« borgnottes »), des portes ou des portails de granges. Ceci permet un éclaircissement maximum sans augmenter exagérément la longueur du linteau, élément fragile (en bois ou pierre appareillée pour les grandes portées, monolithique autrement).

### DIVISIONS DE LA BAIE

Jusqu'au XVIème siècle, l'élément transparent est un vitrail monté au plomb, en verre soufflé teinté.

Dès le XVIIème siècle, la **vitre rectangulaire** en verre soufflé (3 de large pour 4 de haut à 4 de large pour 5 de haut) donne les divisions. Le modèle courant est la fenêtre à **deux vantaux de trois vitres** des XVIIIème, XIXème et début XXème siècles, pour une baie de 100 X 155 cm environ.



### LES DÉTAILS TECHNIQUES QUI FONT LA DIFFÉRENCE VISUELLE

Pour gagner de la lumière, la **largeur des profils** est aussi **réduite** que possible, le **dormant dépasse à peine** de la feuillure.

L'**appui** est en quart-de-rond, le **jet d'eau** est en forme de doucine.

### TEINTES

Elles appartiennent *quasi* exclusivement à la gamme des **gris et des beiges**, éventuellement **colorés par des terres** (ocres jaune ou rouge, vert) ou du noir de fumée, et concernent tous les éléments en bois (fenêtres et portes-fenêtres, volets, jambages de lucarnes, galeries...). Les **teintes plus vives** sont peu nombreuses. Le **blanc et le bois non traité** sont d'un **emploi très récent et sans référence locale**. « La sobriété dans le choix des couleurs caractérise la palette bourguignonne » (J.P LENCLOS in *Les couleurs de la France*, éd. du Moniteur 1990). Cf. fiche « les couleurs ».



### OCCULTATIONS

Suivant le cas, elles sont réalisées :

- ? soit par des **volets intérieurs** se plaquant le long des ébrasements des murs,
- ? soit par des **volets extérieurs** (contrevents), pleins, à barres ou persiennés, se repliant en façade ou en tableau,
- ? soit, pour les immeubles, notamment sociaux de la fin du XIXe et du début du XXe siècles, par un **store mince** dont l'enroulement est masqué derrière un **lambrequin ouvragé**.

### PORTES ET PORTAILS

De forme plus ou moins sophistiquée suivant le standing du bâtiment, ils sont peints de **ton moyen à sombre** (modèles moulurés ou panneautés), du **ton des autres menuiseries** (modèles vitrés) ou huilés et grisés par le **vieillessement naturel** (modèles en planches assemblées). Ils peuvent être remplacés ou doublés par des ensembles vitrés.



## Les besoins actuels:

Ils sont de plusieurs ordres, parfois contradictoires :

### Besoins communs à tous types de baies :

? le besoin de **lumière** qui incite à des profils aussi minces que possible et à de grandes baies (notamment portes-fenêtres),

? la recherche **d'économies d'énergie**, traduite par :

- ? une diminution des surfaces
- ? un vitrage isolant, surtout intéressant pour amortir le bruit et éviter la condensation sur les vitres (mais coûteux)
- ? la pose de joints réduisant les entrées d'air, mais qui doivent être associés au contrôle de la ventilation si l'on veut éviter condensations et moisissures,

? l'**économie d'entretien**, qui se traduit de deux manières :

- ? le gros entretien sur le bois : tous les ans pour les vernis, tous les deux à cinq ans pour les lasures, tous les dix ans pour les peintures de qualité,
- ? le nettoyage régulier (annuel) nécessaire sur l'aluminium et le PVC. En cas d'altération, le PVC ne pourra qu'être remplacé.

? l'**économie d'investissement**, favorisant, après diagnostic, la réparation des fenêtres anciennes accompagnée de la pose de joints sous réserve du choix d'un bon artisan.

? la **sécurité** incendie et l'absence d'émanations gazeuses liées aux matériaux synthétiques.

### Quelques besoins plus particuliers :

? **portes de grange** :

- ? le changement d'affectation d'une dépendance peut conduire à adapter le portail existant pour un éclairage maximal.

? **portes de garage** :

- ? maniement facile et faible encombrement,
- ? adaptation à différents types de véhicules (camionnettes camping-cars...)

? **occultations** :

- ? solidité (résistance à la grêle),
- ? facilité de fermeture,
- ? résistance à l'effraction.

## Principes dans un environnement traditionnel

*En abord de monument historique et plus généralement dans les centres anciens, l'objectif est de maintenir une qualité d'aspect au moins équivalente à celle existante.*

*Celle-ci passe essentiellement par une recherche d'unité avec les caractères dominants du cadre bâti environnant, basée sur le respect des principes analysés ci-dessus.*

*Des dispositions différentes peuvent être envisagées, dans le cadre d'une étude au cas par cas, en fonction de particularismes locaux ou lorsque le projet apparaît comme une réelle oeuvre de création.*



# LES COULEURS



*Cette fiche est destinée à orienter les projets de construction neuve autant que de rénovation ou de réhabilitation. Elle s'appuie sur des observations réalisées sur l'ensemble du département de la Côte d'Or. Elle ne peut toutefois refléter tous les cas particuliers et donne ainsi des orientations générales, à nuancer en cas de besoin par une étude spécifique, notamment quand le projet apparaît comme une réelle œuvre de création.*

Fiches disponibles ou prévues:

Le volet paysager du Permis de Construire

L'implantation des constructions

La volumétrie et les niveaux

L'aspect des murs

Les baies et les menuiseries

La couverture

L'utilisation des combles

Les couleurs

Les clôtures

Les coffrets (EDF GDF...)

Les devantures et les enseignes

En Côte d'Or, la peau du bâtiment et les couleurs de ses différents composants sont des éléments essentiels d'insertion dans le paysage. Elles marquent la présence des bâtiments sans les imposer au regard.

Les avis sur les couleurs et les textures sont souvent **divergents**. Selon sa culture ou sa sensibilité, chacun trouve tel secteur trop triste ou telle maison trop voyante, d'où la nécessité d'une **approche objective** de ce domaine.

Rappelons que l'usage de la couleur est attesté sur nombre d'édifices anciens. Les traces en sont souvent plus perceptibles en intérieur (églises par exemple), protégé des intempéries, que sur les façades. Néanmoins, un **simple sondage** (grattage successif des différentes couches) permet souvent de retrouver les modèles d'origine.

Chaque époque présente une ou des **tendances** différentes, mais la gamme des produits disponibles limite la palette autour de **quelques dominantes**. Dans ces conditions s'est souvent établie une harmonie assez subtile, aussi éloignée des teintes fortes du Midi ou de Bretagne que de l'uniformité des enduits ou menuiseries récents.

Il convient également de signaler que le **vieillessement naturel** des parements contribue à adoucir la perception d'ensemble.

*Même modestes tous travaux altèrent  
ou au contraire valorisent notre cadre de vie.*



## Principes

Le traitement des enduits et des couleurs de la façade doit répondre à plusieurs objectifs :

- maintenir la spécificité de l'identité traditionnelle cote d'orient, qui est une richesse historique et un atout touristique. Il faut observer les exemples anciens environnants,
- éviter ainsi la banalisation liée à l'industrialisation des fabrications (notamment la teinte blanche),
- permettre à chacun d'exprimer son goût, sans céder pour autant à des phénomènes de mode également banalisants.

Les teintes seront tirées, lorsqu'elle existe, de la palette spécifique élaborée au niveau local (commune, communauté de communes, pays...).

Dans les autres cas, elles s'appuieront sur **les palettes de la présente fiche** qui présentent des gammes à « double déclic ». Les références sont celles du **RDS** (RAL Design System, reproductible par les machines des principaux fournisseurs de peinture) :

- des **teintes de base, utilisables dans tous les cas de figure** et qui constituent la dominante locale,
- des **teintes plus rares signalées par \*** liées soit à un terroir, soit à une époque, et dont l'usage nécessite le recours à une étude au cas par cas. Elles ne doivent pas devenir la règle d'un secteur (lotissement, centre de village...).

### Les nuanciers

En matière d'enduits comme de peintures, chaque fabricant a sa propre gamme. Les appellations (ton pierre par exemple) varient beaucoup de l'un à l'autre.

Il existe également des nuanciers indépendants d'usage international, en particulier

- PANTONE (réservé à l'imprimerie),
- RAL CLASSIC (teintes destinées à l'industrie),
- RDS (RAL Design System, classification normalisée indépendante des fabricants),
- NCS (Natural Color System, classification normalisée indépendante des fabricants).

## Les couleurs des murs

La couleur est obtenue

- soit par le choix du **matériau** lui-même : pierre ocre de nombreuses carrières, blanche d'Asnières (sculptures), grise d'Is-sur-Tille, rose de Premeaux (cheminées) ou de Sampans, briques du Val de Saône, tuiles rouge ou gris-jaune, laves... ;
- soit par la coloration **des joints ou des enduits** par des matières locales (sable rouge de La Roche-en-Brenil, jaune de Buffon, brique pilée) ;
- soit par un **badigeon** de lait de chaux coloré par des terres naturelles, notamment l'ocre jaune et l'ocre rouge, et appliqué sur une maçonnerie enduite à la chaux ;
- soit par des **peintures** sur les éléments en bois, notamment les colombages, les lucarnes et évidemment les menuiseries.

**Tons d'enduits** (ex. de tons des sables locaux et des ocres ajoutées)



**Tons d'enduits** (réf. RDS)



**Tons de badigeons et peintures minérales** (réf. RDS)

\* = teintes à utiliser avec vigilance, voir colonne de gauche



# Les couleurs des menuiseries et ferronneries

Les anciennes peintures associaient à l'huile de lin un élément colorant –antiseptique ou non– tel que la cendre (gris), la chaux (blanc), l'oxyde de cuivre (vert), l'oxyde de fer (brun), le sang de bœuf (grenat).












On s'en tiendra à cette gamme de tons, y compris pour les bâtiments construits au XX<sup>e</sup> siècle, **en privilégiant des tons moyens**, mieux à même de se marier avec la couleur des pierres ou des enduits.

Le terme « **menuiserie** » recouvre les fenêtres, volets, et barres d'appui. Les pentures et crémones sont peintes à l'identique de la menuiserie, surtout pas en noir. Les portes, si elles ne sont pas de la même couleur que les fenêtres, peuvent être d'une teinte plus soutenue.










La ferronnerie comprend les grilles, garde-corps, mains courantes...

## Menuiseries (réf. RDS)

\* = teintes à utiliser avec vigilance, voir colonne de gauche page 2

					
250 80 10	250 70 10	000 45 00* P	050 30 20	075 70 30*	160 50 10*
					
000 75 00	100 80 10	075 80 20	050 40 30	040 30 30*	010 20 20*

## Portails [P] - Ferronneries [F] (réf. RDS)

				
000 25 00 F	270 20 20 P	040 30 30 P	070 40 30 P	160 30 20 PF
				
010 20 20 PF	000 45 00* P	030 40 10 P	085 30 10 PF	

Les échantillons de cette fiche sont produits à titre indicatif, seules les références RDS permettent d'obtenir la couleur réelle dont on cherchera à s'approcher pour établir son propre projet.

*Certains bâtiments jouent un rôle particulier dans la composition de notre espace. Issus de l'histoire ou de la création contemporaine, ces « points de repère » rythment la ville en dérogeant souvent aux palettes traditionnelles.*



### Attention

Le **choix** d'une couleur est une opération **difficile**. La teinte choisie sur un nuancier à la **lumière du jour** peut donner des résultats **très différents** selon :

- la **taille** du support à traiter,
- l'**aspect de la surface** (lisse/grenue, mate/brillante...),
- les couleurs des **surfaces voisines** (sur la façade ou les immeubles voisins)
- pour les enduits naturels, le degré et la vitesse de séchage.

Un **essai en vraie grandeur** est vivement conseillé : env. 1 m<sup>2</sup> réalisé suffisamment tôt pour permettre de valider la teinte après séchage.

## Principales transcriptions réglementaires et prescriptions :

*Des dispositions différentes peuvent être envisagées, dans le cadre d'une étude au cas par cas, en fonction de particularismes locaux ou lorsque le projet apparaît comme une réelle œuvre de création.*

- Les **enduits** reprendront la **teinte d'origine** si celle-ci est encore visible sur le bâtiment, ou la **tonalité de la pierre locale** dans les autres cas, de manière à se fondre dans le paysage.  
La teinte de la façade sera obtenue par apposition d'un **badigeon à la chaux**, sauf incompatibilité du support auquel cas il devra être trouvé une peinture de même aspect fini.  
Lorsqu'ils ne sont pas réalisés en pierre, les **encadrements** seront soulignés par un ton légèrement différent du remplissage.
- Tous les éléments traditionnellement réalisés en **bois** (menuiseries, volets, lucarnes, poteaux et avant-toits...) reprendront la **teinte d'origine** (en cas de remplacement d'ouvrage ancien) ou une teinte empruntée aux **gammes traditionnelles** locales (en cas d'ouvrage neuf).
- Les **ferronneries** reprendront la **teinte d'origine** (en cas de remplacement d'ouvrage ancien) ou une teinte empruntée aux **gammes traditionnelles** locales (en cas d'ouvrage neuf).
- Le produit utilisé et son mode d'application devront permettre un vieillissement normal de l'aspect du bâtiment.
- Les teintes seront choisies dans la gamme des coloris anciens du secteur en se référant à des documents publiés (palette locale ou fiche « **les couleurs** »).

## Procédures

Les réfections ou modifications de façades nécessitent le dépôt en mairie d'une Déclaration de Travaux (art. L422-2 du Code de l'Urbanisme).

Lorsque l'immeuble se trouve situé à l'intérieur d'un espace protégé, le projet est soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France (abords de monuments historiques, secteurs sauvegardés, zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager) ou des commissions des sites, perspectives et paysages (sites classés).

Par ailleurs, le commerce des matériaux issus de la déconstruction, qu'ils soient en pierre (dalles, linteaux, cheminées, corniches...), en bois (poutres, boiseries, menuiseries...) ou en métal, est soumis à certaines obligations incombant tant aux professionnels (tenue d'un registre permettant l'identification des objets et des vendeurs, facturation) qu'aux particuliers (délivrance d'un justificatif).

Rens. : DDCCRF21 - 15, rue de l'Arquebuse

BP269 21007 Dijon Cédex - Tél. : 03 80 76 82 00 - Fax : 03 80 43 18 84

## Pour vous renseigner

- **Mairie**
- **Direction Départementale de l'Équipement et ses subdivisions**  
57, rue de Mulhouse 21000 Dijon - Tél. : 03 80 29 44 44
- **Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine**  
39, rue Vannerie 21000 Dijon - Tél. : 03 80 68 42 85  
Fax : 03 80 68 42 86 - sdap.cote-d'or@culture.gouv.fr  
Informations nationales et régionales : www.culture.gouv.fr
- **Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement**  
24, rue de la Préfecture 21000 Dijon - Tél. : 03 80 30 02 38
- **Maisons Paysannes de France**  
Mme DULERY Le Logis 21310 Bézouotte - Tél. : 03 80 36 57 03
- **Conseil Régional de l'Ordre des Architectes**  
7, Bd W.Churchill 21000 Dijon - Tél. : 03 80 28 90 03

## Pour établir et réaliser votre projet

- **Architectes** (tableau régional disponible aux adresses ci-dessus)
- **Artisans spécialisés**  
(Chambre des Métiers 18, rue Chabot-Charny 21000 Dijon - 03 80 63 13 50)
- **Constructeurs de maisons individuelles**

## Bibliographie

- *Restaurer sans défigurer*, J-F DEVALIERE,
- *Le petit guide illustré de la chaux*, F. CARLI, les cahiers de Terres et Couleurs, 2001
- *Habiter en Morvan*, Parc Naturel Régional du Morvan, 2000
- *L'architecture rurale et bourgeoise en France*, G. DOYON et R. HUBRECHT, éd. V. Fréal et Cie, 1969
- *L'architecture rurale française-Bourgogne*, R. BUCAILLE, éd. Berger-Levrault, 1980
- *Les couleurs de la France*, J.P. LENCLOS, éd. du Moniteur, 1990
- *Dicobat*, J. de VIGAN, éd. Arcature
- *Maisons Paysannes de France* (revue)



Transcription réglementaire et prescriptions :  
Le choix du matériau de couverture passera d’abord par l’examen des matériaux traditionnels du secteur qu’il conviendra généralement de reprendre.

- \* les tuiles seront choisies en fonction du **type de bâtiment et d’éventuelles caractéristiques spécifiques** dans la **liste** publiée par le SDAP et régulièrement actualisée ;
- \* les **accessoires** de toiture seront en nombre réduit ;
- \* les tuiles seront de tons nuancés, à fond rouge ou gris-beige suivant la tradition locale ;
- \* la couverture sera réalisée en tuiles **10** ou **14** ou **20** /m² minimum, d’aspect **plat** ou d’aspect **traditionnel** (losangé ou à côtes) ;
- \* la couverture sera réalisée en tuiles plates **27** ou **41** ou traditionnelles **65** /m² minimum.

**En cas d’intervention sur couverture existante**  
\* le matériau d’origine sera conservé ou remplacé à l’**identique** ;  
\* s’il a disparu, sa **restitution** sera privilégiée ; en cas d’impossibilité on lui substituera un matériau proche de ceux d’usage traditionnel aux alentours ;  
\* en cas de remplacement d’une couverture en laves par un autre matériau, les **rangs scellés à l’égoût** seront **conservés** ou **rétablis** à titre de trace archéologique.

**En cas de bâtiment nouveau ou de reconstruction**  
\* la **pente** de toiture reprendra la dominante de celles des **bâtiments voisins** ;  
\* le matériau de couverture s’harmonisera avec ceux d’**usage traditionnel** aux alentours.

**Dans le cas de création contemporaine valorisant le milieu dans lequel elle s’inscrit,**  
des dispositions **différentes** peuvent être envisagées.

Procédures

Les **créations ou modifications de couvertures** nécessitent le **dépôt en mairie** :  
⇒ d’un **Permis de Construire** dans les cas prévus à l’article L.421-1 du Code de l’Urbanisme,  
⇒ d’une **Déclaration de Travaux** dans les autres cas (art. L.422-2).

Lorsque l’immeuble se trouve situé à l’intérieur d’un espace protégé, le projet est soumis à l’avis de l’Architecte des Bâtiments de France (abords de monuments historiques, secteurs sauvegardés, zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, sites inscrits) ou de la commission des sites (sites classés).

Par ailleurs, le commerce des matériaux issus de la déconstruction, qu’ils soient en pierre (dalles, linteaux, cheminées, corniches…), en bois (poutres, boiseries, menuiseries…), en terre cuite (tuiles, briques…) ou en métal, est soumis à certaines obligations incombant tant aux professionnels (tenue d’un registre permettant l’identification des objets et des vendeurs, facturation) qu’aux particuliers (délivrance d’un justificatif).  
DDCCRF21 15, rue de l’Arquebuse - BP 269 21007 Dijon Cedex tel 03.80.76.82.00 / fax 03.80.43.18.84

Pour vous renseigner

- **Mairie**
- **Direction Départementale de l’Equipeement et ses subdivisions**  
57 rue de Mulhouse 21000 Dijon 03.80.29.44.44
- **Service Départemental de l’Architecture et du Patrimoine**  
39 rue Vannerie 21000 Dijon 03.80.68.42.85  
Fax. 03.80.68.42.86 sdap.cote-d’or@culture.gouv.fr
- Informations nationales et régionales : www.culture.gouv.fr
- **Conseil d’Architecture, d’Urbanisme et de l’Environnement**  
24 rue de la Préfecture 21000 Dijon 03.80.30.02.38
- **Maisons Paysannes de France,**  
Mme DULERY Le Logis 21310 Bézouotte 03.80.36.57.03
- **Fondation du Patrimoine** (subventions et déductions fiscales),  
88 rue J-J. Rousseau 21000 Dijon 03.80.65.79.93
- **Conseil Régional de l’Ordre des Architectes**  
7 Bd W.Churchill 21000 Dijon 03.80.28.90.03

Pour établir et réaliser votre projet

- **Architectes** (tableau régional disponible aux adresses ci-dessus)
- **Artisans spécialisés**  
(Chambre des Métiers 18 rue Chabot-Charny 21000 Dijon 03.80.63.13.50)
- **Constructeurs de maisons individuelles**



PREFECTURE DE LA CÔTE D'OR



Service  
Départemental de  
l'Architecture et du  
Patrimoine de la  
Côte d'Or



Direction  
Départementale  
de l'Équipement  
Côte d'Or



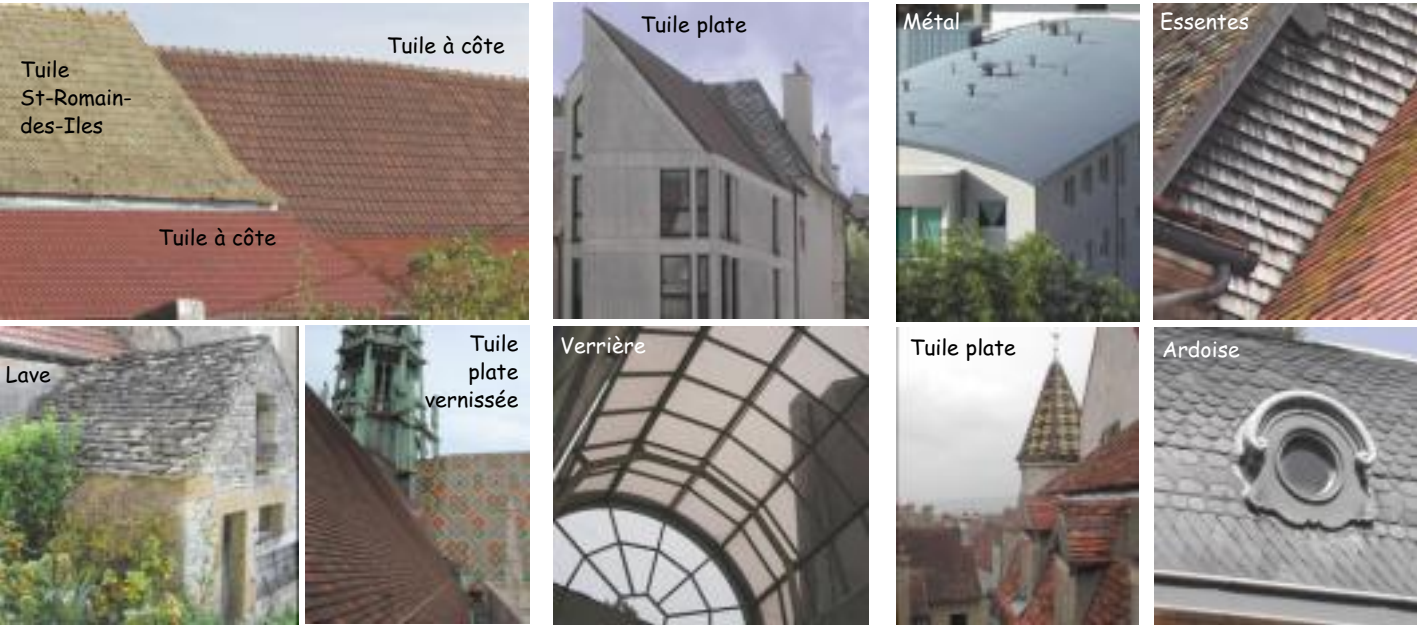
ASSOCIATION  
DES MAIRES  
DES COMMUNES  
DE LA CÔTE D'OR

Réalisé en collaboration avec : le Conseil Régional de Bourgogne, le Conseil Général de Côte d'Or, la COMADI/Direction de l'Urbanisme, la Ville de Dijon/ Inspection du secteur sauvegardé, la DRAC Bourgogne, Maisons Paysannes de France, l'Ordre des Architectes de Bourgogne, un représentant des Constructeurs de Maisons Individuelles, les sociétés Imérys, Koramic, Lafarge Couverture et Terreal.

Service  
Départemental  
de  
l'Architecture  
et du  
Patrimoine de  
Côte d'Or

construire et restaurer

LA COUVERTURE



Cette fiche est destinée à orienter les projets de construction neuve autant que de rénovation ou de réhabilitation. Elle s'appuie sur les observations réalisées sur l'ensemble du département de la Côte d'Or. Elle ne peut toutefois refléter tous les cas particuliers et donne ainsi des orientations générales, à nuancer en cas de besoin par une étude spécifique, notamment quand le projet apparaît comme une réelle œuvre de création.



Fiches disponibles ou prévues :

- Le volet paysager du Permis de Construire
- L'implantation des constructions
- La volumétrie et les niveaux
- L'aspect des murs
- Les baies et les menuiseries
- La couverture
- L'utilisation des combles
- Les couleurs
- Les clôtures
- Les coffrets (EDF GDF...)
- Les devantures et les enseignes

La **qualité d’aspect** d’un environnement résulte généralement d’une unité entre les matériaux des différentes époques, même si chacune a apporté ses caractères particuliers. Ainsi, en matière de couverture, chaque famille de matériaux impose une pente de toit dont l’inclinaison est comprise entre des limites assez resserrées. C’est un gage d’harmonie.

La juxtaposition des toits est souvent le premier élément de perception et d’intégration paysagère d’un ensemble de constructions. A l’échelle du bâtiment, la toiture constitue une **grande surface colorée** qui **assied la façade**.

Au-delà des variations de pente ou de couleur liées à des secteurs ou des époques spécifiques, la nature des matériaux issus directement du terroir (essentiellement tuiles plates et laves, puis tuiles dites mécaniques) permet de définir des **zones homogènes** où la prédominance de tel ou tel matériau donne aux bourgs et aux villes leur **personnalité**. Ainsi, son climat continental affirmé fait de la Côte d’Or une terre de **toits à forte pente** en éléments plats dont la qualité a permis à nombre d’entre eux de parvenir jusqu’à nous après plusieurs siècles d’existence.

Découvrir **la tradition locale** et s’y inscrire tout en respectant les **besoins et évolutions modernes**, c’est renforcer l’attractivité de la Côte d’Or et y trouver ses racines. Cela suppose : de conserver, pour les constructions existantes, les dispositions et matériaux d’origine, voire de les rétablir lorsqu’ils ont été dénaturés, de reprendre, pour les toits neufs cette tradition de qualité et d’adaptation au climat.

Même modestes tous travaux altèrent ou au contraire valorisent notre cadre de vie.



LA COUVERTURE



Les matériaux traditionnels :

LA TUILE DE TERRE CUITE

La tuile, apportée par les Romains a donné naissance à deux familles :

• la tuile creuse, dite aussi tuile canal, que l’on trouve dans la plaine de Saône (extrémité de la zone d’influence méditerranéenne) et dans le Châtillonnais (extrémité de la zone d’influence rhénane),

• la tuile plate, dite tuile bourguignonne, présente sur tout le département. C’est le matériau de qualité. Son triple recouvrement, sa facilité à suivre tous les mouvements de toiture et sa relative légèreté autorisent les grandes portées. Elle recouvre les édifices soignés et domine dans les villes ainsi que dans les pays où la pierre est rare.  
poids : env. 80 kg/m² (65 à 72 unités/m²)  
Longévité : supérieure à 100 ans (modèles en place datant des XIIème et XVIème siècles)

Variante : la tuile émaillée ou « vernissée », en usage dès l’époque des Ducs de Bourgogne, confère au toit une dimension décorative sur les édifices les plus prestigieux.

La tuile à emboîtement, dite mécanique, se développe à partir de 1830-1850, en remplacement d’autres matériaux ou en construction neuve. Outre les modèles en terre rouge « à côte » ou « losangés » (tuile Montchanin) très répandus, elle connaît deux déclinaisons locales remarquables :  
- la tuile Saint-Romain-des-Iles, à terre jaune dans les zones à tradition de tuile creuse,  
- la tuile violon, produite surtout dans le triangle Arnay-le-Duc-Sombernon-Vitteaux.

LA PIERRE

La lave, pierre de 3 à 5 cm d’épaisseur extraite de carrières très locales (à l’échelle de quelques villages), était le matériau économique traditionnel dominant dans les campagnes jusqu’au début du XXème siècle où la généralisation des tuiles à emboîtement, la disparition des petites carrières et le coût de la main d’oeuvre entraînent une raréfaction par manque d’entretien et perte des savoir-faire. Une politique de subvention menée par l’Etat et les Collectivités permet cependant de maintenir les éléments les plus précieux et les techniques appropriées.  
poids : 400 à 600 kg/m²  
longévité : supérieure à 300 ans (démoussage et recalage tous les 30 ans).  
Une liste des artisans est disponible au SDAP.

L’ardoise, matériau précieux apprécié pour sa légèreté, est introduite par les Ducs de Bourgogne sur des édifices exceptionnels. Encore rare aux XVIIème et XVIIIème siècles, elle est mise à la mode au XIXème siècle grâce à la généralisation des transports (canaux et chemin de fer). La pose au crochet se substitue alors à la pose au clou. Elle s’adapte à des pentes allant de 18° à la verticale.

Mentionnons également que sur des bâtiments de qualité (galeries d’hôtels particuliers, bas-côtés d’église...) les terrasses sont réalisées en dalles de calcaire.

LES VEGETAUX

Les essentes, plaques de bois refendu (châtaignier ou acacia, quelquefois le chêne, moins résistant), sont souvent utilisées pour couvrir des volumes petits ou compliqués (flèches d’églises, tourelles...) ou en bardage (pignons ou jouées de lucarnes).

Le chaume, courant dans les pays de cultures (Auxois, Morvan), a été beaucoup plus employé qu’on ne l’imagine, son coût réduit compensant sa faible durabilité. Il n’existe plus qu’à titre muséal (Parc Naturel Régional du Morvan par exemple).

LE VERRE

On l’utilise depuis le XVIIIème siècle sur ossature métallique (orangeries, serres, marchés, gares...)

LE METAL

Les plaques de métal n’apparaissent qu’exceptionnellement en tant qu’éléments de couverture. Jusqu’au XIXème siècle, seul le plomb sert à réaliser quelques terrasses et les accessoires de couverture. Ceux-ci pouvaient également être réalisés en fer blanc.

Chéneaux, gouttières pendantes et descentes d’eau se généralisent à partir du XIXème siècle, profitant de la disponibilité du zinc en feuilles et du fer blanc. Jusque-là, l’eau s’écoulait directement au sol.

Dans le cas de constructions plus élaborées, les eaux pluviales étaient canalisées par des chéneaux en plomb posés sur corniche (églises et châteaux), des chéneaux en pierre crachant l’eau par une gargouille ou des gouttières en planches revêtues, posées sur des corbeaux taillés en V.



Les tendances actuelles :

(voir aussi la fiche « L’utilisation des combles »)

DES VOLUMÉTRIES DIVERSIFIÉES

La recherche créatrice des architectes et des ingénieurs, les besoins techniques de l’industrie ou de l’agriculture, les moyens d’accès ou de manutention, conduisent à des volumétries sans commune mesure avec celles du passé. Le comble y est souvent inutile du point de vue fonctionnel, la couverture se limite à son rôle de protection.

DES MATÉRIAUX NOUVEAUX

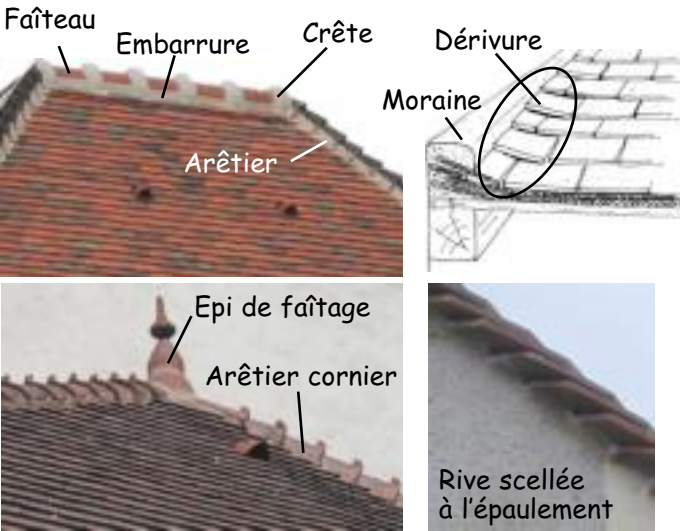
Leur foisonnement est tel que le choix se fait maintenant sur des critères économiques ou esthétiques plus que techniques ; aux pentes quasi-imposées du passé s’oppose une variation continue, de la toiture-terrasse au bardage vertical rappelant un toit.

On peut distinguer :

- l’emploi généralisé de matériaux connus mais peu utilisés auparavant :
  - ardoise (surtout en pente moyenne ou faible et en bardage) ;
  - zinc (faible pente, formes arrondies convexes ou concaves) ;
  - verre.
- les matériaux innovants :
  - les métaux (cuivre naturel ou patiné, acier inox étamé, acier galvanisé ou prélaqué en bandes à relief...) ;
  - les plaques ondulées de fibres-ciment ;
  - sur toiture-terrasse, les étanchéités multicouches visibles, gravillonnées ou supports de végétation auto-entretenu ;
  - les matériaux plans (plaques translucides multi-épaisseur).
- la déclinaison décorative ou économique de matériaux traditionnels :
  - les tuiles à emboîtement à pureau plat, improprement appelées tuiles plates, que leur régularité géométrique engendrant un aspect très rigide limite aux bâtiments neufs ;
  - les tuiles à emboîtement imitant la tuile creuse (même remarque que ci-dessus) ;
  - les tuiles de grand module, conçues pour des toitures de surface importante ou des pentes faibles ;
  - les tuiles à facettes.
  - les tôles embouties imitant la tuile...

DES BESOINS NAISSANTS

La maîtrise de l’énergie et la protection de l’environnement induisent de plus en plus l’installation de panneaux solaires. Les technologies et produits évoluent rapidement. L’intégration de ces équipements nécessite qu’ils soient pris en compte dès la conception du bâtiment. Sur l’existant, leur adaptation est plus problématique. L’installation doit respecter les volumes de la construction (petit pan de toit, portion importante d’un grand pan, appentis...). Ceci exclut la simple pose au milieu du toit.



Principes dans un environnement traditionnel

En abord de monument historique et plus généralement dans les centres anciens, l’objectif est de maintenir une qualité d’aspect au moins équivalente à celle existante.

Celle-ci passe essentiellement par une recherche d’unité avec les caractères dominants du cadre bâti environnant fondée sur le respect des principes analysés ci-dessus.

Des dispositions différentes peuvent être envisagées, dans le cadre d’une étude au cas par cas, en fonction de particularismes locaux ou lorsque le projet apparaît comme une réelle œuvre de création.

# TUILES UTILISABLES EN SECTEUR PROTEGE ET PLUS GENERALEMENT DANS UN ENVIRONNEMENT TRADITIONNEL

Le symbole ☒ indique que le modèle est acceptable.

Les lettres précisent les éventuels emplois spécifiques :

A : architectures de création justifiant un traitement particulier

G : sur des versants de grande surface (supérieure ou égale à 200 m²)

V : teinte adaptée au Val de Saône

C : sur toiture conique (tourelle)

D : pour un toit décoré de motifs

P : sur une pente inférieure à celle définie par le D.T.U, sous réserve de l'accord du fabricant, au cas par cas, après examen du chantier

R : modèle permettant le repiquage de couverture ancienne existante

**NB: Toutes les tuiles répertoriées ici sont utilisables en construction neuve.**

Fabricant	Désignation	Tuiles / m², env.	Nuances	Utilisable en restauration	Usage particulier (ancien ou neuf)
TUILES PLATES					
BLACHE	D'antan	65	Terre de Loire, Terre de Sienne, Terre de feu, Flammé, Sablé marais	<input checked="" type="checkbox"/>	R
			Paille	<input checked="" type="checkbox"/>	R V
	Gironnée	65	Terre de Loire, Terre de Sienne, Terre de feu, Flammé, Sablé marais	<input checked="" type="checkbox"/>	C
			Paille	<input checked="" type="checkbox"/>	C V
IMERYS	Ste Foy plate pressée 17x27	65	Rouge nuancé, Chevreuse	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Ste Foy plate pressée 27x41	20	Rouge nuancé, Chevreuse	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Huguenot plate 20x30	41	Quercy	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Ste Foy nivernaise	65	Rustique cendré, Rustique nuagé	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Ste Foy Restauration	65	Brumaire	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Ste Foy M. H.	65	Rustique cendré, Rustique nuagé	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Jacob Alsace écaillé	41	Rouge nuancé	<input checked="" type="checkbox"/>	C
	Jacob Bourgogne longue	41	Rouge nuancé (en panachage)	<input checked="" type="checkbox"/>	P
	Bisch plate	41	Patina, Vieux Vinzel	<input checked="" type="checkbox"/>	C
KORAMIC	Bouxwiller Tempo	41	Nuancé, Patiné Bourgogne, Patiné Champagne	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Pottelberg plate	60	Toscane, Rustique	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Aléonard M.H.	60-80	Nuancé, Brun flammé, Vieilli naturel, Ocre rose	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Aléonard Patrimoine	60-80	Rouge de mars, Noir de vigne, Vert de lichen	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Aléonard Pontigny	60-80	Brun flammé, Vieilli naturel, Ocre rose	<input checked="" type="checkbox"/>	R
LAFARGE	Redland Arpège évolution	41	Badiane	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Redland Vieille France évolution	65	Badiane, Okoumé, Séquoia	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Plate de pays	65	Fauve	<input checked="" type="checkbox"/>	V
LAURENT	Nan Sous Thil	65	Rouge vieilli, Ocre vieilli	<input checked="" type="checkbox"/>	R
		65	Flammée	<input checked="" type="checkbox"/>	
TERREAL	Lambert Prieuré	65	Rouge ancien, Chaume, Cendré, Pourpre	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Lambert Pommard	65	Sablé bourgogne, Sablé lauze	<input checked="" type="checkbox"/>	
			Sablé champagne	<input checked="" type="checkbox"/>	V
	TBF M.H.	53-58	Rouge violet, Brun noir	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Lambert Eminence	65	Rouge flammé, Sablé bourgogne	<input checked="" type="checkbox"/>	P
	Lambert Grand Cru	65	Sablé bourgogne, Rouge flammé, Sablé champagne	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Lambert Elysée	27	Rouge flammé, Terre de Sienne, Sablé champagne	<input checked="" type="checkbox"/>	G P
TUILES PLATES EMAILLEES OU VERNISSEES					
BLACHE	Vernissée	65	Jaune, Noir, Rouge, Bleu, Vert, Transparent	<input checked="" type="checkbox"/>	D R
KORAMIC	Pottelberg plate	65	Emaillé brun, émaillé lie de vin	<input checked="" type="checkbox"/>	D
	Aléonard M.H émaillée	65	Jaune, Noir, Rouge, Bleu, Vert	<input checked="" type="checkbox"/>	D R
TERREAL	Lambert Montchanin	14	Jaune, Noir, Rouge, Bleu, Vert	<input checked="" type="checkbox"/>	D
	Lambert Grand Cru émaillée	65	Jaune, Noir, Rouge, Bleu, Vert	<input checked="" type="checkbox"/>	D



Service  
Départemental  
de l'Architecture  
et du Patrimoine  
de la Côte d'Or

Liste élaborée en concertation avec les sociétés citées.





**TUILES UTILISABLES EN SECTEUR PROTEGE  
ET PLUS GENERALEMENT DANS UN ENVIRONNEMENT TRADITIONNEL**

Fabricant	Désignation	Tuiles / m². env.	Nuances	Utilisable en restauration	Usage particulier (ancien ou neuf)
<b>TUILES A EMBOITEMENT D'ASPECT PLAT</b>					
KORAMIC	Migeon Actua	14	Nuagé, Grésé Bourgogne		G
			Ardoisé		A G
	Migeon Datura	14	Nuagé, Grésé Bourgogne		
			Ardoisé		A
IMERYS	Migeon Vauban droite	20	Nuagé, Grésé Bourgogne		
			Grésé Champagne		V
	Huguenot HP 10	10	Flammé rustique		G
			Ardoisé		A G
		10	Rouge nuancé, Chevreuse		G
		14	Rouge nuancé		
LAFARGE	Beauvoise	20	Flammé rustique		
			Chevreuse, Rouge nuancé		
	Jacob Arboise rectangulaire	20	Ardoisé		A
	Redland Prestige Superval	10	Rouge ancien		G
			Ardoisé, Superlauze		A G
	Redland Prestige SupervalSystème DUO "Prestige 2" pose à ¾	10 aspect 20	Rouge ancien		
			Ardoisé, Superlauze		A
TERREAL	Redland Palace	14	Rustique		
			Ardoisé		A
	Terre de France Régence	20	Brun vieilli		
			Noir		A
			Terron		V
LAFARGE	Lambert Volnay	10	Rouge flammé		G
			Sablé Champagne		V G
	Lambert Giverny	20	Ardoisé		A G
			Rouge flammé		P
			Sablé champagne		V P
			Ardoisé		A P
TERREAL	Lambert gauloise	20	Brun artésien		

<b>TUILES A EMBOITEMENT A FAIBLE GALBE</b>					
IMERYS	Huguenot PV 10	10	Flammé rustique		G
	Jacob standard 9	10	Rouge nuancé		G
	Jura 10	10	Rouge nuancé		G
	Huguenot PV 13	14	Flammé rustique	<input checked="" type="checkbox"/>	P
	Huguenot losangée	14	Flammé rustique	<input checked="" type="checkbox"/>	P
	Huguenot H 14	14	Flammé rustique	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Jacob standard 14	14	Rouge nuancé	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Huguenot Terroise	20	Flammé rustique	<input checked="" type="checkbox"/>	
KORAMIC	Migeon Méga	10	Nuancé		G
	Bisch Optima	10	Nuancé		G
	Migeon S12	14	Nuancé	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Migeon Standard	14	Nuagé	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Bisch T13	14	Nuancé	<input checked="" type="checkbox"/>	
LAFARGE	Redland Perspective	10	Badiane, Paprika, Rouge ancien		G
	Redland Losangée	14	Brun rustique	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Topas	14	Rouge flammé	<input checked="" type="checkbox"/>	
TERREAL	Lambert Côte de Beaune	10	Vieilli Bourgogne		G P
	Santenay	10	Vieilli Bourgogne		G P
	Lambert Côte de Nuits	14	Vieilli Bourgogne	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	TBF losangée	14	Vieilli	<input checked="" type="checkbox"/>	
	TBF tuile à côte	14	Vieilli	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Lambert Montchanin	14	Rouge flammé	<input checked="" type="checkbox"/>	R
	Lambert Jura PV	14	Rouge flammé	<input checked="" type="checkbox"/>	
	TBF Résidence	10 aspect 20	Brun rustique	<input checked="" type="checkbox"/>	

<b>TUILES A EMBOITEMENT IMITANT LA TUILE CREUSE, DITES TUILES ROMANES</b>					
IMERYS	Ste Foy Oméga 13	14	Rouge nuancé		
KORAMIC	Bisch Romane	10	Nuagé, Antique		G
LAFARGE	Plein Ciel	10	Badiane		G
	Tegusol	10	Rouge vieilli		G
	Terres de France Gallo romane	14	Tons variés, Valmagne cuivre		V
TERREAL	Lambert Romanée	10	Sablé Bourgogne		G
			Sablé Champagne		V G
	Canal 12	10	Vieille terre		G
	Guiraud Romane	14	Castelvieil		

<b>TUILE CREUSE (ou canal ou tige de botte)</b>					
IMERYS	Poudenx Canal lyonnaise 40	15 couvert 15 courant	Paysage (courant) + Vieilli (couvert)	<input checked="" type="checkbox"/>	V
TERREAL	TBF Tuile canal M.H.	17-20 couvert 17-20 courant	Ocre orangé, Rouge, Ocre paille – en panachage	<input checked="" type="checkbox"/>	
		13 couvert 13 courant	Castelvieil	<input checked="" type="checkbox"/>	V
LAFARGE	Ronde de 50 + Posifix®	27	Authentique		V
	Canal de 40	41	Valmagne cuivre		
	Terre de vigne	41	Authentique	<input checked="" type="checkbox"/>	V
BLACHE	Tuile canal (longueur 0,25)	63	Flammé, Sablé marais	<input checked="" type="checkbox"/>	
			Paille	<input checked="" type="checkbox"/>	V

Les postes de transformation :

Ils répondent à des normes techniques strictes et se présentent sous forme d’une enveloppe souvent préfabriquée peu sujette à des variations plastiques. Leur **inscription dans le paysage** résulte d’un choix que le **volet paysager** de la demande d’autorisation illustrera :

- **miniaturisation** (modèle de faible encombrement) ;
- **masque** (derrière un premier plan existant ou créé) ;
- **mimétisme** avec l’environnement (murs et toiture traditionnels) ;
- accompagnement **végétal** ;
- **décor**.



Transcription règlementaire et prescriptions :

La demande d’autorisation figurera l’**emplacement** et l’**aspect** (matériau, parement, couleur) des coffrets de branchement.

Le coffret sera **intégré** à l’architecture par

- \* son **emplacement** respectant les lignes de force de la façade ;
- \* un **revêtement** et une **teinte** identiques aux parements voisins ;
- \* un **encastrement** en creux de 5 cm environ avec pose d’une porte d’aspect traditionnel.

Le projet de **clôture** intégrera les accessoires (coffrets de branchement, boîte aux lettres, etc.).

Procédures

Le **projet de coffrets** sera explicité

- ⇒ dans la demande de **Permis de Construire** dans les cas prévus à l’article L.421-1 du Code de l’Urbanisme ;
- ⇒ dans la **déclaration de Travaux** dans les cas mentionnés à l’article L.422-2 ;
- ⇒ sous forme d’**autorisation spéciale de travaux** dans les espaces protégés ;
- ⇒ dans le dossier de demande de lotissement.

Lorsque l’immeuble se trouve situé à l’intérieur d’un espace protégé, le projet est soumis à l’avis de l’Architecte des Bâtiments de France (abords de monuments historiques, secteurs sauvegardés, zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, sites inscrits) ou des commissions des sites et espaces protégés (sites classés).

Pour vous renseigner

- **EDF Gaz de France Distribution**  
BP 438 21012 Dijon cedex

- **Mairie**

- **Direction Départementale de l’Equipement et ses subdivisions**  
57 rue de Mulhouse 21000 Dijon 03.80.29.44.44

- **Service Départemental de l’Architecture et du Patrimoine**  
39 rue Vannerie 21000 Dijon 03.80.68.42.85  
Fax. 03.80.68.42.86 sdap.cote-d’or@culture.gouv.fr  
Informations nationales et régionales : www.culture.gouv.fr

- **Conseil Régional de l’Ordre des Architectes**  
7 Bd W.Churchill 21000 Dijon 03.80.28.90.03

Pour établir et réaliser votre projet

- **Architectes** (tableau régional disponible aux adresses ci-contre)

- **Artisans spécialisés**  
(Chambre des Métiers 18 rue Chabot-Charny 21000 Dijon 03.80.63.13.50)

- **Constructeurs de maisons individuelles**

- **EDF Gaz de France Distribution**  
BP 438 21012 Dijon cedex



Réalisé en collaboration avec : le Conseil Régional de Bourgogne, le Conseil Général de Côte d’Or, la COMADI/Direction de l’Urbanisme, la Ville de Dijon/ Inspection du secteur sauvegardé, la DRAC Bourgogne, Maisons Paysannes de France, l’Ordre des Architectes de Bourgogne, un représentant des Constructeurs de Maisons Individuelles, EDF-Gaz de France Distribution, le SICECO.

Service  
Départemental de  
l'Architecture et du  
Patrimoine de Côte  
d'Or  
et  
  
EDF-Gaz de France  
Distribution

*construire ou restaurer*  
  
**LES COFFRETS EDF-GDF**



*Cette fiche est destinée à orienter les projets de construction neuve autant que de rénovation ou de réhabilitation. Elle s’appuie sur les observations réalisées sur l’ensemble du département de la Côte d’Or. Elle ne peut toutefois refléter tous les cas particuliers et donne ainsi des orientations générales, à nuancer en cas de besoin par une étude spécifique, notamment quand le projet apparaît comme une réelle œuvre de création.*

Fiches disponibles ou prévues :

Le volet paysager  
du Permis de Construire

L'implantation des constructions

La volumétrie et les niveaux

L'aspect des murs

Les baies et les menuiseries

La couverture

L'utilisation des combles

Les couleurs

Les clôtures

Les coffrets (EDF GDF...)

Les devantures et les enseignes

Les **coffrets de branchement** d’électricité ou de gaz sont rarement pris en compte dès la conception d’un projet, qu’il s’agisse d’une construction neuve ou d’une réhabilitation.

Leur **emplacement** a pourtant un rôle important dans la présentation de l’immeuble du fait de leur **situation** (accessible de la voie publique), de leur taille et de la **couleur** standard claire. De plus, les contraintes techniques laissent souvent une liberté de choix réduite pour leur positionnement.

Il est pourtant presque toujours possible de réaliser une **bonne intégration**, à condition de balayer **dès le départ** toutes les solutions, puis de **soigner la mise en œuvre** par un suivi attentif du chantier. Le coffret, loin d’être une fatalité, peut servir l’harmonie du bâtiment.

**Même modestes tous travaux altèrent  
ou au contraire valorisent notre cadre de vie.**



Dispositions réglementaires :

L’installation des coffrets électriques est régie par la norme C14-100, celle des coffrets gaz est actuellement régie par le DTU 61.1, celui-ci sera progressivement remplacé par la norme NFP 45-204.

LE DTU 61-1 (COFFRET GAZ)

Les coffrets peuvent être soit encastrés, soit fixés en applique murale, soit posés sur socle. La hauteur normale de pose est telle que la base soit située entre 0,40 m et 1,20 m du sol.

Suivant l’emplacement, une protection mécanique peut s’avérer nécessaire.

S’ils sont encastrés dans le mur extérieur d’un bâtiment d’habitation ou de ses dépendances, la paroi protégeant l’arrière du coffret doit répondre aux prescriptions contre l’incendie et, s’il y a lieu, d’isolation thermique. Pour certains modèles, la pose d’armatures formant linteau est indispensable.

Pour les coffrets posés sur socle, ce dernier doit être bloqué dans de la terre compactée ou du béton maigre et comporter des systèmes de fixation compatibles avec le modèle de coffret choisi.

LA NORME C14-100 (COFFRET ÉLECTRIQUES)

Le maître de l’ouvrage doit exécuter ou faire exécuter tous les travaux de percement, de réfection de maçonnerie, de terrassement ou d’aménagement esthétique qui sont indispensables pour l’exécution du branchement ainsi qu’éventuellement le scellement du coupe-circuit principal.

Implantation sur un bâti existant :

Le coffret s’inscrira dans les lignes géométriques de la façade en évitant surtout de couper un élément d’architecture. L’idée générale est de le faire disparaître, de le fondre dans le mur.

LE MIMETISME

par la **matière** : pierre enchâssée dans un cadre métallique,



et /ou

par l’**aspect de surface** : enduit plastique reprenant le grain de la façade, pierre plaquée,



et /ou

par une **peinture** adaptée ou une simple **patine** du ton de la surface voisine.

LA REUTILISATION

d’un élément qui existe déjà dans l’immeuble: trapon, soupirail de cave, allège de baie.



LA COPIE

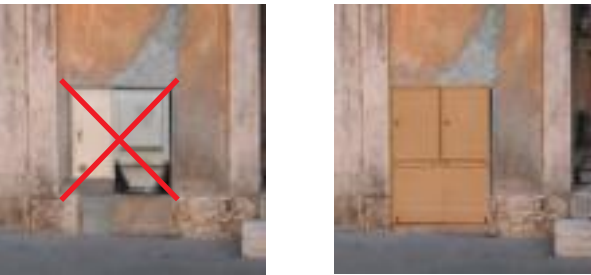
d’un élément traditionnel (portes en bois, voire portique en applique pour éviter l’encastrement).



Poses en retrait de 5 cm en l’attente d’une porte.

REGROUPER et COMPOSER

entre eux les différents éléments techniques (coffrets, boîte aux lettres, boîtiers vidéos...).



REDUIRE

la taille en recourant au téléreport.



Implantation sur une construction neuve :

EN FAÇADE D’IMMEUBLE

Les coffrets sont des éléments aussi visibles et importants que les baies. Ils doivent être pris en compte dès la conception de la façade. En conséquence, il convient de s’informer sur l’emplacement de l’arrivée des réseaux pour les intégrer au projet.

Trois options :

INTEGRER

le coffret reste visible, éventuellement peint dans le ton de la façade. Cette solution nécessite la prise en compte des autres équipements techniques de la façade et une organisation générale de celle-ci.



DISSIMULER

le coffret est sur une façade en retour de la voie publique (intérieur de porche, descente de garage...).



CREER

une géométrie volontariste, un rythme.



SUR UNE CLÔTURE

NE PAS DEPASSER

le niveau haut du mur de clôture



S’HARMONISER

par la teinte



SE COMPOSER

avec les autres accessoires

SE MASQUER

derrière une porte



Qui fait quoi ?

POUR UN PROJET PRIVÉ HORS LOTISSEMENT :

Le maître d’ouvrage (le propriétaire) est **responsable de la demande** d’autorisation de branchement, ainsi que de la bonne exécution des travaux de maçonnerie.

L’emplacement des coffrets doit figurer dans le dossier d’autorisation de travaux. **EDF-Gaz de France Distribution** établit la proposition de devis.

Il signale les contraintes liées au site et peut proposer un chiffrage des dispositions complémentaires. Il peut assurer l’exécution de cette prestation.

DANS UN LOTISSEMENT :

Lotissement privé : le projet est établi et suivi par **EDF-Gaz de France Distribution**

Lotissement public\*: le projet est établi et suivi par le **SICECO** (Syndicat Intercommunal des Collectivités Electrifées de Côte d’Or).

\* en zone rurale

EN CAS DE RENFORCEMENT OU DE DISSIMULATION DE RÉSEAU\* :

c’est le **SICECO** ou le **Syndicat d’Electrification de Plombières-les-Dijon** qui a l’initiative du projet, établit la demande et réalise les travaux.

Principes dans un environnement traditionnel

*En abord de monument historique et plus généralement dans les centres anciens, l’objectif est de maintenir une qualité d’aspect au moins équivalente à celle existante.*

*Celle-ci passe essentiellement par une recherche d’unité avec les caractères dominants du cadre bâti environnant, basée sur le respect des principes analysés ci-dessus.*

*Des dispositions différentes peuvent être envisagées, dans le cadre d’une étude au cas par cas, en fonction de particularismes locaux ou lorsque le projet apparaît comme une réelle oeuvre de création.*



# L'UTILISATION DES COMBLES



*Cette fiche est destinée à orienter les projets de construction neuve autant que de rénovation ou de réhabilitation. Elle s'appuie sur les observations réalisées sur l'ensemble du département de la Côte d'Or. Elle ne peut toutefois refléter tous les cas particuliers et donne ainsi des orientations générales, à nuancer en cas de besoin par une étude spécifique, notamment quand le projet apparaît comme une réelle œuvre de création.*

Fiches disponibles ou prévues:

*Le volet paysager  
du Permis de Construire  
L'implantation des constructions  
La volumétrie et les niveaux  
L'aspect des murs  
Les baies et les menuiseries  
La couverture  
L'utilisation des combles  
Les couleurs  
Les clôtures  
Les coffrets (EDF GDF...)  
Les devantures et les enseignes  
Les bâtiments agricoles  
Les panneaux solaires*

La silhouette d'un village, d'un bourg ou d'une ville se dessine d'abord par la juxtaposition et la variété de leurs toits. A l'échelle du bâtiment, la toiture constitue une grande surface colorée qui assied la façade.

Originellement, le volume de couverture d'un bâtiment n'a en effet pas vocation à être aménagé dans sa totalité et les « trous » visuels dans la toiture (lucarnes ou châssis) ont peu d'importance au regard des surfaces pleines, surtout en zone rurale.

De nos jours, l'optimisation des espaces et les techniques d'isolation amènent à une utilisation plus complète des combles. Les percements sont plus nombreux que par le passé. Ils peuvent être autant de ruptures visuelles dans la surface du toit.

Comment concilier ces besoins avec le maintien de la qualité et de l'unité des paysages de Côte d'Or ? Quel type de combles prévoir dans un environnement ancien ?

Même modestes tous travaux altèrent  
ou au contraire valorisent notre cadre de vie.

## Les dispositions traditionnelles :

LA PENTE, CONTRAINTES TECHNIQUE ET ÉLÉMENT DU PAYSAGE

(Cf. fiche « *la couverture* »)

Le climat de Côte d'Or et les matériaux dominants ont conduit à donner aux toits une forte pente de 35° et souvent 40 à 45°.

Les combles sont donc toujours importants et leur hauteur crée avec les façades une proportion caractéristique de nos paysages.

Deux exemples marquants :

- au XVI<sup>e</sup> siècle, la hauteur du toit égale celle de la façade ;
- les granges cisterciennes ou celles du Val de Saône sont encore plus massives, le toit descendant presque jusqu'au sol.

L'UTILISATION DES COMBLES :

Elle n'est pas systématique car le comble sert d'abord à apporter une protection par son plancher épais (isolation thermique et coupe-feu en cas d'incendie).

Lorsque le comble est utilisé (logement des récoltes de houblon ou de chanvre, débarras ou chambres du personnel en ville ou dans les grandes demeures), son volume est augmenté par l'utilisation d'un surcroît (aussi dit « encuvement »).

LES DIFFÉRENTS TYPES D'OUVERTURES DE COMBLES :

Comment se font les ouvertures ?

- de manière générale, par des **lucarnes**, habituellement en pierre, quelquefois en bois ; elles sont placées à l'aplomb du mur de façade sur le surcroît pour créer une allège assurant la sécurité ; l'obturation est réalisée par volets intérieurs, store ou persiennes repliables en tableau ;
- par des **petits jours** ou des **baies en pignon**, peu nombreuses ;
- par **quelques tuiles de verre** (disponibles aujourd'hui quel que soit le modèle de tuile), pour un simple éclaircissement ;
- par des **baies horizontales** percées dans le mur de façade, généralement placées au **niveau du plancher** et fermées par des volets (ou en ville par des fenêtres) à l'origine prévues pour le séchage des récoltes ;
- par des **châssis en fonte**, dits vasistas ou tabatières, de petites dimensions (au XIX<sup>e</sup> siècle), mais ceux-ci présentent l'inconvénient de « trouser » visuellement la toiture, alors que les autres percements prolongent le mur et gardent la proportion entre façade et toit.

EXCEPTIONS :

- à **Dijon** et **Beaune**, quelques **petites lucarnes** de ventilation existent en deuxième niveau de comble : toujours de petites dimensions (60 x 60 cm maximum), elles sont réalisées en bois ;
- sur les **maisons à pans de bois**, il existe quelques grandes lucarnes, posées sur le mur malgré l'absence de surcroît.



## Quelques termes techniques

**COMBLE :** Volume compris entre le plancher haut et la pente de la toiture (ne pas confondre avec le *grenier*, un exemple d'utilisation maximale du volume, il est rare au XVII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. L'architecture contemporaine de ce siècle privilégie l'utilisation optimale des combles : faibles pentes, densité).

**SURCROÎT OU ENCUEMENT :**

Mur établi **au-dessus du niveau du sol** du comble et **sur lequel reposent les lucarnes**. Sa mise en œuvre permet l'équilibre visuel entre le volume de toiture et la façade, l'habitabilité des combles est accrue.



**LUCARNE :**

Terme général désignant une ouverture verticale abritée dans un pan de toiture pour assurer l'éclairage et l'aération.

- la **lucarne à façade entière** avec fronton mouluré ;



- la **lucarne à deux pans** (dite jacobine ou louvre, louve et improprement chien-assis) en bois ou en pierre ;

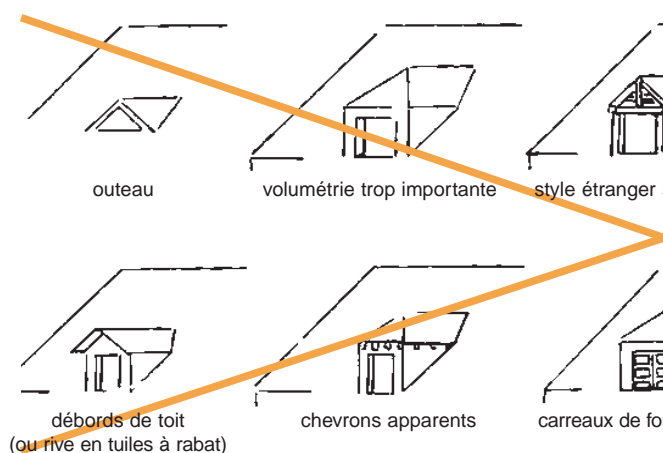


- la **lucarne pendante ou passante**, dite gerbière, meunière, à foin... interrompant la ligne d'égout (le surcroît est indispensable) ;



**CHÂSSIS RAMPANT :**

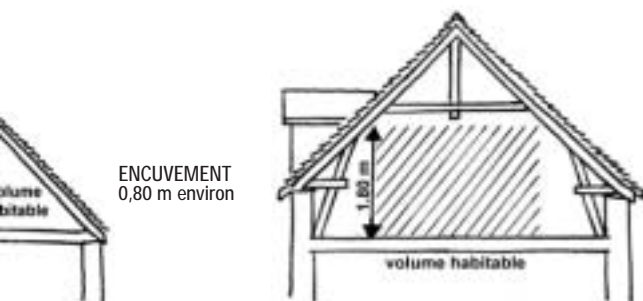
Ouverture pivotante placée **suivant la pente du toit**. Réalisée traditionnellement en fonte (tabatière ou vasistas), elle est maintenant proposée sous forme de produits industrialisés (VÉLUX, CAST).





S...

toiture d'un bâtiment, quelles que soient la forme et la (qui désigne une fonction). Le comble à la Mansart est réservé à des bâtiments urbains principalement entre les création invente de nouvelles solutions formelles pour ni-niveaux, verrières...



e par un ouvrage de charpente et de couverture ménagé ion.



- la lucarne **prolonge la façade** elle est donc **à l'aplomb du mur** ;



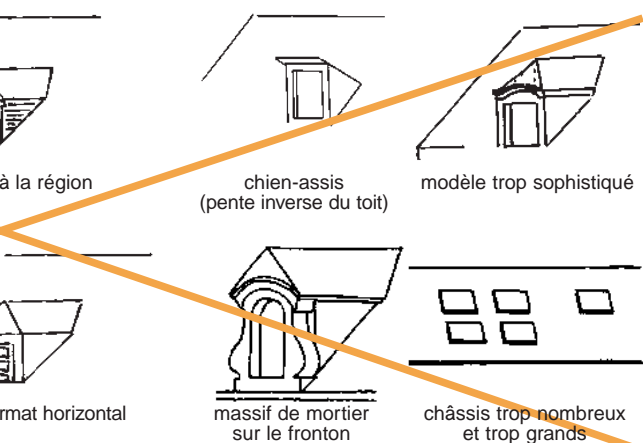
- la **lucarne à croupe** (à trois pans), dite capucine ;



- la **lucarne rampante**, surtout utilisée dans les années 1930 à 1950 ;



- l'**œil-de-bœuf**, en bois revêtu de métal ou en pierre.



## Les besoins actuels :

L'utilisation des combles est souvent envisagée :

- dans les bâtiments anciens à l'occasion d'une réhabilitation, en récupérant le volume libre existant et en mettant en valeur la charpente ;
- dans les bâtiments plus récents à charpente légère, en transformant celle-ci. Le coût au m<sup>2</sup> doit dans ce cas amener à comparer avec une solution plus radicale (surélévation en structure bois par exemple) ;
- dans les bâtiments en projet, lorsque la cohérence avec le bâti voisin nécessite une forte pente et *a fortiori* si le terrain ne permet pas de création de sous-sol, une bonne répartition des locaux amène à utiliser les combles, inunédiatement ou à terme.

L'aménagement de combles existants présente toutefois des inconvénients :

- seuls les volumes présentant une hauteur de 1,80 m au moins sont légalement habitables, d'où l'intérêt du surcroît ;
- même avec une bonne isolation, les pièces en comble présentent une inertie thermique faible qui les rend moins confortables en été, sauf dispositions techniques coûteuses et consommatrices d'énergie (climatisation...) ; à ce titre, le deuxième niveau de comble doit être considéré comme non habitable ;
- les percements doivent demeurer limités en nombre et en taille pour assurer la cohérence avec le bâti ancien ; ceci peut conduire à rendre l'aménagement impossible du point de vue esthétique, notamment en l'absence de surcroît.

QUELQUES EXEMPLES :



Verrière intégrée



Percements en pignon



Lucarne passante

## Principes dans un environnement traditionnel

*En abord de monument historique et plus généralement dans les centres anciens, l'objectif est de maintenir une qualité d'aspect au moins équivalente à celle existante.*

*Celle-ci passe essentiellement par une recherche d'unité avec les caractères dominants du cadre bâti environnant fondée sur le respect des principes analysés ci-dessus.*

*Des dispositions différentes peuvent être envisagées, dans le cadre d'une étude au cas par cas, en fonction de particularismes locaux ou lorsque le projet apparaît comme une réelle œuvre de création.*



## Transcription réglementaire et prescriptions :

### Sur les façades visibles d'un lieu accessible au public,

ne sont autorisées, en nombre limité, que les ouvertures laissant une perception maximale du toit, à savoir :

- les **fenêtres en pignon** de format vertical, en nombre réduit et de plus petite taille que les baies des niveaux inférieurs ;
- les **lucarnes** ou les **fenêtres horizontales** au ras du plancher **dans le cas de comble à surcroît** ;
- les **châssis rampants** de petites dimensions en remplacement d'existant ou sur de très grands combles ;
- les tuiles de verre.

Sont interdits : les lucarnes en retrait de la façade (donc le percement de combles sans surcroît) et les châssis rampants nouveaux.

**NOTA : en l'absence de surcroît, seule l'ouverture de baies en pignon pourra être autorisée en vue d'aménager les combles.**

### Sur les façades non visibles d'un lieu librement accessible au public,

les percements resteront **limités en taille et en nombre** (en général, 2 au maximum visibles simultanément) ; ils ne seront possibles qu'en **premier niveau du comble**.

**Dans le cas de comble à la Mansart** la totalité des ouvertures sera située dans le brisis.

**Dans le cas de création contemporaine valorisant le milieu dans lequel elle s'inscrit,** des dispositions **différentes** peuvent être envisagées.

## Procédures

Les **créations ou modifications d'ouvertures** nécessitent le dépôt en mairie :

→ d'un **Permis de Construire** dans les cas prévus à l'article L.421-1 du Code de l'Urbanisme ;

→ d'une **Déclaration de Travaux** dans les autres cas (art. L.422-2).

Lorsque l'immeuble se trouve situé à l'intérieur d'un espace protégé, le projet est soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France (abords de monuments historiques, secteurs sauvegardés, zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, sites inscrits) ou de la commission des sites (sites classés).

Par ailleurs, le commerce des matériaux issus de la déconstruction, qu'ils soient en pierre (dalles, linteaux, cheminées, corniches...), en bois (poutres, boiseries, menuiseries...) en terre cuite (tuiles, briques...) ou en métal, est soumis à certaines obligations incombant tant aux professionnels (tenue d'un registre permettant l'identification des objets et des vendeurs, facturation) qu'aux particuliers (délivrance d'un justificatif).

Rens. : DDCCRF21 - 15 rue de l'Arquebuse - BP 269 21007 Dijon Cedex - Tél. : 03 80 76 82 00

## Pour vous renseigner

- **Mairies**
- **Direction Départementale de l'Équipement et ses subdivisions**  
57 rue de Mulhouse 21000 Dijon - Tél. : 03 80 29 44 44
- **Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine**  
39 rue Vannerie 21000 Dijon - Tél. : 03 80 68 42 85  
Fax : 03 80 68 42 86 - sdap.cote-d'or@culture.gouv.fr  
Informations nationales et régionales : www.culture.gouv.fr
- **Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement**  
24 rue de la Préfecture 21000 Dijon - Tél. : 03 80 30 02 38
- **Maisons Paysannes de France**  
Mme DULERY Le Logis 21310 Bézouotte - Tél. : 03 80 36 57 03
- **Fondation du Patrimoine** (subventions et déductions fiscales),  
88 rue J.-J. Rousseau 21000 Dijon - Tél. : 03 80 65 79 93
- **Conseil Régional de l'Ordre des Architectes**  
7 bd W. Churchill 21000 Dijon - Tél. : 03 80 28 90 03

## Pour établir et réaliser votre projet

- **Architectes** (tableau régional disponible aux adresses ci-dessus)
- **Artisans spécialisés**  
(Chambre des Métiers 65-69 rue Daubenton 21000 Dijon - 03 80 63 13 50)
- **Constructeurs de maisons individuelles**

## Bibliographie

- *Restaurer sans défigurer*, J.-F. DEVALIERE,
- *Habiter en Morvan*, Parc Naturel Régional du Morvan, 2000
- *L'architecture rurale et bourgeoise en France*, G. DOYON et R. HUBRECHT, éd. V. Fréal et Cie, 1969
- *L'architecture rurale française-Bourgogne*, R. BUCAILLE, éd. Berger-Levrault, 1980
- *Dicobat*, J. de VIGAN, éd. Arcature
- *Maisons Paysannes de France* (revue)



Service  
Départemental de  
l'Architecture et du  
Patrimoine de la  
Côte d'Or

Direction  
Départementale  
de l'Équipement  
Côte d'Or



PRÉFECTURE DE LA CÔTE D'OR

Réalisé en collaboration avec : le Conseil Régional de Bourgogne, le Conseil Général de la Côte d'Or, l'Association des Maires des communes de la Côte d'Or, la COMADI/Direction de l'Urbanisme, la Ville de Dijon/Inspection du secteur sauvegardé, la DRAC Bourgogne, Maisons Paysannes de France, l'Ordre des Architectes de Bourgogne, un représentant des Constructeurs de Maisons Individuelles.

## CAS PARTICULIERS

**1- Les pièces N° 6 et 7 ne sont pas exigibles** pour les demandes de permis de construire répondant à la fois aux trois conditions suivantes:

- a** être situées dans une zone urbaine (dite zone **U**) d'un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé ou, en l'absence de document d'urbanisme opposable, dans la partie actuellement urbanisée de la commune
- b** être situées dans une zone ne faisant pas l'objet d'une protection particulière au titre des monuments historiques, des sites, des paysages ou de la protection du patrimoine architectural et urbain
- c** être exemptées de recours obligatoire à un architecte en application des dispositions du septième alinéa de l'article **L 421-2** du code de l'Urbanisme, c'est à dire si elles sont déposées par une personne physique déclarant vouloir édifier ou modifier pour elle même une construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher hors oeuvre nette n'excède pas **170 m<sup>2</sup>** ou une construction à usage agricole dont la surface de plancher hors oeuvre brute n'excède pas **800 m<sup>2</sup>**.

**2 - Les pièces N° 4, 5, 6 et 7 ne sont pas exigibles** si le projet ne comporte ni modification du volume extérieur ni changement de destination.

**Pour vous aider dans l'élaboration de votre dossier :**



**Conseil d'Architecture,  
d'Urbanisme et de  
l'Environnement  
(C.A.U.E.)**

24, rue de la Préfecture  
21000 DIJON  
tél. 03 80 30 02 38  
fax. 03 80 30 06 40



**Direction Départementale  
de l'Équipement  
(D.D.E.)**

Service Urbanisme Aménagement  
Cellule Droit des Sols  
57, rue de Mulhouse  
21000 DIJON  
tél. 03 80 29 44 44  
fax. 03 80 29 42 60



**Service Départemental  
de l'Architecture et du  
Patrimoine  
(S.D.A.P.)**

39, rue Vannerie  
21000 DIJON  
tél. 03 80 68 42 85  
fax. 03 80 68 42 86

### les subdivisions territoriales de l'Équipement

**Cantons d'ARNAY-LE-DUC,  
BLIGNY-SUR-OUCHE,  
POUILLY-EN-AUXOIS**  
7, rue du 11 novembre  
21230 ARNAY-LE-DUC  
tél. 03 80 90 53 00  
fax. 03 80 90 06 30

**Cantons d'AUXONNE et  
SAINT-JEAN-DE-LOSNE**  
1, rue Denis Gaillard  
21130 AUXONNE  
tél. 03 80 31 17 37  
fax. 03 80 37 37 35

**Cantons de NUITS-SAINT-  
GEORGES et SEURRE**  
6-8, rue Marie Favart  
21200 BEAUNE  
tél. 03 80 25 09 10  
fax. 03 80 24 90 62

**Cantons de BEAUNE NORD,  
BEAUNE SUD, NOLAY,  
sauf Ville de BEAUNE**  
6-8, rue Marie Favart  
21200 BEAUNE  
tél. 03 80 25 09 00  
fax. 03 80 24 90 62

**Cantons d'AIGNAY-LE-DUC,  
BAIGNEUX-LES-JUIFS,  
CHATILLON-SUR-SEINE,  
LAIGNES, MONTIGNY-SUR-  
AUBE, RECEY-SUR-OURCE**  
23, boulevard Gustave  
Morizot  
21400 CHATILLON-SUR-SEINE,  
tél. 03 80 91 51 31  
fax. 03 80 91 51 39

**Cantons de GRANCEY-LE-  
CHATEAU,  
IS-SUR-TILLE, SELONGEY**  
Route de Dijon  
21120 IS-SUR-TILLE  
tél. 03 80 95 02 76  
fax. 03 80 95 29 28

**Canton de MONTBARD**  
Rue Champfleury  
21500 MONTBARD  
tél. 03 80 92 54 50  
fax. 03 80 92 03 27

**Cantons de LIERNAIS et  
SAULIEU**  
43, rue Courtépée  
21210 SAULIEU  
tél. 03 80 90 57 20  
fax. 03 80 90 57 21

**Cantons de PRECY-SOUS-  
THIL et  
SEMUR-EN-AUXOIS**  
Route de Dijon Z.I.  
21140 SEMUR-EN-AUXOIS  
tél. 03 80 89 95 10  
fax. 03 80 97 28 93

**Cantons de VENAREY-LES-  
LAUMES et VITTEAUX**  
1, rue du Parc des Sports  
21150 VENAREY-LES-  
LAUMES  
tél. 03 80 96 01 47  
fax. 03 80 96 19 22

# Le Volet paysager du permis de construire

Depuis le 1er juillet 1994, le dossier de demande de permis de construire précise l'insertion du projet dans l'environnement et son impact visuel. Cette obligation concerne la construction proprement dite, ainsi que le traitement de ses accès et de ses abords.

La nature des pièces à fournir est fixée par l'article R.421-2 du code de l'urbanisme. Les modalités d'application de ces dispositions sont précisées par la circulaire 94.54 du 30 juin 1994.



Le dossier de permis de construire est composé d'un plan de situation, d'un plan de masse, des plans des façades, des plans des niveaux, et du volet paysager :

### La coupe

document n°4

### Les photographies

document n°5

### Le document graphique

document n°6

### La notice paysagère

document n°7

La qualité des paysages tant urbains que ruraux constitue un élément déterminant de l'harmonie de notre cadre de vie.

Chaque projet de construction, qu'il soit important ou modeste, participe par son impact propre, mais aussi par ses éléments d'accompagnement : clôtures, plantations, voies d'accès... à l'évolution de notre environnement.

Résultante visuelle et sensible de l'activité humaine, le paysage de demain se dessine ainsi, touche après touche, au travers de la réalisation des différents projets.

Lorsque vous élaborez votre projet, vous devez réfléchir à la manière dont il s'insérera dans son environnement et justifier les dispositions que vous avez prises.

Ce sont la qualité de votre cadre de vie, l'image de marque de votre entreprise que vous contribuez à établir.

Les caractéristiques du paysage avoisinant, la qualité de la construction projetée comme sa nature : maison individuelle, construction publique, bâtiment industriel ou agricole, peuvent conduire à des options très différenciées allant de la recherche de solutions très discrètes à l'affirmation du projet architectural.

[illegible]



Transcription réglementaire et prescriptions:

- La clôture reprendra l’une des formes dominantes du secteur.  
La clôture sera constituée par :
- \* un mur plein d’une épaisseur minimale apparente de 50 cm et d’une hauteur minimum de 1,30 m, 2,00 m;
  - \* un mur-bahut d’une hauteur minimum de 1 m, surmonté d’une grille de 1,50m de hauteur minimum ;
  - \* un muret de 0,50 à 0,80 m de hauteur, surmonté d’éléments à claire-voie de forme simple ;
  - \* un mur en moellons calcaires montés à sec, jointoyés à fleur ou enduits sans raideur, du ton de la pierre locale (voir fiche « l’aspect des murs ») ;
  - \* une haie vive d’essences locales variées non résineuses englobant éventuellement un grillage sur socle de 10 cm de hauteur maximum ;
  - \* des laves dressées entre poteaux ou en parement extérieur ;
  - \* un mur en briques pleines jointoyées à la chaux ;

Les piliers seront de section 50x50 cm minimum. Ils seront soit traités en pierre de taille à joints réguliers saillant légèrement du mur, avec couronnement ouvragé, soit lisses, en pierre de taille ou en enduit sans saillie sur le mur avec couronnement simple.  
Les pierres de substitution devront présenter un aspect strictement identique au produit naturel, tant pour la matière, la couleur que le type d’appareillage.  
La couverte du mur sera réalisée en pierres plates, en tuiles ou en dalles d’épaisseur 8 cm minimum, débordantes (mur enduit) ou non (mur en pierre).  
Les teintes des éléments en bois ou métalliques seront choisies dans la palette traditionnelle locale (voir fiche « les couleurs »).  
La clôture suivra la pente du terrain naturel, sans redents.

Procédures

Les créations ou modifications de CLÔTURES nécessitent le dépôt en mairie d’une autorisation pour travaux divers. Lorsque l’immeuble se trouve situé à l’intérieur d’un espace protégé, le projet est soumis à l’avis de l’Architecte des Bâtiments de France (abords de monuments historiques, secteurs sauvegardés, zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager) ou de la commission des sites (sites classés).

Par ailleurs, le commerce des matériaux issus de la déconstruction, qu’ils soient en pierre (dalles, linteaux, cheminées, corniches...), en bois (poutres, boiseries, menuiseries...) ou en métal, est soumis à certaines obligations incombant tant aux professionnels (tenue d’un registre permettant l’identification des objets et des vendeurs, facturation) qu’aux particuliers (délivrance d’un justificatif).

Pour vous renseigner

- Mairie
- Direction Départementale de l'Equipement et ses subdivisions  
57 rue de Mulhouse 21000 Dijon 03.80.29.44.44
- Service Départemental de l’ Architecture et du Patrimoine  
39 rue Vannerie 21000 Dijon 03.80.68.42.85  
Fax. 03.80.68.42.86 sdap.cote-d’or@culture.gouv.fr  
Informations nationales et régionales : www.culture.gouv.fr
- Conseil d’ Architecture, d’Urbanisme et de l’ Environnement  
24 rue de la Préfecture 21000 Dijon 03.80.30.02.38  
info@caue21.asso.fr
- Maisons Paysannes de France  
Mme DULERY Le Logis 21310 Bézouotte 03.80.36.57.03

**Bibliographie**

- *Restaurer sans défigurer*, J-F DEVALIERE,
- *Habiter en Morvan*, Parc Naturel Régional du Morvan, 2000
- *L’architecture rurale et bourgeoise en France*, G.DOYON et R.HUBRECHT, éd. V.Fréal et Cie, 1969
- *Maisons Paysannes de France* (revue)
- *Restaurer, aménager, bâtir en Pays Châtillonnais*, Pays Châtillonnais, 2006
- *Restauration et construction de murets, cabottes et ouvrages hydrauliques; guide technique*, D.I.R.E.N. de Bourgogne,

Conception et réalisation SDAP 21 , octobre 2006 , clichés ©SDAP 21

Service  
Départemental  
de  
l'Architecture  
et du  
Patrimoine de  
Côte d'Or

construire et restaurer

LES CLÔTURES



Cette fiche est destinée à orienter les projets de construction neuve autant que de rénovation ou de réhabilitation. Elle s'appuie sur les observations réalisées sur l'ensemble du département de la Côte d'Or. Elle ne peut toutefois refléter tous les cas particuliers et donne ainsi des orientations générales, à nuancer en cas de besoin par une étude spécifique, notamment quand le projet apparaît comme une réelle œuvre de création.

Fiches disponibles ou prévues:

Le volet paysager du Permis de Construire
L'implantation des constructions
La volumétrie et les niveaux
L'aspect des murs
Les baies et les menuiseries
La couverture
L'utilisation des combles
Les couleurs
Les clôtures
Les coffrets (EDF GDF...)
Les devantures et les enseignes
Les bâtiments agricoles
Les panneaux solaires

La clôture a de tous temps répondu à plusieurs objectifs, tant symboliques que pratiques. Avant tout, elle a un rôle de protection dans un sens comme dans l’autre : pénétration de personnes indésirables, perte du bétail, danger de la rue pour les enfants... Elle traduit aussi la richesse du propriétaire, et peut la cacher ou préserver une intimité ou en filtrer le regard par une ferronnerie.

Sous la forme de mur continu dans les centres urbains, elle protège le passant et le jardinier du vent, du froid et (ou) du soleil. Dans les villages, à trame plus lâche, elle crée une continuité entre les espaces bâtis et non bâtis, tout en ménageant des échappées vers le paysage.

De nos jours, elle a dépassé son rôle utilitaire, notamment du fait d’une faible hauteur, pour devenir avant tout signe de reconnaissance et d’individualisation. Rares sont les espaces ouverts, même prévus à l’origine, qui ont subsisté, générant ainsi dans les lotissements des alignements uniformes.

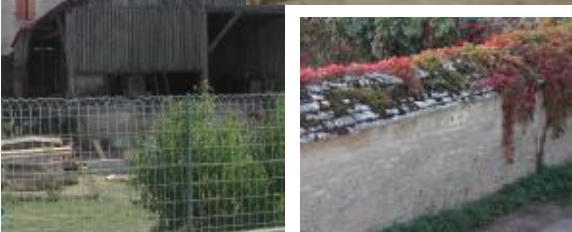
Comme dans d’autres domaines, la multiplication des produits manufacturés de grande diffusion répondant à la fantaisie de chacun, rompt l’unité sans pour autant éviter la banalisation des paysages.

Dans un souci de qualité du cadre de vie, il nous faut connaître les traditions locales pour nous intégrer dans le cadre bâti environnant sans pour autant refuser les évolutions et adaptations.

Même modestes tous travaux altèrent ou au contraire valorisent notre cadre de vie.



Les dispositions traditionnelles



DANS LES VILLES ET LES CENTRES-BOURGS

Des murs hauts prolongent les volumes bâtis. Les matériaux et les teintes sont identiques : pierres (ou briques en Val de Saône), couvertes en pierre taillée , en lave ou en tuiles, enduits. Les porches s’inscrivent dans le mur par un linteau droit ou cintré, ou le coupent par deux piliers massifs surmontés de couronnements moulurés. Les portails sont opaques, en bois ou en métal.

Lorsque le rôle de défense devient moins important, le haut des murs fait place à une grille ; le portail en ferronnerie dessine des motifs délicats. Ces dispositions se généralisent au XIXème siècle, tout en gardant un souci de sécurité: hauteur de 2,4 à 3 m, barreaudage à pointes.

Au XXème siècle, ce modèle se diversifie dans les quartiers nouveaux, le décor de la clôture adopte le style de la maison : art nouveau, néo-régionaliste, rustique, moulé en béton, géométrique, avant de traduire l’éclectisme des catalogues ou de l’auto-construction.

Dans les lotissements, la clôture reflète l’évolution des tentatives de réglementation: muret bas + claire-voie, puis haie taillée (lauriers puis thuyas ) puis mur plein.

EN ZONE RURALE

La clôture traditionnelle reprend les modèles urbains en plus ou moins haut et plus ou moins soigné en fonction de la richesse du propriétaire. La dominante est le modèle du XIXème siècle, correspondant à un siècle d’intense construction, mais il ne faut pas négliger la fréquence de la cour ouverte, pour les petits espaces ou lorsque la clôture constituerait une gêne pour la manœuvre des engins.

Les parcelles non bâties sont fermées, soit par des murs ou murets (notamment de soutènement des terres) soit par des haies vives d’espèces locales plus ou moins taillées (reprenant l’esprit du maillage bocager encore présent en Morvan, où les portails sont de simples assemblages de bois). Au XXème siècle, les murets sont parfois surmontés de grilles simples, ou de grillages tendus sur des poteaux métalliques.

Signalons enfin la fermeture des clos de vignes par des murs ou murets en pierres appareillées ou montées à sec, percés de portes ou de porches généralement très sobres.

Principes dans un environnement traditionnel

*En abord de monument historique et plus généralement dans les centres anciens, l'objectif est de maintenir une qualité d'aspect au moins équivalente à celle existante.*

*Celle-ci passe essentiellement par une recherche d'unité avec les caractères dominants du cadre bâti environnant, basée sur le respect des principes analysés ci-dessus.*

Des solutions actuelles

Contrairement à d’autres domaines, les besoins n’ont pas évolué de manière significative, c’est dans les matériaux et la mise en œuvre que résident les changements. Dans la profusion des produits existants, il convient surtout de faire un choix judicieux.

LA MACONNERIE MIXTE

Voile en béton avec un parement en pierre naturelle montée façon pierre sèche...

L’ AGGLOMERE DE CIMENT

Il nécessite des fondations conséquentes et des raidisseurs, ce qui ne l’empêche pas de fissurer dès que sa longueur est importante. Par ailleurs, il garde un aspect raide; enfin sa faible épaisseur (agglomérés de 20 ou 27 cm) ne permet pas une couverture importante et crée une tranche maigrelette. L’enduit doit éviter les gros grains (salissures) et les finitions dressées (trop plates).

LA PIERRE ARTIFICIELLE

Il convient de distinguer les moulages d’éléments anciens en mortier de résines teinté et nuancé, dont l’aspect et le vieillissement sont totalement compatibles avec un cadre ancien, et les faux piliers, placages et

LES GRILLES ET PORTAILS

Les fabrications actuelles reprennent généralement des modèles anciens ; il faut opérer une sélection en fonction :

- des modèles régionaux (cf. page précédente);
- des proportions (hauteur souvent trop faible par rapport à la largeur) ;
- de la section des éléments constitutifs ( souvent trop faible aussi);
- de la modestie du cadre avoisinant (les châteaux sont rares!);
- des teintes (cf fiche « les couleurs »).

LES GRILLAGES

Il existe maintenant des fabrications solides, pérennes (métal laqué ou plastifié), mais leur teinte, leur aspect régulier et la section des fers donnent un caractère très artificiel plus adapté à des bâtiments publics qu’à l’habitation. Le treillage traditionnel galvanisé est encore une bonne solution.

LES VEGETAUX

Ils présentent de nombreux avantages :

- Espèces et teintes variées, possibilité de suivre les saisons ;
- feuilles caduques donnant une transparence hivernale ;
- possibilité d’incorporer des éléments de haute tige et de se raccorder visuellement aux boisements voisins ;
- transition avec les espaces naturels.

DETAILS TECHNIQUES POUR UNE CLÔTURE REUSSIE



Retour du mur en bout sur 60 cm, masquant le manque d’épaisseur; poteaux de forte section.



Face arrière banchée, parement en pierre ou laves.



Couverte en laves (pierres plates), en tuiles, en pierre épaisse naturelle ou artificielle (minimum 8 cm) avec une saillie formant goutte d’eau sur les murs enduits, sans saillie sur les murs en pierre, en pierres debout.



Clôture suivant la pente du terrain sans redents.



Nombre de poteaux réduit au minimum, poteaux du même matériau que le reste du mur.



Hauteur minimale de 1,20m, avec un seul matériau pour éviter une échelle trop petite par rapport aux bâtiments.

